



GOREE INSTITUTE

CENTRE POUR LA DÉMOCRATIE, LE
DÉVELOPPEMENT ET LA CULTURE EN AFRIQUE

GENERATION AGORA.

Jeunes leaders africains à l'avant-garde de l'innovation démocratique

*Témoignages et parcours inspirants des jeunes acteurs engagés
pour la transformation démocratique en Afrique de l'Ouest et au Sahel*



FONDATION
DE L'INNOVATION
POUR LA DÉMOCRATIE

www.goreeinstitut.org
info@goreeinstitut.org
+221 33 849 48 49



GENERATION AGORA.

**Jeunes leaders africains à l'avant-garde
de l'innovation démocratique**

*Témoignages et parcours inspirants des jeunes acteurs engagés
pour la transformation démocratique en Afrique de l'Ouest et au Sahel*

SYGLES

AGORA	Acronyme du programme « Agora Youth », inspiré de l'Agora de la Grèce antique, symbole d'espace de dialogue, de formation et d'expérimentation démocratique pour les jeunes leaders africains
ARIDAS	Agora Régionale pour l'Innovation de la Démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel
ARS	Autorité de Régulation du Secteur de la Santé (Bénin)
Civic-Tech	Technologies civiques, outils numériques et plateformes favorisant la participation citoyenne et l'engagement démocratique
FID	Fondation pour l'Innovation de la Démocratie
Gorin	Gorée Institute, Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique
MOOCs	Massive Open Online Courses
ONU	Organisation des Nations Unies
Policy brief	Document d'analyse synthétique formulant des recommandations à destination des décideurs publics
SRAJ	Santé Reproductive des Adolescents et des Jeunes
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population

TABLE DES MATIERES

Mot du Directeur exécutif.....	8
Introduction.....	9
EDITORIAL : Une jeunesse africaine qui transforme la démocratie : visions, engagements et actions	10
25 ans de la Résolution 1325 (2000) Jeunesse, paix et sécurité en Afrique centrale : un impératif de gouvernance inclusive à l'épreuve des crises et des transitions	36
Participation politique et crise de confiance démocratique en Côte d'Ivoire : Analyse critique de la participation politique et de la crise de confiance démocratique en Côte d'Ivoire.....	44
Inégalités et tensions sociales au Sahel : comprendre les racines d'une instabilité durable	52
Un engagement citoyen « réinventé » à Tambacounda : boosteur de la participation citoyenne et politique	60
La participation politique et citoyenne des femmes africaines à l'ère du numérique ..	67
Niger : mutation des acteurs politiques après la dissolution des partis	73
Croissance démographique et engagement des jeunes : quand la jeunesse réinvente la démocratie en Afrique	78
La Démocratie au Mali : les Partis Politiques laissés au quai de la participation politique.....	84
Garantir un accès libre et continu à Internet au Sénégal en période de crise politique Analyse des coupures d'Internet et de leurs impacts sur la démocratie, les droits et l'économie numérique.....	91
La démocratie locale à l'épreuve de l'exclusion des femmes au Bénin	97
Entre ambitions politiques et enjeux démocratiques : quelle trajectoire pour une transition démocratique crédible en Guinée ?	106
La gouvernance locale à l'épreuve de la double marginalisation des jeunes femmes au Burkina Faso	112
Le pouvoir de la résilience communautaire pour une nouvelle gouvernance active et innovante au sahel	118

L'éducation à la citoyenneté comme levier d'engagement des femmes et des jeunes en Afrique de l'Ouest.....	125
L'art comme outil de promotion patriotique et levier de la démocratie	130
Rétrécissement de l'espace civique au Sénégal : Pour une refondation de la participation citoyenne	137
La Démocratie à l'épreuve en Guinée	143
Crise de l'ivoirité et fragilités démocratiques en Côte d'Ivoire.....	149
La démocratie au Togo : entre leurres et lueurs pour les jeunes Analyse des perceptions et de l'engagement démocratique des jeunes Togolais-es.....	154
Élections sans choix et de l'espoir au verrou : l'Afrique de l'Ouest entre façade démocratique et verrou institutionnel.....	162



AGORA Y
RÉFLECHIR-DÉCOU

AGORA RÉGIONALE DE L'INNOVATION EN AFRIQUE DE L'OUEST

08 - 13 septembre 2025, Ile de Gorée

PAYS : BENIN - BURKINA FASO - CAMEROUN - CÔTE D'IVOIRE - GUINÉE



CORTEE INSTITUTE

Centre pour la Démocratie

OUTH
VRIR-AGIR



FONDATION
DE L'INNOVATION
POUR LA DÉMOCRATIE

ION POUR LA DÉMOCRATIE
ST ET AU SAHEL



rée, Dakar-Sénégal

INÉE - MALI - NIGER - SÉNÉGAL - TOG - TUNISIE

IN
CENTRE PO
DÉVELOPPEMENT

Gor



Mot du Directeur exécutif

8

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel traversent aujourd'hui des dynamiques de transformation profondes et complexes. Les défis démocratiques, sociaux et économiques, de plus en plus multiples, appellent des réponses à la fois innovantes et inclusives. Dans ce contexte, la jeunesse constitue une énergie vitale, une matière de réflexion et d'action, mais surtout un vecteur d'espérance pour l'avenir du continent.

Depuis sa création, le Gorée Institute s'est donné pour mission de contribuer à l'émergence d'une Afrique paisible, juste et autosuffisante. À travers la recherche, le dialogue politique et l'action sur le terrain, nous avons cherché à créer des espaces où les citoyens peuvent se rencontrer, partager des idées, apprendre et expérimenter de nouvelles formes de participation. Nos valeurs telles que l'innovation, la créativité, la pensée critique et l'engagement collectif guident depuis toujours les initiatives que nous menons et nourrissent notre conviction

que l'Afrique doit inventer ses propres solutions aux défis qui la traversent.

Le projet AGORA Youth s'inscrit pleinement dans cette vision en ce sens qu'il constitue un cadre idéal pour permettre aux jeunes leaders africains de réfléchir, de découvrir et d'agir sur les enjeux démocratiques et sociaux de leurs pays. Au-delà de la formation et du renforcement des capacités, AGORA Youth favorise l'échange intergénérationnel et la constitution de réseaux solides de collaboration. Ce programme offre aux jeunes la possibilité de mettre en pratique leurs idées, de créer des initiatives concrètes et innovantes et de s'approprier pleinement leur rôle dans la gouvernance et la construction de sociétés résilientes.

Nous sommes convaincus que l'innovation démocratique ne peut se réaliser sans la participation active des jeunes, et toutes les idées et actions portées par cette génération peut contribuer à transformer les institutions et à renforcer la confiance dans nos sociétés. En plus d'être un programme de formation, l'AGORA Youth représente une plateforme d'engagement, de dialogue et de créativité où les jeunes apprennent à être acteurs de leur avenir et de celui de leurs communautés.

À travers cette publication, le Gorée Institute réaffirme son engagement à soutenir les leaders de demain, à encourager la production intellectuelle, la pensée critique et l'action collective, et à contribuer, pas à pas, à la construction d'une Afrique plus démocratique, plus inclusive et plus prospère.

Doudou DIA
Directeur Exécutif

Introduction

L'Afrique de l'Ouest et le Sahel traversent depuis plusieurs années une période marquée par des défis majeurs pour la gouvernance démocratique. Entre crises politiques, fragilités institutionnelles et montée de l'insécurité, les systèmes démocratiques de la région sont confrontés à des tensions profondes qui fragilisent la confiance entre les citoyens et les institutions. Dans ce contexte, la jeunesse occupe une place de premier plan. Représentant la majorité de la population, les jeunes africains disposent d'un potentiel immense pour impulser des transformations positives dans leurs sociétés. Pourtant, ils restent encore trop souvent sous-représentés dans les processus décisionnels et les espaces de gouvernance publique. Face à ce paradoxe, le Gorée Institute (Centre pour la Démocratie, le Développement et la Culture en Afrique) et la Fondation pour l'Innovation de la Démocratie (FID) ont lancé le programme AGORA Régionale pour l'Innovation de la Démocratie en Afrique de l'Ouest et au Sahel (ARIDAS). Inspiré de l'Agora de la Grèce antique, lieu de rencontre et de débat citoyen, ce programme constitue un espace de dialogue, de formation et d'expérimentation démocratique pour les jeunes leaders africains. La visée d'ARIDAS est de former une génération de jeunes citoyens engagés, capables de proposer des solutions innovantes face aux actuels défis démocratiques du continent. Il s'agit notamment de renforcer leurs capacités en matière de gouvernance démocratique, de leadership, de participation citoyenne et de plaidoyer. À travers des formations, des échanges régionaux, des activités de coaching et la mise en réseau des jeunes participants, le programme encourage l'émergence d'une nouvelle génération d'acteurs engagés dans la construction d'une démocratie plus inclusive et plus participative.

Cette publication s'inscrit dans cette dynamique de capitalisation et de valorisation des expériences, à travers l'assemblage de témoignages de jeunes leaders ayant participé au programme. Par le biais de leurs parcours, leurs réflexions et leurs engagements, ces jeunes femmes et hommes illustrent l'impact réel d'une initiative qui fait de la jeunesse le noyau de l'innovation démocratique. Bien plus qu'un recueil de témoignages, cette publication constitue une mémoire collective d'une génération qui réfléchit, agit et propose pour l'avenir démocratique de l'Afrique.

EDITORIAL : Une jeunesse africaine qui transforme la démocratie : visions, engagements et actions

Les jeunes leaders réunis dans le cadre du programme ARIDAS proviennent de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel. Ils sont issus d'horizons professionnels variés composés de chercheurs, de journalistes, d'activistes de la société civile, d'entrepreneurs sociaux, de responsables d'organisations de jeunesse ou d'acteurs politiques. Malgré la diversité de leurs parcours, ils partagent une conviction commune selon laquelle la démocratie africaine doit être repensée et revitalisée, et la jeunesse doit en être la locomotive. Il convient de noter que dans de nombreux pays de la région, les jeunes constituent la majorité de la population, mais restent largement absents des espaces où se prennent les décisions qui engagent leur avenir. Cette marginalisation nourrit parfois un sentiment de frustration et de méfiance envers les institutions publiques. Le programme ARIDAS répond précisément à ce défi en offrant aux jeunes un cadre d'apprentissage et d'expression. Les bénéficiaires de ce programme y acquièrent des connaissances sur les mécanismes démocratiques, les politiques publiques, la gouvernance locale, la participation citoyenne et les enjeux de paix et de sécurité. Mais au-delà de la formation, le programme crée surtout un espace de rencontre et de dialogue entre jeunes leaders venant de différents pays. Ces échanges permettent de partager des expériences, de confronter des idées et de construire une vision commune des défis démocratiques du continent. Ainsi, ARIDAS contribue à faire émerger une génération de jeunes africains capables de transformer leurs convictions en actions tangibles au service de leurs communautés.

Portraits de la Génération Agora : entre vision et impact

Derrière les réflexions, les débats et les productions intellectuelles du programme Agora Youth, se trouvent des visages, des parcours et des engagements singuliers. Les jeunes leaders réunis dans cette initiative incarnent une génération africaine consciente des défis démocratiques du continent et déterminée à y apporter des réponses innovantes. Ces jeunes dont le leadership n'est plus à démontrer incarnent la diversité des parcours, des expertises et des engagements qui composent aujourd'hui la jeunesse africaine. Chercheurs, étudiants, entrepreneurs sociaux, artistes, acteurs associatifs ou professionnels de la gouvernance publique, ils

partagent la même conviction que les défis démocratiques du continent exigent des réponses innovantes, portées par une nouvelle génération d'acteurs capables de dialoguer, de proposer et d'agir. À travers leurs expériences, leurs réflexions et les initiatives qu'ils développent dans leurs pays respectifs, ces jeunes témoignent de l'impact réel du programme sur leurs trajectoires personnelles et professionnelles. Leurs récits révèlent également une dynamique plus large, celle de l'émergence d'un réseau panafricain de jeunes leaders qui, au-delà des frontières nationales, construisent des espaces de collaboration, de solidarité et d'innovation démocratique. Les portraits qui suivent donnent à voir cette Génération Agora comme une génération qui ne se contente pas d'observer les mutations politiques du continent, mais qui choisit d'y prendre part activement, en portant une vision renouvelée de la citoyenneté, du leadership et de la gouvernance en Afrique.

De l'apprentissage à l'action : l'impact réel de l'Agora Youth sur les jeunes leaders

L'après AGORA montre nettement que ce programme ne peut être réduit à une simple formation consistant à dispenser des modules. Le programme mis en œuvre par Gorin et FID a, de manière significative, transformé la manière dont les jeunes leaders pensent, agissent et s'engagent pour leur continent. À travers leurs témoignages qu'ils nous ont partagés, plusieurs impacts majeurs apparaissent clairement.

11

Un des changements les plus immédiats et visibles chez les jeunes bénéficiaires de l'AGORA Youth est le renforcement de la confiance en soi. Grâce à la formation, ils ont appris à ordonner leur pensée et à articuler leurs idées avec clarté et impact, dans différents contextes. Dorénavant et pour l'avenir, les jeunes témoignent d'une légitimité réelle pour intervenir dans le débat public et dialoguer avec les décideurs. Mamadou Diop du Sénégal le confirme de manière éloquente en expliquant que le leadership ne repose pas uniquement sur l'éloquence, mais sur la rigueur, la méthode et la capacité à écouter. Cette confiance se traduit également par une capacité à prendre des initiatives mesurables, que ce soit à travers des podcasts, des notes de plaidoyer ou des projets communautaires.

Agora Youth a offert aux jeunes «Agoriens» les moyens de convertir leurs réflexions en analyses clarifiées et leurs idées en propositions pragmatiques. À travers les ateliers, les cercles de dialogue et les exercices pratiques, ils ont développé des compétences solides en rédaction de policy briefs, en analyse de

politiques publiques et en élaboration de projets civiques et sociaux. Les témoignages de Béana Foba Juliana du Cameroun relèvent avec force cette réalité. « Les discussions et travaux menés dans le programme nourrissent ma réflexion sur la participation des jeunes et des femmes dans les processus de gouvernance », confie-t-elle. Cette structuration intellectuelle a permis aux jeunes leaders d'avoir la capacité de produire des contenus susceptibles d'influencer les décideurs et de soutenir le débat public de manière stratégique.

Les bénéficiaires de la première édition de l'Agora Youth ont pu développer un leadership plus inclusif et plus stratégique, apprenant à intégrer les idées de leurs pairs, à collaborer efficacement et à reconnaître que le véritable leadership consiste à faire rayonner les autres tout en portant sa propre vision. Awal Ibrahim Oumarou du Niger en apporte un exemple frappant : « Un leader n'est pas celui qui brille seul, mais celui qui fait briller les autres ». Ce type de leadership dépasse la simple posture personnelle pour encourager la création de projets collectifs, le partage des responsabilités et le développement d'une culture de collaboration entre jeunes leaders du continent.

12

Au-delà des frontières : un réseau panafricain de jeunes leaders

Le programme Agora met en avant la dimension régionale et panafricaine. Les jeunes constatent que les défis rencontrés dans leur pays (chômage, désinformation, gouvernance locale, conflits...) se retrouvent souvent dans d'autres pays de la région. Epiphane Ndjoré de la Côte d'Ivoire le souligne : « Je ne me vois plus seulement comme un acteur ivoirien, mais comme membre d'un réseau continental ». Ce réseau favorise le partage d'expériences et de bonnes pratiques, encourage la création de collaborations transnationales et soutient la mobilisation collective autour d'initiatives civiques et sociales.

Transformation professionnelle et engagement concret

Au-delà des compétences techniques, Agora Youth se révèle comme un véritable accélérateur de carrières et de projets. Plusieurs bénéficiaires ont ainsi initié des actions concrètes à l'issue du programme. Mamadou Diop du Sénégal a lancé le projet « SRAJ Sans Frontières » consacré à la santé reproductive des jeunes. Séphora Sanou a créé un podcast pour diffuser des perspectives africaines. Sékou De Traoré anime des sessions de formation sur la gestion des conflits électoraux. Ces initiatives, parmi tant d'autres, témoignent de la capacité des jeunes à transformer les connaissances acquises en projets effectifs, générant un impact tangible au sein

de leurs communautés. Autrement dit, ces actions illustrent la capacité des jeunes du continent à transformer les connaissances acquises en projets concrets qui ont un impact direct sur leurs communautés.

Ouverture au dialogue et solidarité régionale

À l'Agora Youth, les jeunes leaders découvrent également l'importance du dialogue et de la coopération inter-pays. En confrontant leurs expériences, ils prennent conscience que les solutions locales prennent tout leur sens lorsqu'elles s'inscrivent dans une perspective régionale. Fatoumata Dia le cerne bien dans cette affirmation : « Se retrouver sur l'île de Gorée avec des jeunes venus de toute l'Afrique pour réfléchir à des solutions endogènes change profondément notre perception des enjeux du continent ». Cette dimension favorise l'émergence d'une solidarité à long terme et d'un sentiment d'appartenance à une communauté panafricaine.

Policy briefs des jeunes : les propositions politiques de la Génération Agora

Les policy briefs présentés dans cette section constituent les contributions écrites des jeunes bénéficiaires du programme Agora Youth. Ces notes de politique prolongent et approfondissent les réflexions introduites dans les portraits individuels en proposant des analyses approfondies et des pistes d'action pertinentes sur des enjeux actuels de démocratie, de gouvernance, de paix, de genre, de culture et de transformation sociale. À travers ces productions, les jeunes ne se limitent pas à témoigner de leurs réalités, mais formulent aussi des solutions, interpellent les décideurs et participent activement à la construction de réponses politiques adaptées aux défis de leurs époques. Cette section rassemble ainsi une diversité de perspectives qui reflètent la richesse des expériences et des engagements de la jeunesse engagée dans le programme ARIDAS.





Béana Foba Juliana (Cameroun)

Chercheuse associée au Centre de recherche d'études politiques et stratégiques, experte en paix et sécurité et instructrice à l'École de Maintien de la Paix de Bamako, Béana Foba Juliana a rejoint l'Agora Youth pour connecter les jeunes leaders africains autour de l'innovation démocratique et de la prévention des crises. Le programme lui a permis de réaliser une vidéo-dialogue avec le parlementaire Arnold Biena et un policy brief comparant les Résolutions 2250 et 1325 du Conseil de Sécurité de l'ONU. En octobre 2025, elle a été sélectionnée observatrice électorale à l'élection présidentielle du Cameroun. Elle recommande un renforcement du suivi des alumni et la désignation d'ambassadeurs régionaux. Elle résume son expérience en trois mots : innovation, leadership, impact.

25 ans de la Résolution 1325 (2000) : Jeunesse, paix et sécurité en Afrique centrale : un impératif de gouvernance inclusive à l'épreuve des crises et des transitions

Résumé

Béana analyse la place de la jeunesse dans les dynamiques de paix et de sécurité en Afrique centrale. Sa note de politique met l'accent sur la marginalisation des jeunes dans les processus décisionnels malgré leur poids démographique, ainsi que le lien entre exclusion socio-économique et vulnérabilités sécuritaires. Elle plaide pour une gouvernance inclusive et intergénérationnelle et une meilleure intégration des jeunes dans les mécanismes de paix durable.



Epiphane Ndjoré (Côte d'Ivoire)

Étudiant en Master de Lettres Modernes à l'Université Alassane Ouattara de Bouaké, Epiphane Ndjoré a rejoint l'Agora Youth pour structurer son engagement citoyen et confronter ses idées à celles d'autres jeunes leaders africains. Le programme lui a permis de gagner en confiance et en légitimité dans le débat public. Quelques mois après, il a été nommé Coordinateur Pays de Classe Pro Côte d'Ivoire et a lancé le programme « Classe Pro Tout » contre la désinformation. Il recommande un meilleur lien entre MOOC et travaux présentiels ainsi qu'un réseau permanent d'alumni. Il résume l'expérience en trois mots : Transformation, Responsabilité, Vision.

Participation politique et crise de confiance démocratique en Côte d'Ivoire : Analyse critique de la participation politique et de la crise de confiance démocratique en Côte d'Ivoire

Résumé

Epiphane analyse la faible participation des jeunes dans les instances de décision en Côte d'Ivoire, malgré leur poids démographique majoritaire. Il pointe du doigt un verrou générationnel, une forte défiance envers les institutions et une instrumentalisation des jeunes dans les processus politiques. Son document souligne également l'émergence d'initiatives citoyennes et numériques portées par la jeunesse. Sa note de politique plaide pour des réformes structurelles visant à institutionnaliser la participation des jeunes et renforcer une démocratie plus inclusive et représentative.



Fatoumata Dia (Sénégal)

Jeune leader sénégalaise déjà engagée dans le plaidoyer et la gouvernance démocratique, Fatoumata Dia a rejoint l'Agora Youth pour renforcer ses capacités stratégiques et intégrer un réseau panafricain de jeunes leaders. Le programme a transformé son leadership, passant de « leader de vision » à « leader d'action », capable de penser l'impact systémique et de planifier des réformes sur le long terme. La dimension panafricaine lui a révélé la convergence des causes structurelles des enjeux du continent. Elle recommande un suivi post-programme renforcé et un mécanisme de mentorat durable. Elle résume l'expérience en trois mots : Innovation, Leadership, Panafricanisme.

Inégalités et tensions sociales au Sahel : comprendre les racines d'une instabilité durable

Résumé

Dans sa note de politique, Fatoumata analyse les inégalités sociales, économiques, territoriales, générationnelles et de genre comme facteurs structurels de l'instabilité au Sahel. Elle montre que l'exclusion des jeunes et des femmes, combinée à la pauvreté et à la défiance envers les institutions alimente un cycle durable de tensions et de violences. Le document expose les liens entre disparités sociales et fragilisation de la cohésion régionale, et plaide pour une gouvernance inclusive fondée sur l'équité, la justice sociale et des réformes structurelles à différents niveaux afin de construire une stabilité durable.



Khadidiatou Diébaté (Sénégal)

Juriste de formation originaire de Tambacounda, Khadidiatou Diébaté a rejoint l'Agora Youth pour renforcer ses capacités en leadership, en paix et sécurité et en Civic-Tech. Le programme a consolidé sa confiance et sa passion pour la citoyenneté et les enjeux climatiques, notamment via une note de plaidoyer sur la réinvention de la citoyenneté. Sa vision panafricaine s'est élargie, révélant la convergence régionale des défis de gouvernance. Elle recommande d'allonger la phase présentielle du programme. Elle résume l'expérience en trois mots : Panafricanisme, Solution, Connaissance.

Un engagement citoyen « réinventé » à Tambacounda : boosteur de la participation citoyenne et politique

Résumé

Le policy brief de Kadidiatou analyse les défis de la participation citoyenne et politique à Tambacounda, marquée par une forte pauvreté, une culture migratoire dominante et une faible inclusion des jeunes et des femmes. Elle alerte sur les limites de l'accès à l'information, la défiance institutionnelle et les violences basées sur le genre comme freins majeurs à l'engagement civique. Son document est une invite à une « réinvention » de la citoyenneté à travers le renforcement de l'éducation civique, l'inclusion des jeunes et des femmes et l'amélioration de la gouvernance locale afin de stimuler une participation citoyenne plus active et plus inclusive.



Fatou Bintou Mbodji (Sénégal)

Juriste spécialisée en management public, conseillère municipale à Fann-Point E-Amitié et formatrice accréditée par le Gorée Institute, Fatou Bintou Mbodji a vu dans l'Agora Youth une opportunité de consolider ses connaissances sur la démocratie et le contentieux électoral. Le programme a renforcé sa confiance et son leadership, débouchant sur des réflexions sur la participation politique des femmes et les transitions démocratiques en Afrique. Le dialogue multi-pays a élargi sa vision panafricaine au-delà du Sahel. Elle recommande d'allonger les sessions en présentiel et de créer un réseau pérenne de jeunes acteurs. Elle résume l'expérience en trois mots : Leadership, Engagement, Transformation.

La participation politique et citoyenne des femmes africaines à l'ère du numérique

Résumé

À travers ce policy brief, Fatou Bintou analyse la faible représentation des femmes africaines dans les instances de décision malgré leur rôle historique dans les luttes politiques et leur poids démographique. Elle évoque les obstacles socioculturels, économiques et institutionnels qui limitent leur participation effective, en dépit de cadres juridiques favorables à l'égalité. Le document souligne également le potentiel du numérique comme moyen d'expression, de visibilité et d'influence pour renforcer l'engagement citoyen et politique des femmes. Le Policy brief de Fatou Bintou appelle à une meilleure appropriation des outils digitaux afin de réduire les inégalités et favoriser une participation plus inclusive à la vie publique.



Awal Ibrahim Oumarou (Niger)

Jeune activiste nigérien engagé pour la participation citoyenne, Awal Ibrahim Oumarou a rejoint l'Agora Youth pour acquérir des outils de leadership et échanger avec des pairs de dix pays. Le programme a renforcé sa confiance et rendu son leadership plus collaboratif et inclusif, partageant ses connaissances avec ses collaborateurs et d'autres structures. Le dialogue multi-pays lui a révélé la convergence des défis du continent, transformant sa solitude en solidarité. Il recommande de prolonger les sessions et de renforcer le suivi post-programme via des ressources numériques. Il résume l'expérience en trois mots : Engagement, Réseautage, Transformation.

Niger : mutation des acteurs politiques après la dissolution des partis

Résumé

Ce policy brief analyse la recomposition du paysage politique nigérien à la suite de la dissolution des partis politiques en mars 2025. Il aborde les stratégies d'adaptation des acteurs politiques, notamment le ralliement au régime militaire, la migration vers des organisations de la société civile, l'usage des réseaux sociaux et la participation aux organes de transition. Le document souligne une transformation davantage formelle que structurelle, révélant la persistance des logiques politiques traditionnelles. Il interroge ainsi la capacité de la classe politique à se renouveler et appelle à l'émergence d'une culture politique plus innovante et plus démocratique.



Mamadou Diop (Sénégal)

Engagé dans la promotion de la participation citoyenne, Mamadou Diop a rejoint l'Agora Youth pour bénéficier d'un cadre d'apprentissage centré sur l'échange et la co-construction.

Le programme lui a permis d'organiser sa pensée et de comprendre que le leadership repose sur la rigueur et l'écoute autant que sur l'éloquence. Inspiré par la formation, il a lancé SRAJ Sans Frontières, une initiative numérique dédiée à la santé reproductive des adolescents. Les échanges avec des pairs d'Afrique de l'Ouest et centrale ont renforcé son sentiment d'appartenance à une communauté panafricaine. Il retient d'Agora un réseau de confiance allant au-delà du simple réseau professionnel.

Croissance démographique et engagement des jeunes : quand la jeunesse réinvente la démocratie en Afrique

Résumé

Dans cette note, Mamadou évalue le rôle croissant de la jeunesse africaine dans la transformation des pratiques démocratiques, dans un contexte de forte croissance démographique et de fragilité institutionnelle. Il fait aussi remarquer la marginalisation persistante des jeunes malgré leur poids majoritaire, mais aussi leur capacité d'innovation à travers des initiatives citoyennes, communautaires et numériques. Le document souligne les tensions liées au chômage, au déficit de représentation et à la défiance envers les institutions. Il invite à une meilleure inclusion des jeunes dans la gouvernance afin de faire de cette dynamique démographique un levier de renouveau démocratique en Afrique.



Fousseini Diop (Mali)

Jeune leader malien engagé sur les questions de gouvernance et de participation citoyenne, Fousseini Diop a rejoint l'Agora Youth pour renforcer ses capacités et élargir son réseau sous-régional. Le programme a consolidé sa confiance et son engagement pour les valeurs démocratiques, notamment via les outils numériques et de Civic-Tech. Les échanges avec des jeunes leaders du Sahel ont affirmé son identité panafricaine et sa vision de l'unité des peuples africains. Il recommande de renforcer le coaching à distance et de faire évoluer le réseau AGORA en plateforme de partage et de co-construction. Il résume l'expérience en trois mots : Innovation, Engagement, Solidarité.

Croissance démographique et engagement des jeunes : Quand la jeunesse réinvente la démocratie en Afrique

Résumé

Ce policy brief analyse le rôle central de la jeunesse africaine dans la transformation des systèmes démocratiques dans un contexte de forte croissance démographique. Il met en évidence un paradoxe majeur : une jeunesse majoritaire mais encore sous-représentée dans les instances de décision. Malgré les contraintes liées au chômage, à la précarité et à la marginalisation institutionnelle, les jeunes développent de nouvelles formes d'engagement citoyen, notamment à travers les mobilisations sociales, les initiatives communautaires et les outils numériques. L'étude montre que cette dynamique constitue un levier essentiel de renouvellement démocratique en Afrique et plaide pour une meilleure intégration des jeunes dans les processus de gouvernance afin de transformer ce potentiel démographique en moteur de stabilité et de développement.



Marie-Jeanne Samba (Sénégal)

Convaincue que comprendre les dynamiques politiques africaines est essentiel pour les transformer, Marie-Jeanne Samba, jeune Sénégalaise originaire de Saint-Louis, a rejoint l'Agora Youth pour renforcer ses capacités d'analyse et découvrir les réalités politiques d'autres pays. Elle y a rédigé une note politique plaidant pour le renforcement de la connectivité internet pendant les périodes électorales. Le réseau constitué lui offre aujourd'hui des opportunités d'intervention sur le leadership féminin et la sécurité numérique. Elle retient particulièrement un projet collaboratif sur les nouvelles formes de participation politique. Pour elle, créativité et innovation transforment les modes d'engagement citoyen.

Garantir un accès libre et continu à Internet au Sénégal en période de crise politique : Analyse des coupures d'Internet et de leurs impacts sur la démocratie, les droits et l'économie numérique

Résumé

Dans sa note, Marie Jeanne analyse les coupures récurrentes d'Internet au Sénégal en période de tensions politiques et électorales, et leurs conséquences sur la démocratie, les libertés fondamentales et l'économie numérique. Elle note une atteinte à la liberté d'expression et à la participation citoyenne dans un pays fortement connecté, où Internet constitue un espace central de débat public. Le document souligne également les impacts économiques importants et la fragilisation de la confiance entre citoyens et institutions. Il recommande de garantir un accès continu et sécurisé à Internet, en particulier en période électorale, afin de préserver un espace civique numérique ouvert, inclusif et résilient.



Charlotte Ezebada, Bénin

Consultante-formatrice en participation politique des femmes et présidente de l'ONG Women Empower Association au Bénin, Charlotte Ezebada a rejoint l'Agora Youth pour approfondir sa compréhension des dynamiques de pouvoir et renforcer son réseau militant. Le module sur le leadership transformationnel l'a menée vers une logique de transformation collective, matérialisée par un policy brief sur les femmes dans les instances de décision au Bénin ayant donné lieu à une conférence nationale. Elle a également développé l'initiative Women's Voice for Health pour la représentativité des femmes dans la gouvernance de la santé. Le dialogue inter-pays a renforcé son identité panafricaine et l'a conduite à initier des cercles de discussion sur la jeunesse et la démocratie. Elle résume l'expérience en trois mots : Transformation, Plaidoyer, Panafricanisme.

La démocratie locale à l'épreuve de l'exclusion des femmes au Bénin

Résumé

Malgré les réformes juridiques et les avancées en matière d'égalité de genre, la représentation des femmes au niveau local au Bénin demeure très faible. Les conseils communaux restent largement dominés par les hommes, traduisant un déséquilibre structurel du pouvoir local. La note de politique de Charlotte analyse les causes de cette exclusion tout en s'appuyant sur les résultats du projet VoLeFe porté par Women and Power Association. Elle montre que l'inclusion des femmes améliore la gouvernance locale et appelle à l'adoption d'une loi sur la représentativité féminine au niveau communal, afin de renforcer une démocratie locale plus inclusive et équitable.



Sékou De Traoré (République de Guinée)

Convaincu que la consolidation de la démocratie passe par l'engagement citoyen des jeunes, Sékou De Traoré a rejoint l'Agora Youth pour approfondir ses compétences en gouvernance démocratique et comprendre les dynamiques régionales de participation politique. Le programme lui a permis d'acquérir des outils méthodologiques en plaidoyer et analyse politique, transformant sa vision de la démocratie au-delà du seul cadre électoral. Inspiré par cette expérience, il anime aujourd'hui en Guinée des formations sur la gestion des conflits électoraux et produit des notes de plaidoyer pour les décideurs. Le dialogue avec des jeunes africains a renforcé son sens de responsabilité envers l'avenir du continent. Il souhaite voir Agora devenir un véritable incubateur de leaders démocratiques africains.

Entre ambitions politiques et enjeux démocratiques : quelle trajectoire pour une transition démocratique crédible en Guinée ?

Résumé

Ce policy brief analyse la transition politique en Guinée depuis le coup d'État du 05 septembre 2021, marqué par les engagements du CNRD en faveur de la refondation de l'État, de la lutte contre la corruption et du retour à l'ordre constitutionnel. Malgré certaines avancées institutionnelles, notamment l'adoption d'une nouvelle Constitution et la tenue du référendum de septembre 2025, la transition demeure caractérisée par des retards dans la mise en œuvre du chronogramme, des restrictions des libertés fondamentales et un déficit de dialogue politique inclusif. L'étude se penche sur les tensions entre promesses de refondation et pratiques de gouvernance, ainsi que les incertitudes entourant le processus électoral de 2025. Elle souligne également les risques d'une transition qui pourrait déboucher sur une recomposition autoritaire du pouvoir plutôt que sur un retour effectif à la démocratie.



Faouziath Yangane (Burkina Faso)

Jeune leader engagée sur les questions de gouvernance et d'inclusion des jeunes et des femmes, Faouziath Yangane a rejoint l'Agora Youth pour renforcer ses compétences en analyse des politiques publiques et en plaidoyer stratégique. Le programme a consolidé sa confiance et abouti à une note marquante, « La double peine : les jeunes femmes face aux barrières de la gouvernance locale au Burkina Faso », proposant des quotas et mécanismes de mentorat. Elle y a aussi exploré le potentiel de la Civic-Tech comme outil d'innovation démocratique. La dimension panafricaine a renforcé son sentiment d'appartenance à une communauté de jeunes leaders africains. Elle recommande un suivi post-programme renforcé et un réseautage durable. Elle résume l'expérience en trois mots : Leadership, Engagement, Transformation.

La gouvernance locale à l'épreuve de la double marginalisation des jeunes femmes au Burkina Faso

Résumé

Au Burkina Faso, les dispositifs de gouvernance locale se veulent inclusifs, mais les jeunes femmes y restent fortement marginalisées. Elles subissent une double exclusion liée à l'âge et au genre, réduisant leur accès réel aux espaces de décision. Faouziath dénombre les obstacles structurels (normes patriarcales, domination des aînés, manque de ressources et faible accès aux réseaux), tout en soulignant l'émergence d'initiatives locales de leadership féminin. Elle recommande des mesures concrètes pour renforcer la participation effective des jeunes femmes dans la gouvernance locale et réduire les inégalités d'accès au pouvoir.



Zeinabou Walet MOHAMED ALI (Mali)

Convaincue que les défis démocratiques et sécuritaires du Sahel exigent des réponses nouvelles, Zeinabou Walet Mohamed Ali a rejoint l'ARIDAS pour explorer des solutions concrètes d'innovation démocratique adaptées à l'Afrique de l'Ouest. Le programme a renforcé sa compréhension des mécanismes institutionnels et sa capacité à porter des plaidoyers, notamment sur l'appropriation des Civic Tech comme outil de transparence dans les pays de l'Alliance des États du Sahel. Les échanges multi-pays ont renforcé son sentiment d'appartenance panafricaine et sa conviction que les réponses aux crises africaines doivent être collectives. Elle retient particulièrement la session « libération de la parole » qui a créé une forte cohésion entre les jeunes leaders. Pour elle, ARIDAS est un espace de construction collective alliant innovation citoyenne et conscience panafricaine.

Le pouvoir de la résilience communautaire pour une nouvelle gouvernance active et innovante au sahel

Résumé

Ce policy brief analyse la crise multidimensionnelle qui affecte le Sahel, où les défis sécuritaires, climatiques et socio-économiques fragilisent les populations et les institutions. Face au retrait progressif de l'aide internationale et à la montée des vulnérabilités, les organisations de la société civile et les communautés locales deviennent des acteurs centraux de résilience et de gouvernance. À travers des initiatives citoyennes, des innovations numériques (Civic Tech) et des mécanismes locaux de participation, notamment portés par les jeunes, émergent de nouvelles formes de gouvernance plus inclusives et plus participatives. Le document plaide pour une institutionnalisation du soutien aux OSC, un renforcement de la participation des jeunes et des femmes, et une gouvernance fondée sur la transparence, la redevabilité et l'innovation citoyenne comme leviers de stabilité durable au Sahel.



Séphora Sanou (Burkina Faso)

Jeune leader burkinabè engagée pour la paix et la participation des jeunes femmes, Séphora Sanou a rejoint l'Agora Youth pour clarifier ses idées et traduire son engagement militant en actions concrètes. Le programme a consolidé sa légitimité et sa manière de s'exprimer avec responsabilité, aboutissant à un podcast inspiré de l'expérience portant des perspectives africaines. Les échanges entre pays ont renforcé son sentiment d'appartenance panafricaine et sa solidarité avec d'autres jeunes du continent. Elle recommande de formaliser les livrables dès le début du programme et de mettre en place des mentors pour les projets Civic-Tech. Elle résume l'expérience en trois mots : Révélation, Affirmation, Humanité.

L'éducation à la citoyenneté comme levier d'engagement des femmes et des jeunes en Afrique de l'Ouest

Résumé

Ce policy brief montre comment l'éducation à la citoyenneté renforce l'engagement des femmes et des jeunes dans la vie publique et communautaire. En favorisant la connaissance des droits, des responsabilités et des mécanismes de participation, elle contribue à l'autonomisation, à la réduction des inégalités et à une participation plus active aux processus de décision. À partir d'expériences en Afrique de l'Ouest, le document identifie les principaux obstacles (accès limité à l'éducation, normes sociales restrictives, faible coordination institutionnelle) et met en avant des pratiques efficaces basées sur les approches participatives et l'implication des communautés. Au final, il propose des recommandations pour intégrer davantage cette éducation dans les systèmes scolaires et renforcer la collaboration entre écoles, ONG et autorités locales.



Arcy Brunilda Epalle (Cameroun)

Artiste pluridisciplinaire, rédactrice web et entrepreneure numérique, Arcy Brunilda Epalle est ambassadrice de la démocratie au sein de la Fondation pour l'Innovation de la Démocratie. Sa participation à l'Agora visait à renforcer son attachement au panafricanisme et à co-construire avec d'autres jeunes leaders africains. Le programme lui a permis d'appliquer ses compétences artistiques et numériques au service de la sensibilisation démocratique, à travers masterclasses, cercles de parole et conférences. Pour elle, ARIDAS a transformé sa passion pour les arts et le numérique en un véritable vecteur de mobilisation citoyenne et de plaidoyer panafricain.

L'art comme outil de promotion patriotique et levier de la démocratie

Résumé

Arcy analyse le rôle de l'art et de l'artivisme comme instruments de promotion du patriotisme, de cohésion sociale et de renforcement démocratique. À travers diverses formes d'expression artistique (street art, slam, théâtre engagé, photographie ou installations), les artistes contribuent à la sensibilisation citoyenne, à la critique sociale et à la mobilisation autour des enjeux de justice et de droits humains. Le document montre comment l'art renforce l'identité collective, favorise le dialogue inclusif et donne une voix aux populations marginalisées. Il souligne aussi la nécessité de renforcer les collaborations entre artistes, société civile et institutions publiques afin de faire de la création artistique un moyen efficace d'engagement citoyen et de transformation sociale.



Mademba Gaye (Sénégal)

Spécialiste en gestion de projets et médiation politique, Mademba Gaye a rejoint l'Agora Youth pour confronter ses convictions théoriques aux réalités d'autres jeunes leaders africains. Le programme lui a offert un cadre d'analyse rigoureux, favorisant des propositions réalistes telles que des mécanismes de contrôle citoyen et des stratégies d'inclusion des jeunes et des femmes. Il a pu affirmer son engagement dans des contextes politiques variés, du Mali au Sénégal, en passant par le Niger et le Cameroun. Marqué par la charge symbolique de l'île de Gorée, lieu de mémoire et de résistance, il se considère héritier d'une tradition de lutte. Il continue aujourd'hui d'animer des initiatives locales et régionales axées sur l'éthique et la responsabilité citoyenne.

Rétrécissement de l'espace civique au Sénégal : Pour une refondation de la participation citoyenne

Résumé

Ce policy brief analyse le recul de l'espace civique au Sénégal entre 2021 et 2024, marqué par des violences politiques, des arrestations massives, des atteintes à la liberté de la presse et des coupures d'internet. Malgré l'alternance politique de 2024, les libertés publiques demeurent fragiles et la confiance citoyenne en déclin. À partir de données d'organisations internationales et d'observations de terrain, Mademba note les effets de la répression sur le contrat social et la participation démocratique. Il propose une refondation de l'espace civique fondée sur la justice transitionnelle, la protection des libertés fondamentales, la régulation des pratiques numériques et le renforcement de la participation citoyenne délibérative.



Maké Fofana (République de Guinée)

Militante pour les droits humains et responsable de la communication à La Maison de la Démocratie et des Droits de l'Homme (M2DH) en Guinée, Maké Fofana a rejoint l'Agora Youth pour approfondir sa compréhension des enjeux sécuritaires, démocratiques et environnementaux du continent. Le programme a renforcé ses compétences en plaidoyer stratégique et en rédaction de policy briefs, et l'a inspirée à poursuivre un Master en Droit de l'Environnement, Mines et Développement Durable. Son séjour sur l'île de Gorée a renforcé son sentiment d'appartenance à une communauté panafricaine solidaire. Elle recommande de renforcer l'accompagnement post-formation pour pérenniser le réseau des jeunes leaders. Elle résume l'expérience en trois mots : Leadership, Réseautage, Apprentissage.

La Démocratie à l'épreuve en Guinée

Résumé

Le rétrécissement de l'espace civique en Guinée se traduit par une restriction accrue des libertés fondamentales (expression, presse, manifestation), la fermeture de médias privés, le non-renouvellement d'agréments d'organisations de la société civile et des cas documentés d'enlèvements et de violences contre des acteurs politiques et sociaux. Depuis la transition militaire engagée en 2021, ces dynamiques ont renforcé un climat de peur et affaibli la participation citoyenne. Dans sa note, Maké souligne les effets de cette situation sur la vie démocratique et propose des pistes pour restaurer un espace civique ouvert, fondé sur le respect des droits humains, le dialogue et la protection des libertés publiques.



Abiba Diomandé (Côte d'Ivoire)

Engagée dans la gouvernance démocratique, la participation citoyenne et les droits humains, Abiba Diomandé a rejoint l'Agora Youth pour renforcer ses connaissances et échanger avec des jeunes leaders africains. Le programme a consolidé sa confiance et ses compétences de leader, rendant sa prise de parole plus assurée et son leadership plus collaboratif et inclusif. Les rencontres inter-pays ont renforcé sa connexion avec la jeunesse africaine à l'échelle continentale. Elle recommande de renforcer le suivi post-programme et de multiplier les activités collaboratives. Elle résume l'expérience en trois mots : Apprentissage, Dialogue, Engagement.

Crise de l'ivoirité et fragilités démocratiques en Côte d'Ivoire

Résumé

La Côte d'Ivoire, marquée par une forte diversité ethnique et culturelle, a vu sa trajectoire démocratique fragilisée par l'instrumentalisation politique de l'identité nationale à travers le concept d'« ivoirité ». Cette dynamique a contribué à des exclusions politiques, à des tensions communautaires et à des crises violentes majeures, notamment en 2002 et 2010-2011, ayant causé plusieurs milliers de victimes. Malgré des progrès institutionnels, des fragilités persistent : défiance envers les institutions, polarisation politique, tensions sociales et risques électoraux. À l'approche d'échéances politiques importantes, le policy brief d'Abiba souligne la nécessité de renforcer la gouvernance démocratique, la cohésion sociale et l'inclusion pour consolider la stabilité du pays.



Pierre-Marie Kossi (Togo)

Juriste et analyste de recherche togolais spécialisé dans la jeunesse, la paix et la gouvernance démocratique, Pierre-Marie Kossi a rejoint l'Agora Youth pour confronter ses idées à celles de jeunes leaders ouest-africains et approfondir sa connaissance des dynamiques démocratiques continentales. Le programme a clarifié sa pensée et consolidé sa légitimité, aboutissant à des notes et recommandations destinées à influencer le débat public. Son expérience à Dakar l'a rendu capable de dialoguer avec des décideurs et de co-construire des projets régionaux. Le dialogue inter-pays lui a confirmé le partage de défis communs entre jeunes Africains. Il recommande la mise en place de mécanismes de suivi post-programme et la valorisation continue des productions des jeunes leaders. Il résume son parcours en trois mots : Dialogue, Engagement, Espérance démocratique.

La démocratie au Togo : entre leurres et lueurs pour les jeunes / Analyse des perceptions et de l'engagement démocratique des jeunes Togolais-es

Résumé

Cette note de politique analyse le rapport des jeunes Togolais à la démocratie, marqué par une tension entre adhésion aux idéaux démocratiques et désillusion face à leur mise en œuvre. Elle insiste sur un déficit d'éducation civique, des contraintes socio-économiques importantes, une faible inclusion dans les espaces décisionnels et une confiance fragile envers les institutions. Malgré ce constat, de nouvelles formes d'engagement émergent, notamment à travers le numérique et les initiatives communautaires. La note milite pour une meilleure inclusion des jeunes, un renforcement de l'éducation civique et la mise en place de mécanismes participatifs plus accessibles et effectifs afin de restaurer la confiance démocratique.



Fayçal Mama Memako, Bénin

Jeune leader béninois engagé pour la paix, la gouvernance et le développement inclusif, Fayçal Mama Memako a rejoint l'Agora Youth pour rencontrer des pairs venus de toute l'Afrique et comprendre les défis communs de la jeunesse africaine. Le programme a consolidé sa compréhension des dynamiques de participation citoyenne et développé sa vision stratégique de l'action des jeunes leaders. Il s'estime désormais mieux équipé pour contribuer à la paix et à la gouvernance inclusive, renforçant son sentiment d'appartenance à une communauté panafricaine solidaire. Il recommande de multiplier les activités collaboratives et d'assurer un suivi post-programme. Il résume son expérience en trois mots : Ouverture, Collaboration, Conviction.

Élections sans choix et de l'espoir au verrou : l'Afrique de l'Ouest entre façade démocratique et verrou institutionnel ***Analyse des régimes électoraux hybrides au Bénin, au Togo et en Côte d'Ivoire***

Résumé

À travers son document, Fayçal analyse le décalage entre les principes de la démocratie électorale et les pratiques observées en Afrique de l'Ouest, à travers les cas du Bénin, du Togo et de la Côte d'Ivoire. Il aborde des élections formellement régulières mais souvent marquées par des logiques d'exclusion, de contrôle institutionnel et de faible alternance réelle. Le document souligne la marginalisation de l'opposition, la fragilité du pluralisme politique et l'instrumentalisation des institutions électorales. Il interroge également le poids des mémoires conflictuelles et la baisse de la participation citoyenne, notamment chez les jeunes. La note appelle à une refondation des processus électoraux fondée sur la transparence, l'indépendance institutionnelle et une participation citoyenne effective et inclusive.



RÉSOLUTION 1325 (2000)

JEUNESSE, PAIX ET SÉCURITÉ



25 ans de la Résolution 1325 (2000) Jeunesse, paix et sécurité en Afrique centrale : un impératif de gouvernance inclusive à l'épreuve des crises et des transitions

Béana Foba Juliana (Cameroun)

Résumé

Selon ONU Femmes en 2024, « La paix durable ne peut être atteinte si les femmes et les jeunes ne participent pas pleinement et équitablement à sa construction ». Cette assertion intervient en prélude aux célébrations d'une part du 25ème anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 31 octobre 2000 et d'autre part, précède les 10ans de la Résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 9 décembre 2015. A titre de rappel, ces 25 ans ont été l'opportunité pour le bureau régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de préciser que « Quand les femmes prennent le leadership, la paix s'installe ». Ces éléments constituent une réelle inspiration de cette note politique qui examine la mise en œuvre du programme Femme, Paix et Sécurité et Jeunesse, Paix et Sécurité en Afrique Centrale et de l'Ouest. Elle plaide pour une gouvernance inclusive, intergénérationnelle et sensible au genre, afin de faire de la jeunesse un acteur clé de la stabilité et de la résilience régionales.

Contexte sous régional Afrique Central

À l'occasion des 25 ans de la United Nations Security Council Resolution 1325 (adoptée en octobre 2000), il apparaît impératif de penser la dynamique « Jeunesse, Paix et Sécurité » en Afrique centrale comme un levier de gouvernance inclusive face aux crises et transitions. Cette région, marquée par une forte proportion de jeunes, des conflits armés prolongés, des formes variées de vulnérabilités (alimentaire, environnementale, politique) et une gouvernance parfois fragilisée, requiert un engagement renouvelé pour intégrer les jeunes non seulement comme bénéficiaires mais comme acteurs. Enfin, dans un contexte où les transitions qu'elles soient politiques, sociales ou sécuritaires se succèdent, la jeunesse y voit à la fois un défi (mobilisation, marginalisation, radicalisation) et une opportunité

Faits saillants :

- **Faible participation des femmes aux processus de paix**

Moins de 10 % des médiateurs et 13 % des signataires d'accords .

Faible intégration des plans 1325 nationaux. Seuls 6 pays sur 11 de la CEEAC disposent d'un Plan d'action national 1325, et moins de 40 % de ces plans sont dotés d'un budget opérationnel effectif. de paix en Afrique centrale entre 2010 et 2024 sont des femmes, malgré les engagements de la Résolution 1325.

- **Jeunesse majoritaire mais marginalisée .**

Près de 65 % de la population d'Afrique centrale a moins de 25 ans, mais moins de 5 % des sièges parlementaires ou postes décisionnels sont occupés par des jeunes.

- **Crises et déplacements massifs**

Les conflits armés au Cameroun, en RDC et en RCA ont entraîné plus de 8 millions de déplacés internes et réfugiés, fragilisant la cohésion sociale et la gouvernance régionale.

37

- **Faible intégration des plans 1325 nationaux**

Seuls 6 pays sur 11 de la CEEAC disposent d'un Plan d'action national 1325, et moins de 40 % de ces plans sont dotés d'un budget opérationnel effectif.

- **Investissement limité dans la paix et la sécurité humaine**

Les dépenses militaires représentent en moyenne 3,2% du PIB régional, tandis que moins de 1 % est consacré à la prévention des conflits, à la médiation communautaire et à la réinsertion des jeunes ex- combattants.

Introduction

En Afrique centrale, les jeunes de moins de 30 ans représentent près de 65 % de la population (CEA, 2023), mais cette majorité démographique reste exclue des sphères politiques et économiques. Dans des pays comme le Cameroun, la RDC, la RCA ou le Tchad, les crises persistantes aggravent le chômage, la pauvreté et la précarité, alimentant radicalisation, migration irrégulière et désengagement

civique. Les cadres normatifs « Jeunesse, Paix et Sécurité

» (Résolution 2250, 2015) et « Femmes, Paix et Sécurité » (Résolution 1325, 2000), réaffirmés par le Nouvel Agenda pour la Paix (2023), reconnaissent le rôle essentiel des jeunes et des femmes dans la prévention des conflits et la gouvernance inclusive. Pourtant, leur mise en œuvre reste inégale.

Dans un contexte de polycrises sécuritaires, politiques et climatiques, les jeunes sont à la fois les plus vulnérables et les piliers potentiels de la résilience. Intégrer pleinement leur participation dans les mécanismes de paix et de reconstruction est désormais un impératif stratégique pour bâtir une paix durable en Afrique centrale.

Méthodologie

Cette étude adopte une approche qualitative et analytique visant à examiner le rôle de la jeunesse dans la gouvernance inclusive, la paix et la sécurité en Afrique centrale, vingt-cinq ans après l'adoption de la Résolution 1325 (2000). Elle repose sur trois démarches complémentaires :

D'abord, une analyse documentaire fondée sur l'exploitation de sources institutionnelles et scientifiques (ONU, UA, CEEAC, PNUD, plans d'action nationaux « Femmes, Paix et Sécurité » et « Jeunesse, Paix et Sécurité »), permettant d'évaluer la mise en œuvre régionale des engagements internationaux. Ensuite, une approche comparative entre plusieurs pays de la sous-région (Cameroun, Tchad, RCA, Congo, RDC) pour dégager les points communs et les spécificités dans les stratégies d'inclusion des jeunes. Enfin, une lecture prospective inspirée des cadres de

l'Agenda 2030 et de l'Agenda 2063, qui envisage les perspectives d'une gouvernance plus participative et résiliente à l'horizon 2030.

Cette méthodologie, à la fois critique et orientée vers l'action, vise à mettre en lumière les leviers d'engagement et de transformation portés par la jeunesse dans un contexte de crises et de transitions politiques en Afrique centrale.

Résultats

Les résultats de cette étude mettent en évidence plusieurs constats et défis majeurs relatifs au rôle de la jeunesse dans la gouvernance inclusive, la paix et la sécurité en Afrique centrale.

1. Faible inclusion institutionnelle de la jeunesse

Malgré la reconnaissance normative des jeunes comme acteurs de paix dans les résolutions 2250 (2015) et 2535 (2020), leur participation demeure limitée dans les instances décisionnelles et les processus de gouvernance. Entre 2019 et 2024, moins de 18 % des postes dans les conseils consultatifs et commissions de sécurité en CEEAC étaient occupés par des jeunes, et près de 72 % des politiques publiques relatives à la jeunesse ont été élaborées sans consultation significative des organisations de jeunes.

2. Progrès notables dans la sensibilisation et la mobilisation

Dans les pays d'Afrique centrale (Cameroun, RCA, Tchad, RDC), plus de 150 plateformes et réseaux de jeunes ont été créés entre 2019 et 2024, dédiés à la prévention des conflits, à la médiation communautaire et à la lutte contre la désinformation. Cependant, seulement 38 % de ces initiatives collaborent régulièrement avec les institutions étatiques, ce qui montre que l'engagement de la jeunesse se développe, mais reste partiellement intégré dans les structures officielles.

39

3. Lien étroit entre vulnérabilités et instabilité dues aux économies criminelles

L'analyse indique que près de 42 % des jeunes en Afrique centrale ont été exposés à la violence ou à des risques de recrutement par des groupes armés entre 2019 et 2024. Par ailleurs, plus de 61 % des jeunes interrogés ont déclaré manquer d'opportunités crédibles d'emploi, renforçant leur vulnérabilité aux circuits informels ou criminels et contribuant à la migration forcée.

Émergence de politiques inclusives mais inégales

Au cours des cinq dernières années, certains États de la CEEAC, comme le Cameroun et la RDC, ont mis en œuvre des plans d'action

« Jeunesse, Paix et Sécurité » couvrant environ 27 % de leur territoire national, tandis que d'autres pays n'ont atteint que 10 à 15 % de sensibilisation et d'initiatives formalisées, révélant des écarts importants dans l'appropriation de ces politiques et une gouvernance encore fragmentée.

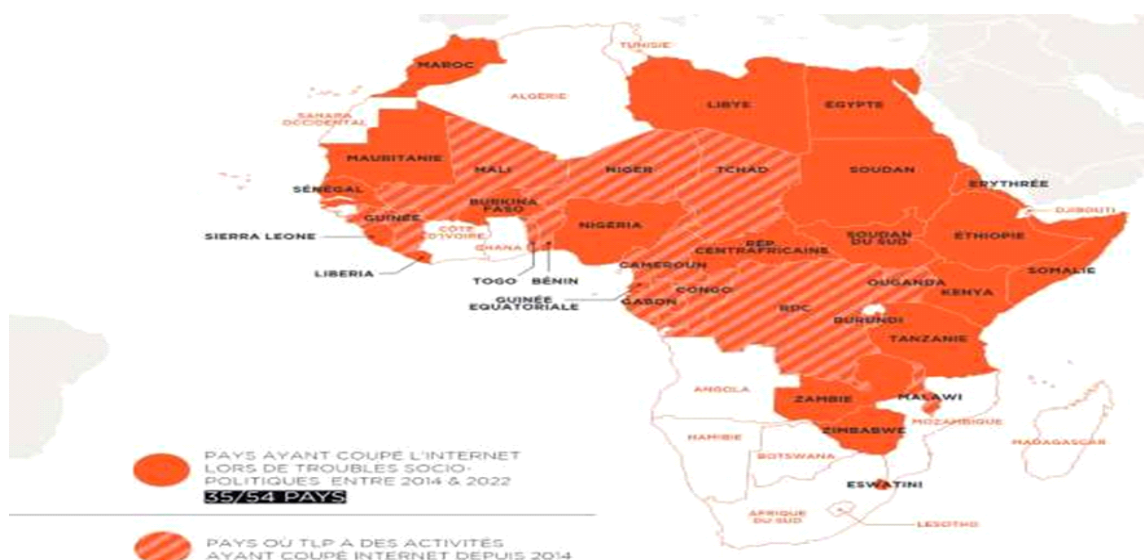
4. Besoin de synergies régionales et intergénérationnelles

Entre 2019 et 2024, plus de 73 % des jeunes sondés ont exprimé le besoin de mécanismes intergénérationnels et de coopération régionale pour renforcer la paix et la sécurité. Ils souhaitent être considérés comme de véritables partenaires stratégiques de la gouvernance et non plus comme des bénéficiaires passifs.

En somme, ces résultats confirment que la jeunesse représente un vecteur central de stabilité et d'innovation dans les contextes de crise et de transition. Toutefois, moins de la moitié des initiatives jeunesse sur la période 2019-2024 ont bénéficié d'un soutien institutionnel solide, ce qui souligne que le potentiel des jeunes reste sous-exploité en raison d'un manque de leadership politique réellement participatif et d'un ancrage institutionnel durable.

40

Conclusion



L'analyse des 25 ans de la Résolution 1325 (2000) révèle un enseignement phare : la paix durable en Afrique centrale ne peut être consolidée sans une gouvernance véritablement inclusive, plaçant la jeunesse au cœur des mécanismes de décision, de prévention et de reconstruction post-crise.

1. La jeunesse n'est plus seulement un bénéficiaire de politiques, mais un acteur

stratégique de stabilité, d'innovation sociale et de transformation démocratique.

2. L'inclusion de la jeunesse doit être institutionnalisée, à travers des cadres nationaux et régionaux de gouvernance partagée, garantissant sa participation effective dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques de paix et de sécurité.
3. Le renforcement des capacités des jeunes en leadership, médiation, gouvernance et entrepreneuriat est essentiel pour accroître leur résilience et réduire leur vulnérabilité face aux crises socio-économiques et politiques.
4. La gouvernance inclusive exige une synergie intergénérationnelle, où les jeunes, les femmes et les décideurs coopèrent dans une logique de co-construction et de responsabilité partagée, en lien avec les agendas 2030 et 2063.
5. L'action régionale concertée au sein de la CEEAC doit être intensifiée pour harmoniser les politiques « Jeunesse, Paix et Sécurité », mutualiser les expériences nationales et consolider une architecture régionale de paix portée par la jeunesse.
6. En somme, la jeunesse d'Afrique centrale incarne à la fois le défi et l'espérance d'une gouvernance transformée, plus participative, équitable et tournée vers un avenir de paix durable.

5. Recommandations

Institutionnaliser la participation des jeunes

Les États membres de la CEEAC devraient intégrer de manière obligatoire la représentation des jeunes dans les organes de décision relatifs à la paix, à la sécurité et à la gouvernance, en renforçant les plans d'action « Jeunesse, Paix et Sécurité » par des mécanismes de suivi et d'évaluation inclusifs.

Renforcer l'éducation civique et le leadership des jeunes

Promouvoir des programmes de formation en citoyenneté, gouvernance démocratique, médiation et prévention des conflits afin d'outiller la jeunesse pour une participation active et responsable à la vie publique et à la consolidation de la paix.

Créer des opportunités socio- économiques durables

Encourager l'entrepreneuriat jeune, l'accès à l'emploi et au financement inclusif pour réduire la vulnérabilité économique, facteur majeur d'instabilité et de radicalisation dans la sous-région.

Promouvoir une coopération régionale renforcée

La CEEAC, l'Union africaine et les Nations Unies devraient coordonner davantage leurs actions en matière de jeunesse, paix et sécurité, en soutenant les initiatives transfrontalières et en favorisant l'échange de bonnes pratiques entre les pays d'Afrique centrale.

Pour en savoir plus :

Nations Unies. (2000). *Résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes, la paix et la sécurité*. New York : Organisation des Nations Unies.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). (2023). *Rapport régional sur la jeunesse, la paix et la sécurité en Afrique : Promouvoir la gouvernance inclusive et la résilience*. New York : PNUD.

Union Africaine & Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC). (2024). *Cadre stratégique régional Jeunesse, Paix et Sécurité pour l'Afrique centrale*. Addis-Abeba & Libreville : UA/CEEAC.

Institute for Security Studies (ISS). (2022). *Youth, Peace and Security in Central Africa: Challenges and Opportunities for Inclusive Governance*. Pretoria : ISS Africa.

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma profonde reconnaissance d'une part au Gorée Institute ainsi qu'à la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie pour l'honneur qui m'a été fait d'être sélectionnée au programme ARIDAS. Et au bureau régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre de m'avoir convié au webinaire régional Afrique marquant la célébration du 25ème anniversaire de la Résolution 1325(2000). D'autre part, au Centre de Recherche d'Etudes Politique et Stratégique pour l'accompagnement professionnel holistique. Ces opportunités précieuses représentent de véritables leviers de renforcement de mes compétences en leadership, innovation, gouvernance démocratique, en paix et sécurité. Je mesure pleinement la valeur de la confiance et de l'accompagnement dont je bénéficie grâce à l'engagement constant de vos équipes.

ENGAGÉS
POUR LA
DÉMOCRATIE

JEUNÉS
ENGAGÉS
SOCIÉTÉ
CHANGÉE

ÉGALITÉ
JUSTICE
DIGNITÉ



NOTRE VOIX
NOTRE FUTUR
NOTRE
DÉMOCRATIE



LES DROITS
HUMAINS
SONT POUR
TOUS !

Participation politique et crise de confiance démocratique en Côte d'Ivoire : Analyse critique de la participation politique et de la crise de confiance démocratique en Côte d'Ivoire

Epiphane Ndjoré (Côte d'Ivoire)

Résumé

La jeunesse ivoirienne constitue près de **75 % de la population active** (INS, 2023), mais détient moins de **10 % des sièges** à l'Assemblée nationale et dans les conseils municipaux, et aucun ministre de moins de 40 ans n'exerce actuellement (CEI, 2024). Cette disproportion traduit un verrou générationnel limitant la participation politique réelle des jeunes. Les manifestations récentes (Octobre 2025) dans plusieurs villes ivoiriennes, accompagnées de barrages et d'affrontements avec les forces de l'ordre (Ministère de l'Intérieur, 2025), illustrent la montée de la frustration sociale.

Cette note s'inscrit dans le cadre du programme AGORA YOUTH de Gorée Institute, qui vise à renforcer l'engagement citoyen et la participation démocratique des jeunes en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Le programme offre un espace d'analyse critique et de réflexion stratégique, permettant aux jeunes chercheurs et leaders de produire des notes politiques fondées sur des données fiables et des expériences terrain.

Faits saillants

Les jeunes de 15 à 35 ans représentent 74,6 % de la population active (INS, 2023), mais seulement 8 % siègent à l'Assemblée nationale et moins de 10 % dans les conseils municipaux (CEI, 2024).

Les comptes rendus des Conseils des ministres de 2022 et 2023 confirment l'absence de jeunes ministres dans des portefeuilles stratégiques tels que l'Économie, l'Intérieur ou l'Éducation.

Des rapports de WANEP (2021) et Amnesty International (2021) montrent que des

jeunes ont été mobilisés comme agents électoraux ou groupes de pression, sans rôle décisionnel. Cette pratique, documentée à Bouaké et Yamoussoukro, entretient une vision utilitariste de la jeunesse et fragilise sa crédibilité politique.

Afrobarometer (2023) indique que 74 % des jeunes n'ont pas confiance au Parlement, 67 % doutent de la transparence électorale et 81 % estiment que leurs opinions ne sont pas prises en compte. Cette défiance se traduit par un taux d'abstention record de 69 % lors des élections locales de 2023 et par des manifestations spontanées dans les grandes villes (Ministère de l'Intérieur, 2025).

Introduction

En Côte d'Ivoire, la jeunesse représente plus de trois quarts de la population active (INS, 2023), mais reste largement marginalisée dans les instances décisionnelles. Les plans stratégiques nationaux, tels que le PND 2021-2025 et le PSN-Jeunesse, affichent des objectifs ambitieux d'inclusion, mais les comptes rendus du Conseil des ministres confirment que ces intentions ne se traduisent pas par une représentation effective dans les postes clés du gouvernement. Ainsi, cette note établit un lien direct entre les objectifs du programme AGORA YOUTH et la réalité socio-politique ivoirienne. Elle fournit un diagnostic rigoureux de la participation politique des jeunes, s'appuyant sur des données institutionnelles, des analyses de la société civile et des expériences terrain, dans le but de proposer des recommandations concrètes pour renforcer la démocratie inclusive et pérenne.

Méthodologie

L'analyse repose sur une approche mixte et triangulée, combinant données institutionnelles, analyses de la société civile et observation directe terrain. Les documents officiels, tels que les rapports du Plan National de Développement 2021-2025, du Plan Stratégique National de la Jeunesse et de la Politique nationale du genre, ont été examinés afin d'évaluer les mécanismes formels d'inclusion et les objectifs de participation des jeunes. Les données quantitatives officielles de l'Institut National de la Statistique (INS), de la Commission Électorale

Indépendante (CEI) et du Ministère de la Jeunesse ont été mobilisées pour mesurer la représentativité des jeunes et leur participation aux élections récentes.

Parallèlement, les analyses et rapports produits par la société civile, incluant Afrobarometer, WANEP, Amnesty International et des ONG locales, ont permis de contextualiser les constats institutionnels, de mesurer la confiance des jeunes envers les institutions, leur degré d'instrumentalisation politique et l'impact des initiatives citoyennes non institutionnelles. Ces sources fournissent des preuves vérifiables et renforcent la pertinence des constats. Cette méthodologie intègre une observation directe et participative, issue de mon expérience en tant qu'animateur des Démonstrations de la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie (FID). Ces ateliers ont impliqué +500 jeunes participants, issus de différentes régions, dans des réflexions sur la participation politique, des formations civiques et la production de recommandations concrètes. Cette expérience a permis de recueillir des témoignages détaillés sur les obstacles rencontrés par la jeunesse et sur ses stratégies d'engagement alternatives, en particulier via les espaces numériques et communautaires.

46

Cette combinaison de données institutionnelles, analyses de la société civile et observations terrain assure la robustesse et la fiabilité de l'analyse, tout en mettant en lumière le rôle actif et créatif de la jeunesse dans la construction d'une démocratie inclusive.

Résultats

L'approche méthodologique mixte adoptée fait apparaître une contradiction nette entre les ambitions institutionnelles affichées en matière d'inclusion des jeunes et la réalité de leur faible présence dans les instances de décision. L'analyse des documents officiels notamment le Plan National de Développement (PND 2021-2025), le Plan Stratégique National de la Jeunesse (PSN-Jeunesse) et les comptes rendus du Conseil des ministres montre que les engagements d'inclusion sont rarement opérationnalisés. Les données quantitatives issues de l'Institut National de la Statistique (INS), de la Commission Électorale Indépendante (CEI) et du Ministère de la Jeunesse confirment ce décalage : bien que les jeunes constituent 74,6 % de la population active, ils ne détiennent que 8 % des sièges à l'Assemblée nationale et moins de 10 % dans les conseils municipaux. Les nominations ministérielles entre 2022 et 2023 indiquent également l'absence de personnalités de moins de 40 ans

dans les portefeuilles stratégiques tels que l'Intérieur, l'Économie ou l'Éducation. Ces constats institutionnels démontrent un verrou structurel qui limite l'accès des jeunes aux sphères décisionnelles, malgré les engagements publics du gouvernement.

Les analyses des organisations de la société civile renforcent la compréhension de ce phénomène. Les rapports de WANEP et Amnesty International montrent que la jeunesse joue souvent un rôle périphérique dans les processus électoraux, mobilisée comme relais de campagne, agents de terrain ou groupes de pression lors d'événements politiques sensibles, notamment à Yamoussoukro et Abidjan. Cette mobilisation utilitariste renforce une perception négative de la politique et alimente un sentiment d'exploitation plutôt que de participation. Parallèlement, Afrobarometer souligne une profonde crise de confiance : 74 % des jeunes n'ont pas confiance au Parlement, 67 % doutent de la transparence électorale et 81 % estiment que leurs opinions ne sont jamais prises en compte. Cette perte de confiance se traduit par un taux d'abstention exceptionnellement élevé de 69 % lors des élections locales de 2023, signe d'un désengagement rationnel face à un système perçu comme fermé, opaque et peu représentatif.

Les observations directes issues de l'expérience participative complètent et humanisent ces constats. Les Démo Talks de la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie (FID), organisés exclusivement en ligne via des directs sur TikTok et accessibles aux jeunes de toute l'Afrique, ont permis de recueillir plus de 500 contributions en 2025. Ces sessions numériques, où intervenaient des participants de Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Mali, du Burkina Faso, du Bénin, du Togo et d'autres pays francophones, révèlent un ensemble de préoccupations partagées : sentiment d'exclusion politique, difficulté d'accès à l'information citoyenne, peur de la récupération partisane et absence d'espaces sûrs pour débattre. Les témoignages recueillis en temps réel démontrent que les jeunes perçoivent les institutions comme distantes et peu réactives à leurs réalités, mais qu'ils restent fortement engagés via les plateformes numériques, qu'ils considèrent comme des espaces de liberté démocratique. Ces observations confirment les tendances relevées par Afrobarometer et offrent un éclairage qualitatif sur les frustrations exprimées lors des manifestations spontanées d'octobre 2025 dans plusieurs villes ivoiriennes.

Enfin, l'intégration des données institutionnelles, des analyses de la société civile et des observations issues des Démo Talks met en lumière une dynamique positive souvent négligée : la créativité et la résilience de la jeunesse dans l'invention de nouveaux espaces de participation. Entre 2023 et 2025, plus de 5 000 jeunes ont rejoint des initiatives citoyennes numériques ou communautaires, comme les clubs de débat, les contenus de plaidoyer en ligne, les podcasts politiques, les dialogues inter-régionaux et les projets de gouvernance locale. Ces initiatives montrent que, malgré une exclusion institutionnelle persistante, la jeunesse développe des stratégies alternatives d'engagement, souvent plus inclusives, plus horizontales et plus innovantes que les cadres formels existants. Les jeunes que nous avons observés dans les Démo Talks ont produit des propositions concrètes sur les politiques publiques, confirmé leur maîtrise des enjeux civiques et démontré leur volonté de contribuer à la construction d'une démocratie durable.

48

Ainsi, l'ensemble des résultats révèle une tension centrale : l'offre institutionnelle d'inclusion est faible, symbolique et peu cohérente, tandis que la demande d'engagement citoyen des jeunes est forte, structurée et innovante. Cette asymétrie alimente à la fois une défiance croissante et une créativité politique remarquable. Elle montre aussi que la jeunesse n'est pas un groupe passif, mais un acteur stratégique de transformation démocratique qui, s'il était mieux intégré dans les mécanismes institutionnels, pourrait renforcer la légitimité, la stabilité et la qualité de la gouvernance ivoirienne.

Conclusion

La jeunesse ivoirienne constitue aujourd'hui le principal moteur démographique et social du pays, mais elle demeure structurellement écartée des centres de pouvoir décisionnel. Cette exclusion n'est pas simplement quantitative : elle traduit un verrou générationnel qui limite l'innovation politique, freine le renouvellement du leadership et menace la légitimité des institutions. Les données institutionnelles et les rapports de la société civile convergent pour montrer que l'absence de jeunes dans les sphères stratégiques n'est pas un accident, mais le résultat d'un système qui perpétue la concentration du pouvoir au sein d'une élite vieillissante. Cette situation alimente une défiance croissante, un taux d'abstention record et des mobilisations spontanées, révélant une fracture profonde entre la jeunesse et l'État.

Pourtant, cette même jeunesse démontre un potentiel civique considérable. Les Démo Talks en ligne, ouverts à tous les pays d'Afrique et diffusés sur TikTok, ainsi que les initiatives numériques et communautaires, révèlent des jeunes informés, critiques, créatifs et capables de proposer des stratégies concrètes pour améliorer la gouvernance. Ils ne se limitent pas à la contestation : ils produisent des idées, organisent des débats et construisent des réseaux transnationaux d'influence citoyenne. Cette capacité d'innovation constitue un capital stratégique pour la démocratie ivoirienne, dont le potentiel reste largement inexploité faute de mécanismes institutionnels d'inclusion.

L'enjeu politique est donc double : la marginalisation actuelle des jeunes fragilise la stabilité et la légitimité du système démocratique, tandis que leur engagement créatif offre une opportunité unique de renouvellement et de renforcement de la gouvernance. Ignorer cette réalité expose le pays à une crise de représentativité et à une désaffection durable vis-à-vis des institutions. À l'inverse, reconnaître et institutionnaliser la participation active des jeunes permettrait de transformer leur énergie civique en un levier durable pour la démocratie. La jeunesse n'est pas un simple acteur secondaire : elle est la condition sine qua non d'une démocratie pérenne, capable de répondre aux défis contemporains et d'incarner l'avenir politique du pays.

Recommandations

Pour renforcer la participation politique des jeunes :

- Il est nécessaire d'adopter une loi-cadre sur la participation politique des jeunes, élaborée par l'Assemblée nationale en collaboration avec le Ministère de la Jeunesse. Cette loi devrait instaurer un quota minimal de 15 % de sièges réservés aux jeunes dans les assemblées locales et nationales, avec une mise en œuvre progressive et un suivi assuré par un observatoire indépendant chargé de vérifier le respect de ces quotas.
- Le Conseil National de la Jeunesse (CNJ) doit être réformé pour devenir une structure indépendante et consultative. Le Ministère de la Jeunesse pourrait piloter cette réforme en instaurant des élections régionales pour désigner les membres et en publiant chaque année un rapport sur les propositions adressées au gouvernement, garantissant ainsi une représentation équitable et crédible.

- La création d'un Observatoire national de la jeunesse et de la gouvernance démocratique est également essentielle. Placé sous la responsabilité de la Présidence de la République et du Ministère de la Jeunesse, cet observatoire mesurerait et publierait régulièrement les indicateurs de participation politique des jeunes, collaborant avec la société civile et les universités pour assurer la fiabilité des données.
- La formation civique et politique doit être institutionnalisée dans les écoles et universités, avec l'intégration d'un module obligatoire sur la citoyenneté et la démocratie, complété par des ateliers pratiques tels que les Démo Talks, afin de doter les jeunes des compétences nécessaires pour une participation active.
- La mobilisation politique des jeunes doit être encadrée légalement, interdisant leur instrumentalisation lors des campagnes électorales et prévoyant des sanctions pour les partis et acteurs fautifs.
- Les initiatives citoyennes locales et numériques devraient être valorisées et intégrées dans les mécanismes de planification nationale et municipale, par labellisation annuelle et inclusion dans les budgets participatifs.

Remerciements

Cette note a été élaborée dans le cadre du programme AGORA YOUTH, mis en œuvre par le Gorée Institute et la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie (FID). L'auteur remercie les jeunes leaders, institutions publiques et organisations de société civile ayant contribué à la réflexion sur la place de la jeunesse dans la gouvernance démocratique en Côte d'Ivoire.



Inégalités et tensions sociales au Sahel : comprendre les racines d'une instabilité durable

Fatoumata Dia (Sénégal)

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le Sahel traverse une crise multidimensionnelle où l'accent sécuritaire occulte trop souvent les causes structurelles de l'instabilité. Cette note démontre que les inégalités sociales profondes - économiques, territoriales et générationnelles - constituent le terreau fertile des tensions communautaires, de la défiance institutionnelle et de la violence persistante. En croisant données statistiques et analyses qualitatives, nous identifions les mécanismes concrets par lesquels les disparités alimentent un cycle vicieux pauvreté-marginalisation- conflit. La note propose enfin des recommandations opérationnelles pour une gouvernance inclusive, condition essentielle d'une stabilité durable dans la région.

52

FAITS SAILLANTS

Inégalités multidimensionnelles : Le Sahel présente des écarts de développement parmi les plus élevés au monde, avec des disparités régionales criantes (écart de pauvreté pouvant atteindre 40%) et une exclusion systémique des jeunes et des femmes.

Défi jeunesse : Avec plus de 60% de la population âgée de moins de 25 ans et un chômage des jeunes dépassant souvent 30%, la région fait face à une bombe à retardement sociale et politique.

Exclusion des femmes : La sous-représentation des femmes dans les sphères décisionnelles (moins de 15% dans les instances locales) et leur accès limité aux ressources économiques privent la région d'un levier essentiel de résilience et de développement.

Défiance institutionnelle : La centralisation du pouvoir, la faible redistribution des richesses et la perception d'une élite prédatrice ont érodé la confiance des populations envers l'État, créant un vide propice à l'émergence d'acteurs non

étatiques.

Urgence d'une gouvernance inclusive : Seules des politiques publiques ciblant spécifiquement l'équité territoriale, l'autonomisation de la jeunesse et l'inclusion des femmes peuvent briser le cycle de la violence.

DONNÉES CLÉS

- **Démographie** : 64,5% de la population sahélienne a moins de 25 ans (Banque mondiale, 2024).
- **Pauvreté multidimensionnelle** : 45% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (PNUD, 2024).
- **Disparités territoriales** : L'accès à l'électricité varie de 80% en zone urbaine à 15% en zone rurale (BAD, 2023).
- **Chômage des jeunes** : Taux moyen de 32% chez les 15-35 ans, atteignant 45% dans certaines zones rurales (OIT, 2024).
- **Représentation politique des femmes** : Moyenne de 12,7% dans les conseils locaux au Burkina Faso, 15,3% au Mali (ONU Femmes, 2023).
- **Défiance institutionnelle** : Seulement 28% des Sahéliens font confiance à leur gouvernement national (Afrobarometer, 2023).

53

INTRODUCTION

Le Sahel, région stratégique regroupant le Mali, le Niger, le Burkina Faso, le Tchad et la Mauritanie, est en proie à une instabilité chronique. Si la réponse sécuritaire domine les débats internationaux, cette note politique soutient que les inégalités sociales structurelles constituent le principal facteur sous-jacent des crises répétées. L'objectif de cette analyse est triple :

Démontrer le caractère multidimensionnel des inégalités au Sahel

Analyser leurs impacts concrets sur la cohésion sociale et la sécurité

Proposer des solutions de gouvernance innovantes et adaptées au contexte local

MÉTHODOLOGIE

Cette note s'appuie sur une approche mixte combinant :

Analyse quantitative des données les plus récentes (2018-2024) produites par les institutions régionales (CEDEAO, UEMOA, BAD) et internationales (PNUD, Banque mondiale, OCDE).

Revue qualitative des rapports d'organisations de la société civile, d'études académiques et de témoignages recueillis lors de missions de terrain.

Études de cas comparatives sur des zones critiques (Liptako-Gourma, bassin du Lac Tchad) et des initiatives de gouvernance inclusive ayant fait leurs preuves.

Cadre d'analyse intégrant les dimensions économique, sociale, politique et sécuritaire.

54

ANALYSE DÉTAILLÉE

1. Les inégalités économiques : un fossé qui se creuse

Concentration des richesses

- Les 10% les plus riches détiennent 42% des revenus nationaux
- Informalité massive : 85% des emplois sont précaires
- Corruption systémique : 4 pays sur 5 classés parmi les plus corrompus au monde
- Accès aux ressources productives
- Seulement 12% des femmes ont un accès sécurisé à la terre
- Taux de bancarisation inférieur à 25% en zone rurale
- Subventions agricoles captées à 70% par les grandes exploitations

2. Les inégalités territoriales : un apartheid silencieux

Fracture urbain-rural

Espérance de vie : 55 ans en zone rurale contre 65 ans en zone urbaine

Taux de scolarisation secondaire : 75% dans les capitales, 22% en zone rurale

Délai d'accès aux soins d'urgence : 4 heures en moyenne dans les campagnes

Abandon des régions périphériques

Budget d'investissement : 15% seulement alloué aux collectivités territoriales

Couverture réseau mobile : 95% en ville, 45% en campagne

Désert médical : 1 médecin pour 15 000 habitants dans les zones frontalières

3. Les inégalités générationnelles : une jeunesse sacrifiée

Exclusion économique

5 millions de jeunes entrent sur le marché du travail chaque année pour seulement 500 000 emplois formels créés

Taux de sous-emploi des jeunes diplômés : 58%

Migration forcée : 42% des jeunes ruraux envisagent l'émigration

Marginalisation politique

Âge moyen des parlementaires : 55 ans

Quota jeunes dans les instances décisionnelles : inexistant dans 4 pays sur 5

Budget jeunesse : moins de 3% du budget national en moyenne

55



4. Les inégalités de genre : le potentiel perdu des femmes

Barrières structurelles

Analphabétisme féminin : 65% en zone rurale

Travail domestique non rémunéré : 4,7 heures/jour en moyenne

Mariages précoces : 55% des femmes mariées avant 18 ans

Exclusion décisionnelle

Femmes maires : 2,3% dans la région

Portefeuilles ministériels stratégiques détenus par des femmes : 12%

Accès aux médias : les femmes représentent seulement 18% des experts invités

IMPACTS SUR LA STABILITÉ RÉGIONALE

Cercle vicieux de la violence

Pauvreté → Marginalisation → Ressentiment → Recrutement armé → Violence

Exemple : Dans le Liptako-Gourma, 68% des personnes recrutées par des groupes armés citent l'exclusion économique comme motivation principale

Défiance institutionnelle

Perception d'un État prédateur → Résistance à l'impôt → Affaiblissement des services publics → Recours aux acteurs non étatiques

Taux de perception fiscale : 8% du PIB en moyenne contre 18% en Afrique subsaharienne

Fragmentation sociale

Compétition pour les ressources rares → Conflits intercommunautaires → Déplacements forcés → Effondrement du tissu social

3,5 millions de déplacés internes dans la région en 2024

RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Des recommandations à court terme (0-12 mois). On peut avoir :

Créer un Fonds d'urgence pour l'équité territoriale

Doté de 100 millions d'euros par an

Ciblant prioritairement 50 zones critiques identifiées

Géré conjointement par les États et les collectivités locales

Lancer un Programme "Premier Emploi" pour les jeunes

100 000 emplois d'utilité publique créés dans les zones fragiles

Couplé à une formation professionnelle qualifiante

Priorité aux jeunes femmes (60% des bénéficiaires)

Instaurer des quotas jeunes et femmes

30% de sièges réservés aux jeunes <35 ans dans les instances locales

30% de postes décisionnels réservés aux femmes

Avec mécanismes de suivi et sanctions

À moyen terme (1-3 ans)

Réformer la gouvernance locale

Transfert effectif de 30% du budget national aux collectivités

Création de conseils économiques et sociaux régionaux

Système de redevabilité citoyenne obligatoire

Transformer l'éducation et la formation

Orientation vers les métiers porteurs (énergie verte, numérique, agroécologie)

Partenariats public-privé pour l'insertion professionnelle

Fonds d'appui à l'entrepreneuriat jeune et féminin

Renforcer la justice sociale

Tribunaux mobiles pour l'accès au droit dans les zones reculées

Programmes de médiation communautaire

Observatoire indépendant des inégalités

À long terme (3-5 ans)

Structurer une économie inclusive

Réforme agraire inclusive

Développement des chaînes de valeur locales

Économie sociale et solidaire

Construire une citoyenneté active

Éducation civique dès le primaire

Programmes d'échanges intergénérationnels

Médias communautaires pluralistes

CONCLUSION

Les inégalités sociales au Sahel ne sont pas une fatalité. Elles résultent de choix politiques et de modèles de gouvernance inadaptés. Cette note a démontré leur caractère multidimensionnel et leur impact déstabilisateur sur l'ensemble de la région. Les recommandations proposées, bien que ambitieuses, sont réalistes et nécessaires. Elles demandent une volonté politique ferme, un engagement durable des partenaires techniques et financiers, et surtout, une participation active des populations concernées. Le Sahel ne retrouvera la paix que lorsqu'il aura trouvé la voie de l'équité.

SOURCES ET RÉFÉRENCES

Banque Mondiale (2024) - *"Poverty and Shared Prosperity in the Sahel"*

PNUD (2024) - *"Rapport sur le développement humain durable au Sahel"*

OCDE (2024) - *"Perspectives économiques en Afrique : Sahel"*

CEDEAO (2024) - *"Observatoire des inégalités régionales"*

ONU Femmes (2024) - *"Femmes, paix et sécurité au Sahel"*

Fondation Mo Ibrahim (2023) - *"Indice de la gouvernance en Afrique"*

Afrobarometer (2024) - *"Défiance institutionnelle dans le Sahel"*

G5 Sahel (2024) - *"Rapport annuel sur la cohésion sociale"*

REMERCIEMENTS

58

Je remercie l'Institut Gorée et le programme AGORA 2025 pour leur accompagnement intellectuel et technique. Mes remerciements vont également aux experts du CSAO-OCDE, de la Banque mondiale et du PNUD qui ont enrichi cette réflexion par leurs données et analyses.

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie, partenaire de l'Institut Gorée, pour son soutien précieux qui nous a permis de bénéficier de ce programme et d'enrichir nos compétences dans le domaine de la gouvernance et des politiques publiques.

Enfin, je témoigne ma gratitude aux organisations de la société civile sahélienne dont le travail de terrain a inspiré nombre des recommandations présentées ici.



Un engagement citoyen « *réinventé* » à Tambacounda : boosteur de la participation citoyenne et politique

Khadidiatou Diébaté (Sénégal)

Résumé

Les idées gouvernent et font avancer le monde. Ces idées ne peuvent être conçues que dans une démocratie. La démocratie selon Lincoln est le « gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple ». Cette définition met en exergue plusieurs conséquences notamment une égalité de droit et un système représentatif inclusif qui se fonde sur la citoyenneté. En effet, la citoyenneté à travers la participation active donne vie à la démocratie. Or, dans une société, les citoyens ne sauraient pleinement exercer la citoyenneté sans la démocratie.

60

C'est toute la nécessité de "réinventer" cette citoyenneté pour permettre à chaque citoyen de bénéficier pleinement de ses droits dans un pays où la démocratie est considérée comme effective et dans certaines zones comme à Tambacounda.

Les manifestations par des mouvements de protestation massifs, le manque de confiance envers les institutions et les gouvernants, la défiance accrue envers les institutions, les tensions sociales exacerbées par la pauvreté et le chômage, ainsi qu'une contestation de la gouvernance démocratique et du non respect des droits fondamentaux sont autant d'expression de la crise de la citoyenneté au Sénégal.

Beaucoup reste à faire dans notre Afrique ! Et si nous voulons être sur la voie de l'émergence bien qu'étant amorcé nous devons redoubler d'effort surtout nous jeunes s'en accaparer et le mener à la place de quiconque.

Il reste encore du chemin à parcourir bien vrai que des efforts sont notés en ce qui concerne l'exercice de la citoyenneté qui s'exprime souvent à travers la participation active aux affaires de la cité ou de la nation, tant par le respect des lois et des devoirs civiques que par l'exercice des droits (comme le vote) et la participation à la vie publique, l'engagement citoyen ou mieux encore la participation politique par les femmes et les jeunes qui sont un des principaux acteurs de la société.

L'engagement citoyen et la participation politique à Tambacounda sont essentiels pour le développement local, impliquant l'engagement des citoyens, des associations et des autorités dans la prise de décision et le contrôle de l'action publique. Ainsi, réinventer la citoyenneté à Tambacounda, zone carrefour et la plus grande région du Sénégal avec une superficie de 42706 Km² est nécessaire compte tenu des dynamiques de développement spécifiques à cette zone du Sénégal. Cela permettrait de renforcer la gouvernance locale, d'optimiser la prise de décision et de mieux répondre aux besoins des communautés rurales et urbaines de la région.

Faits saillants/à retenir

- Forte pauvreté rurale et urbaine, susceptible de détourner l'attention des citoyens de l'engagement politique pour se concentrer sur la survie économique quotidienne. La région doit faire face à des enjeux majeurs tels que la sécurité alimentaire, le manque d'infrastructures de base et l'accès limité aux services essentiels tels que l'eau, l'électricité et la santé.
- Forte culture ancrée de la migration et faiblesse de la participation des jeunes et des femmes : Historiquement, les jeunes et les femmes ont été marginalisés des instances de prise de décision, bien que des initiatives récentes visent à renforcer leur rôle. La migration des jeunes vers des centres urbains ou à l'étranger représente aussi un défi pour la mobilisation locale.
- Complexité du système politique : Le cadre politique peut parfois sembler éloigné des préoccupations des citoyens ordinaires, en particulier dans les zones rurales. La transparence et la redevabilité de l'action publique restent des enjeux importants.
- Faible accès à l'information : Un accès limité aux technologies numériques et une alphabétisation fonctionnelle insuffisante peuvent entraver la participation informée des citoyens, en particulier dans les zones éloignées.
- Présence accrue des violences basées sur le genre tels que les mutilations génitales féminines, les mariages d'enfants, les violences faites aux femmes et aux filles etc.

Introduction

La citoyenneté est un puissant levier d'engagement car elle confère aux individus les droits et la légitimité de participer à la vie de leur communauté, ce qui les incite à agir. Cet engagement se manifeste à travers diverses actions, de la participation électorale au bénévolat dans des associations, en passant par des initiatives écologiques ou culturelles. La citoyenneté crée un sentiment d'appartenance et donne les moyens d'influencer les décisions locales et nationales, renforçant ainsi la démocratie.

Aussi, dans un contexte mondial marqué par la montée des défis sociaux, environnementaux et politiques, la question de la participation active des citoyens à la vie publique devient cruciale. La citoyenneté, bien au-delà d'un simple statut juridique conférant des droits et des devoirs, représente un véritable levier d'engagement et de responsabilisation individuelle et collective. Elle incarne la conscience d'appartenir à une communauté et la volonté d'y contribuer activement. En effet, lorsqu'elle est pleinement vécue et comprise, la citoyenneté stimule l'implication des individus dans la construction du bien commun, favorise la cohésion sociale et renforce la démocratie participative. Ainsi, il importe de s'interroger sur la manière dont la citoyenneté, en tant que valeur, éducation et pratique, peut devenir un boosteur de l'engagement citoyen et un moteur de changement durable.

Méthode

Dans le cadre de notre document de plaidoyer sur l'engagement citoyen et la participation politique à Tambacounda, notre méthode de recherche combinera des approches qualitatives (entretiens, études de cas) et quantitatives (sondages). Ces méthodes permettront d'explorer les motivations des citoyens, d'identifier les facteurs influençant leur participation (niveau d'éducation, statut socioéconomique, etc.), d'analyser les différents types d'engagement (formel, informel), d'évaluer l'impact des initiatives locales et enfin proposer des recommandations.

Résultats & Analyses

La forte culture migratoire à Tambacounda, combinée à une faible participation des jeunes et des femmes, a pour conséquences une faible implication citoyenne, une

émigration massive due au chômage et à la pauvreté, et une perte de dynamisme local. L'émigration est un phénomène socio-économique où la quête d'opportunités crée des cycles de départ, rendant la population locale plus vulnérable et renforçant l'idée que le succès se trouve à l'extérieur.

Dans le cadre de notre étude, nous avons rencontré des jeunes femmes et hommes de la région de Tambacounda en vue de recueillir leurs opinions sur les questions relatives à la citoyenneté et à l'engagement citoyen en général.

Nous avons ainsi noté que le taux de chômage élevé chez les jeunes de Tambacounda est un facteur majeur d'émigration. L'absence de perspectives professionnelles concrètes pousse de nombreux jeunes à risquer leur vie dans des migrations dangereuses, dans l'espoir d'un avenir meilleur ailleurs. Cette culture de la migration devient une sorte de "solution" face au désespoir, malgré ses risques élevés et avec comme slogan "Barça ou barsakh" qui signifie arrivé à Barcelone ou la mort.

Il faut surtout prendre en compte que le départ des jeunes et des femmes affaiblit la participation civique et politique de la communauté. Les jeunes, qui devraient être un moteur de changement, sont absents des instances locales. Les femmes sont souvent marginalisées dans les processus de décision, ce qui limite la richesse et la diversité des perspectives.

63

La culture de la migration et la faible participation des jeunes et des femmes ont des conséquences directes sur la citoyenneté. L'engagement citoyen est affaibli, la capacité de la communauté à s'organiser et à revendiquer ses droits est réduite, et la perte de dynamisme local limite le développement de solutions locales aux problèmes locaux.

Nous avons aussi recueilli de la part de quelques citoyens de Tambacounda que l'accès à l'information est aussi une incapacité à traiter et à utiliser l'information et surtout la bonne dans le cadre d'une citoyenneté active.

Enfin, L'analyse relative aux violences basées sur le genre indique que celles-ci sont liées à des facteurs tels que l'inégalité des sexes, l'absence d'éducation et de sensibilisation sur les droits des femmes, ainsi que le contexte socio-culturel favorisant l'impunité.

Conclusion

En conclusion, la question de la réinvention de l'engagement citoyen à Tambacounda est un pilier essentiel qui renforce la démocratie locale et la participation politique. Il permet une meilleure adéquation entre les politiques menées et les besoins réels de la population, car les citoyens, une fois informés et impliqués, contribuent activement à l'appropriation des projets et à la planification des investissements. Pour transformer pleinement ce potentiel, il est crucial de renforcer les dispositifs de participation et de garantir que les initiatives locales soient soutenues par des politiques nationales plus larges pour une société plus juste et inclusive, comme le soulignent des expériences dans d'autres contextes.

Recommandations pour l'action

Face à la crise de la citoyenneté, nous sommes convaincus que sa réinvention sera catalyseur de l'engagement citoyen et civique dans certaines zones comme Tambacounda. A ce titre, il est fortement recommandé :

64

D'abord aux citoyens de se s'intéresser davantage aux affaires de la cité en vue de porter davantage le plaidoyer face aux problèmes dont ils sont confrontés ;

Ensuite aux collectivités territoriales de veiller aux besoins réels des populations rurales en vue d'encourager la confiance entre gouvernants et gouvernés ;

Enfin à l'Etat et aux organisations d'une part rendre accessible les Technologies numériques et informationnelles qui offrent de nouvelles voies pour informer les citoyens, organiser des actions et interpeller les responsables politiques, rendant l'engagement plus accessible et efficace ; ensuite offrir des renforcements des capacités aux jeunes et aux femmes en vue de renforcer leur leadership et leur participation aux processus démocratiques. D'autre part, veiller au développement d'une économie sociale et solidaire avec de nouveaux programmes, comme les coopératives productives solidaires, visant à créer des emplois et de la richesse, favorisant ainsi la participation économique des citoyens et renforçant la cohésion sociale et la résilience locale.

Les mesures suivantes sont fortement recommandées. Il s'agit entre autres de :

- L'adéquation effective des politiques publiques et les besoins des populations par les autorités territoriales ;

- Veiller à la complicité et la confiance entre les responsables des structures de jeunesse et les jeunes par les services nationaux de la jeunesse.

Sources consultées ou recommandées

- Thèse de Doctorat Olivier NINOT: Vie de relations, organisation de l'espace et développement en Afrique de l'Ouest: la région de Tambacounda au Sénégal ;
- <https://share.google/bvsYBFaFI9F0qDTo3>

Remerciements

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à l'infatigable coach des alumni de la première cohorte de l'AGORA YOUTH édition 2025, le Dr Pape Fara Diallo pour ses conseils éclairés et son soutien constant. Mes vives remerciements à toute l'équipe du Gorée Institut qui ont contribué à la tenue de ce travail de recherche.

Mes chers parents, vous êtes ma source de motivation et un grand merci pour votre présence indéfectible. A mes frères et ma chère sœur merci pour vos encouragements et votre force immense.

Enfin, merci à mes amis et à toutes ces vaillantes âmes qui manifestent leur amour, encouragements et sympathie à l'endroit de ma modeste personne. Vous êtes une source de motivation.





La participation politique et citoyenne des femmes africaines à l'ère du numérique

Fatou Bintou Mbodji (Sénégal)

Résumé

Etant définie par Abram Lincoln comme « Le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », la démocratie obéit à un certain nombre de principes et de conditions notamment la participation.

Aujourd'hui, les femmes africaines représentent plus de la moitié de la population (50%) mais elles sont très faiblement présentes dans les instances de décisions. Pourtant, elles étaient

dans toutes les luttes contre la colonisation et celles post-45 pour les indépendances, elles

n'ont jamais cessé de se battre pour leurs droits. Leur implication historique dans les combats politiques et citoyens, malgré les difficultés liées au patriarcat, a été une constante de tous les temps.

C'est ce qui nous amène à produire cette note pour aborder dans un premier temps les obstacles et dans un second volet les perspectives qui se dessinent à l'ère du digital qui constitue un moyen d'expression et d'influence.

Faits saillants

- L'histoire nous démontre que les femmes africaines ont toujours contribué de manière significative à la gouvernance.
- Au fil des années, nous constatons que leur intégration dans les instances de prise de décisions reste toujours un défi majeur.
- Pourtant la participation des femmes est encadrée par des instruments juridiques nationaux et internationaux.

- Le numérique est devenu un outil incontournable pour y remédier et avoir un impact réel.
- Les obstacles économiques peuvent constituer un frein à la participation des femmes.

Introduction

Comme mentionné plus haut les femmes africaines se sont toujours illustrées comme actrices dans les luttes historiques des peuples. A titre illustratif nous pouvons citer des pionnières au Sénégal comme la Linguère Ndate Yalla Mbodj a joué un rôle majeur face au colonisateur qui voulait imposer aux femmes la soumission à leur époux pour qu'elles ne puissent pas se faire entendre dans l'espace public. Très grande militante de l'émancipation, elle dirigea une armée. C'est d'ailleurs ce qui amène Boubacar Barry à dire : « ... La linguère notamment, jouera un grand rôle politique dans l'histoire du Waalo, car elle est avant tout la détentrice des biens de la famille meen dont la bonne gestion devait assurer la victoire dans la course au pouvoir ». De même pour Soukeyna Konaré, Ndaté Yalla Fall et d'autres figures féminines ont contribué à asseoir le pouvoir politique des hommes politiques comme les députés Lamine Gueye et Ngalandou Diouf. Ces dernières se sont également battues pour le droit de vote dans les quatre communes (Dakar, Saint Louis, Rufisque, Gorée) après l'obtention de ce droit par les femmes françaises.

Par ailleurs, la reine Zingha de l'Angola qui fut reine du royaume de Ndongo et du Matamba est un symbole de la résistance face aux Portugais. La reine Yennenga du pays des hommes intègres fut, elle aussi, une grande figure de la lutte contre la colonisation.

Au Mali nous avons l'exemple de Haoua Keita qui fut la première femme députée qui joua sa participation en matière de leadership et de participation politique des femmes etc.

Par ailleurs, malgré leurs luttes bien avant l'accès de nos pays à l'indépendance et les acquis obtenus leur participation politique et citoyenne fait toujours face à de nombreux défis socioculturels, économiques...

Conséquemment, il existe toujours un déséquilibre dans l'accès aux instances de prise de décisions. Pourtant, beaucoup de pays ont prévu des instruments

juridiques nationaux et internationaux pour une participation égalitaire dans les sphères de décision.

En dehors de ces aspects, il y'a aussi les obstacles socio-culturelles et l'absence d'autonomie financière qui freinent la participation des femmes africaines.

L'ère du numérique offre beaucoup de possibilités d'expression individuelle et collective particulièrement aux femmes, généralement invisibilisées.

Instruments incontournables dans la fabrique de l'opinion publique et la diffusion des informations sur les activités et leurs luttes sociales, les réseaux sociaux peuvent être déterminants pour rendre visibles les luttes des femmes et influencer sur le cours des choses pour leur implication significative. C'est l'objet de cette étude.

Méthode

Dans cette étude, nous utiliserons la méthode exégétique et documentaire. En effet, nous allons nous appuyer sur des rapports d'institutions et de la doctrine.

69

Résultats

Le Sénégal a ratifié la CEDEF en 1985 (Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes), une convention qui met en exergue l'épanouissement des femmes et l'exercice de leurs droits.

Aussi, le pays de la « Teranga » a adopté la loi n°2010-11 du 28 mai 2010 instituant la parité absolue Homme- Femme dans les instances électives et semi-électives. Cependant, force est de constater qu'il y a toujours un déséquilibre. Sur 558 communes il n'y a que 18 femmes maires. A l'assemblée nationale les femmes parlementaires représentent 44%. A l'heure actuelle, le gouvernement ne compte pas 10 femmes ministres.

Au Niger, il y'a une loi sur les quotas révisée en 2014 qui prévoit au minimum 10% pour les postes électifs et 25% pour les postes nominatifs ce qui est relativement faible.

Au Bénin, la loi électorale de 2019 a introduit a prescrit un quota de sièges au parlement

(24) réservé aux femmes pour améliorer leur représentativité ce qui ne réduit pas du tout les écarts.

L'ODD 5.5 recommande de « Garantir la participation entière et effective des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique ».

De plus, l'agenda 2063 de l'Union Africaine prévoit l'égalité des sexes dans tous les domaines de la vie. Dans la pratique, nous voyons que ces instruments ne sont toujours pas pris en compte de manière effective.

Le numérique offre beaucoup d'opportunités dans l'expression et l'influence. Nous avons constaté que l'utilisation des réseaux sociaux ne coûte pratiquement rien, comparée aux médias traditionnels : radio, télévision.

Chaque communauté ou individu peut facilement ouvrir un compte Facebook, whatsapp, tik tok, LinkedIn sans frais déliés. Ces instruments permettent de donner son avis sur les faits sociaux, de poster des vidéos et photos relatives à des activités, en somme de vulgariser des points de vue et des activités dans le monde entier. Ils règlent en grande partie le problème de l'invisibilité des femmes de manière quasi-immédiate.

L'exemple de Greta Thunberg dans sa lutte contre la destruction de l'environnement, celui des féminicides que combattent les féministes sénégalaises dont le dernier cas, actuellement pris en charge par elles, est celle de Nogaye Thiam.

Pour porter à la connaissance du monde entier un problème et influencer sur sa prise en charge par une partie de l'opinion, il suffit juste d'un clic. Ainsi manifestement, les femmes ont un outil très important entre leurs mains pour vulgariser leurs luttes et influencer sur le cours des choses et leur permettre de s'impliquer de plus en plus dans la vie socio-politique et économique de leur pays et du monde.

Conclusion

Au terme de notre étude, nous avons pu voir l'historique de la participation politique et citoyenne des femmes africaines, les différents obstacles et les solutions pour y palier.

A ce titre le numérique se révèle comme un outil incontournable qui permet à ces

dernières de participer pleinement et de manière significative à la bonne marche de nos différents pays à un moindre coût et avec une audience beaucoup plus large.

Recommandations

- Harmonisation du code général des collectivités locales avec la loi sur la parité (Cas du Sénégal) et sa vulgarisation sur les plateformes numériques
- Création de site web dédié à la participation politique et citoyenne des femmes
- Initier les femmes à la réalisation de Podcasts pour renseigner sur l'histoire du leadership féminin en Afrique
- Utilisation des réseaux pour influencer et sensibiliser
- Formation à l'utilisation à bon escient des réseaux
- Utiliser les plateformes numériques pour former et renforcer les capacités des femmes
- Avoir un nombre plus large de femmes intéressées par la politique en utilisant le numérique
- Accroître la visibilité de celles qui sont déjà engagées
- Réduire le déséquilibre lié à l'insuffisance des ressources financières

71

Sources consultées

- *Presses universitaires de Dakar*
- <https://library.fes.de/fulltext/bueros/senegal/00263001.htm>
- <https://fr.africanews.com>
- afobarometer.org
- <https://africa.unwomen.org>
- <https://www.onp.gouv.sn/>

Remerciements

Mes remerciements vont :

A Monsieur Doudou Dia, Directeur exécutif du Goree Institute,

A M. Albert Diatta et toute l'équipe du Goree Institute pour la disponibilité habituelle. A la Fondation de l'innovation pour la démocratie.

A M. Pape Fara Diallo pour l'encadrement et les conseils éclairés.



QUEEN A
Ahmadu Bella
Home of Be

INEC
POLLING STATION

NIGER STATE
AHMADU BELLA UNIVERSITY ZARIA

Niger : mutation des acteurs politiques après la dissolution des partis

Awal Ibrahim Oumarou (Niger)

Résumé

La dissolution des partis politiques au Niger en mars 2025 a profondément transformé le paysage politique national. Privés de leurs structures traditionnelles, les acteurs politiques ont développé diverses stratégies de survie : soutien au régime militaire, création ou intégration de nouvelles organisations de la société civile, actions indirectes sur les réseaux sociaux, ou encore recherche de postes dans les organes de transition. Cette situation marque une rupture historique dans la vie politique nigérienne et révèle l'incapacité persistante de la classe politique à se renouveler. Ce document analyse les stratégies adoptées, leurs implications démocratiques et propose des pistes d'action.

Faits saillants / À retenir

73

- La dissolution de 172 partis politiques a créé un vide structurel inédit dans l'histoire du Niger.
- Les acteurs politiques se sont rapidement repositionnés pour préserver leurs intérêts.
- Plusieurs leaders ont rejoint ou créé des organisations citoyennes pour exister politiquement.
- Les réseaux sociaux sont devenus un espace majeur de repositionnement et d'influence.
- L'absence d'innovation politique reste un défi majeur pour l'avenir démocratique du pays.

Introduction

Depuis le coup d'État du 26 juillet 2023 ayant renversé le président Mohamed Bazoum, le Niger traverse une période de refondation institutionnelle marquée par la suspension puis la dissolution des partis politiques. En mars 2025, suivant les recommandations des assises nationales, le régime militaire a mis fin au

multipartisme tel qu'il existait depuis les années 1990. Cette mesure sans précédent a bouleversé les dynamiques politiques et poussé les acteurs à adopter de nouvelles stratégies pour maintenir leur influence. Cette étude vise à analyser ces mutations, comprendre leurs logiques et examiner leur impact sur la vie politique nigérienne.

Méthode

L'analyse s'appuie sur une relecture structurée du contexte politique nigérien entre juillet 2023 et avril 2025. Le travail combine :

- Une analyse qualitative des événements ayant conduit à la dissolution des partis politiques, notamment les assises nationales, la charte de la transition et les discours officiels du CNSP.
- L'observation des comportements des acteurs politiques après la dissolution (prises de position, adhésion à de nouvelles structures, mobilisation numérique, stratégies individuelles).
- La revue des publications médiatiques et citoyennes, en particulier celles diffusées sur les réseaux sociaux et dans la presse indépendante.
- Une synthèse analytique permettant de dégager des tendances, des ruptures et des stratégies émergentes.
- Cette approche offre un regard global sur la mutation du champ politique en l'absence de partis structurés.

Résultats

La dissolution des partis politiques a provoqué une recomposition rapide et multiforme du paysage politique. Plusieurs stratégies majeures se dégagent :

1. Soutien opportuniste au régime militaire

De nombreux acteurs politiques, issus aussi bien de l'opposition que de l'ancienne majorité, ont rapidement apporté leur soutien au CNSP. Ce ralliement, souvent perçu comme stratégique, vise principalement à assurer leur survie politique et à se repositionner auprès des nouveaux détenteurs du pouvoir. Des figures très connus de la scène politique ont publiquement soutenu les militaires, reprenant un schéma déjà observé lors des précédents coups d'État.

2. Migration vers les organisations de la société civile

Avec l'interdiction des activités partisans, plusieurs politiciens ont rejoint ou créé

des mouvements citoyens. Parmi eux, la Convergence pour la Souveraineté Nationale (COSNA) et la Dynamique Citoyenne pour une Transition Réussie (DCTR) servent désormais de refuges politiques. Ces plateformes fonctionnent comme des espaces de repositionnement, permettant aux acteurs de continuer à influencer l'opinion publique tout en contournant l'interdiction des partis.

3. Usage stratégique des réseaux sociaux

En l'absence de tribunes politiques traditionnelles, certains acteurs ont investi les réseaux sociaux, souvent de manière anonyme. Des pages comme Goulbi Maradi publient régulièrement des contenus visant à soutenir le régime militaire ou certaines figures politiques de l'ancien pouvoir. Cette stratégie numérique offre un moyen d'existence politique à faible risque et permet d'entretenir une influence discrète.

4. Recomposition autour des organes de transition

Plusieurs acteurs issus de l'ancien système ont été cooptés dans les institutions de la transition, notamment le Conseil Consultatif de la Refondation (CCR). Ces nominations permettent aux anciens cadres politiques de maintenir un rôle actif dans la gestion publique malgré la disparition de leurs partis.

75

5. Silence, exil ou répression

Les fidèles de l'ancien président Bazoum Mohamed demeurent soit en exil, soit dans un mutisme prudent, certains étant encore privés de liberté. Leur capacité de mobilisation reste limitée par la répression et les restrictions imposées par le régime.

Analyse transversale

Malgré la dissolution des partis, les comportements politiques observés restent similaires aux pratiques antérieures : opportunisme, absence de vision collective, et priorité accordée aux intérêts individuels. Le contexte actuel met en évidence la difficulté persistante de la classe politique nigérienne à se réinventer et à adopter une démarche réellement innovante.

Conclusion

La dissolution des partis politiques au Niger n'a pas entraîné une transformation profonde de la classe politique. Si les acteurs ont adopté diverses stratégies pour survivre, leurs pratiques restent ancrées dans les mêmes logiques que par le passé. Le pays se trouve face à une nécessité pressante : encourager l'émergence d'une culture politique renouvelée, fondée sur l'intégrité, l'innovation et l'engagement citoyen.

Recommandations pour l'action

Aux acteurs politiques : renforcer leur communication, clarifier leurs lignes idéologiques et se préparer au retour éventuel du multipartisme.

Aux institutions de transition : encadrer la création de nouvelles structures politiques et promouvoir une éducation civique renouvelée.

Aux organisations citoyennes : encourager un dialogue inclusif et participatif avec les communautés.

Sources consultées ou recommandées

76

Déclarations officielles du CNSP (2023-2025)

Rapports de la presse indépendante nigérienne

Publications citoyennes et réseaux sociaux

Textes issus des assises nationales de février 2025

Remerciements

Nous adressons nos sincères remerciements à l'Institut Gorée, à travers son programme Agora Youth, pour nous avoir offert l'opportunité de rédiger cette note politique. Nous exprimons également notre gratitude aux jeunes femmes leaders communautaires qui ont partagé leurs expériences, ainsi qu'aux organisations locales engagées en faveur d'une gouvernance inclusive.

Nos remerciements vont aussi aux chercheurs et aux experts dont les travaux ont enrichi et éclairé notre analyse.

Enfin, nous tenons à remercier la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie, partenaire de l'Institut Gorée, qui nous a permis de participer à ce programme et de renforcer nos connaissances et compétences dans ce domaine.

Nous exprimons également notre profonde reconnaissance à toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à la réalisation de ce travail.

**OUR VOICES MUST
BE HEARD**



**#ENDSWAT
KINMOSERE**

Croissance démographique et engagement des jeunes : quand la jeunesse réinvente la démocratie en Afrique

Mamadou Diop (Sénégal)

Résumé

L'Afrique vit une transformation silencieuse mais profonde : sa jeunesse, majoritaire et consciente de son poids, redéfinit les contours de la démocratie. Dans un contexte de forte croissance démographique et de fragilité politique, les jeunes refusent d'être de simples spectateurs. À travers des initiatives communautaires, des plateformes numériques ou des mouvements citoyens, ils réclament une gouvernance plus juste, plus transparente et plus participative. Cette note, à partir du cas du Sénégal et d'expériences régionales, met en lumière les défis, les dynamiques et les pistes d'action pour faire de cette énergie jeune le moteur d'une démocratie africaine renouvelée.

78

Introduction

L'Afrique n'a jamais été aussi jeune : plus de 60 % de la population a moins de 25 ans. Cette vitalité démographique, souvent présentée comme un risque, est avant tout une formidable opportunité si elle est bien accompagnée. Mais aujourd'hui, un constat s'impose : la distance entre les jeunes et les institutions s'élargit. Dans plusieurs pays, y compris le Sénégal, les frustrations s'expriment à travers des mobilisations sociales parfois tragiques : entre 2021 et 2023, 83 jeunes Sénégalais ont perdu la vie lors de manifestations. Ces drames rappellent l'urgence de réinventer le dialogue entre générations et de redonner confiance à une jeunesse en quête d'écoute, de dignité et de perspectives. Pourtant, malgré les obstacles, la jeunesse ne baisse pas les bras. Elle agit, innove et inspire. Elle occupe l'espace public, s'exprime sur le numérique, crée des alternatives locales, et exige des comptes. De Dakar à Niamey, de Bamako à Cotonou, les jeunes dessinent, à leur manière, une nouvelle démocratie africaine, plus vivante, inclusive et ancrée dans le quotidien des citoyens.

Méthodologie

Cette note s'appuie sur une approche à la fois documentaire, participative et analytique :

- Analyse des rapports régionaux sur la gouvernance, la participation citoyenne et les droits des jeunes ;
- Observations des mouvements sociaux récents au Sénégal et dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest ;
- Témoignages et contributions d'acteurs de jeunesse, d'espaces communautaires et de programmes de participation citoyenne tels que Youth AGORA / ARIDAS 2025 ;
- Lecture transversale des innovations démocratiques portées par les jeunes, notamment à travers le numérique et l'action de terrain.

Cette méthodologie donne une voix à ceux qu'on entend rarement : les jeunes qui expérimentent chaque jour la démocratie vivante.

79

Selon un jeune participant de Youth AGORA / ARIDAS 2025 "En tant que jeune activiste au sein du programme Youth AGORA, je constate chaque jour combien nos jeunes veulent s'impliquer. Ils sont passionnés, débordants d'idées, mais souvent freinés par des structures qui ne reconnaissent pas leur légitimité. Si nous donnons à cette génération les outils et l'écoute nécessaires, elle peut transformer notre démocratie, rendre nos institutions plus transparentes et créer des sociétés plus justes."

Résultats

1. Une jeunesse au cœur du changement démocratique

Les jeunes Africains ne se contentent plus de voter. Ils observent, questionnent et interpellent. Leur engagement se manifeste dans des formes nouvelles : débats citoyens, applications de transparence, projets communautaires, campagnes de plaidoyer ou actions artistiques. Ces initiatives redonnent sens à la participation politique

2. Un déficit persistant de représentation et de confiance

Malgré leur poids démographique, les jeunes restent sous-représentés dans les instances de décision. Le manque d'espaces de dialogue institutionnels renforce le sentiment d'exclusion et alimente les tensions sociales.

3. Un environnement socio-économique fragilisé

Le chômage, la précarité et les inégalités freinent l'engagement civique. Nombreux sont les jeunes qui souhaitent contribuer au développement, mais manquent d'opportunités concrètes pour le faire.

4. Des innovations démocratiques prometteuses

Face à ces défis, les jeunes créent leurs propres solutions. Des plateformes numériques suivent la gestion des fonds publics, des collectifs féminins défendent les droits et l'égalité, des associations locales renforcent la gouvernance de proximité. Ces expériences montrent qu'une autre démocratie est possible : plus horizontale, inclusive et connectée à la réalité.

Faits saillants – Croissance démographique en Afrique

L'Afrique subsaharienne est la région la plus jeune du monde : plus de 60 % de la population a moins de 25 ans

Source : Banque mondiale, 2024 – Population, âge <25 ans (%)

La population africaine pourrait doubler d'ici 2050, passant de 1,4 milliard aujourd'hui à plus de 2,8 milliards, avec une forte concentration en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Source : United Nations, Department of Economic and Social Affairs (UN DESA), 2023 – World Population Prospects 2023

La transition démographique est rapide : le taux de fécondité reste élevé dans plusieurs pays, avec une moyenne de 4 à 5 enfants par femme

Source : UN DESA, 2023 – World Population Prospects 2023

Le Sénégal, par exemple, a vu sa population jeune augmenter de 35 % en 20 ans, et les projections indiquent que d'ici 2035, 70 % de sa population aura moins de 30 ans

Source : Institut National de la Statistique et de la Démographie (ANSD), Sénégal – Rapport sur la population 2022

Ces chiffres soulignent l'urgence de créer des espaces de participation politique,

d'emploi et d'éducation pour éviter une marginalisation massive de la jeunesse

Recommandations

1. Institutionnaliser la participation des jeunes : Créer et renforcer des cadres formels (conseils jeunesse, budgets participatifs, forums citoyens) où la voix des jeunes compte réellement dans les décisions publiques.
2. Réinventer l'éducation civique et politique : Intégrer la citoyenneté active, le leadership et la gouvernance dans les programmes scolaires et universitaires.
3. Investir dans l'emploi et l'entrepreneuriat jeunes : Le développement économique doit aller de pair avec la stabilité démocratique. Offrir des opportunités, c'est offrir une raison de croire au système.
4. Favoriser le dialogue intergénérationnel : Instaurer des espaces de concertation réguliers entre jeunes, élus et autorités locales pour désamorcer les tensions et co-construire les politiques publiques.
5. Soutenir les innovations numériques citoyennes : Encourager les start-ups civiques, les applications de transparence et les initiatives digitales qui rapprochent gouvernés et gouvernants.
6. Renforcer la protection des droits et la justice sociale : Garantir la sécurité des jeunes manifestants, enquêter sur les violences, et reconnaître les familles victimes. La démocratie ne peut se construire sur le silence et l'injustice.

81

Conclusion

La croissance démographique africaine ne doit pas être perçue comme une bombe à retardement, mais comme une chance historique. La jeunesse est le cœur battant du continent : créative, résiliente, consciente et déterminée. Si les États africains parviennent à écouter cette énergie, à l'accompagner et à lui faire confiance, ils poseront les bases d'une démocratie réellement africaine — une démocratie de proximité, d'innovation et d'équité. Comme le dit souvent la jeunesse elle-même : « Nous ne voulons pas seulement hériter du pouvoir, nous voulons y participer. »

Remerciements

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude au Gorée Institute et à la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie, pour leur vision et leur engagement envers la jeunesse africaine. Merci également aux formateurs, encadreurs et mentors du programme Youth AGORA / ARIDAS 2025, ainsi qu'à mes collègues jeunes leaders venus de tout le continent. Leur engagement, leur écoute et leur solidarité ont donné sens à cette réflexion collective. Cette note leur rend hommage — car elle est le fruit d'une génération qui croit en une Afrique forte, démocratique et portée par sa jeunesse





La Démocratie au Mali : les Partis Politiques laissés au quai de la participation politique

Fousseini Diop (Mali)

Résumé

Depuis 2012, le Mali traverse une crise multidimensionnelle caractérisée par une invasion terroriste, une insécurité généralisée, des conflits sociopolitiques, une crise économique et une instabilité institutionnelle. Le 13 mai 2025, la transition militaire au pouvoir au Mali a décrété la dissolution des partis politiques. Alors que le pays comptait près de 300 partis, cette décision marque un recul de la démocratie pluraliste malienne et un tournant majeur de la transition en cours depuis août 2020.

En verrouillant ainsi l'espace démocratique par cette décision, les autorités militaires, arrivées au pouvoir suite à un double coup d'État (20 août 2020 et 21 mai 2021), prennent des risques importants alors que le pays fait déjà face à une crise sécuritaire sans précédent.

Les partis politiques résistent, mais leur impact reste modeste dans un espace civique restreint. Cette note restitue l'analyse des faits marquant cet événement qui marque un tournant décisif de la marche ralentit de la Démocratie au Mali.

Faits Saillants

- *Décret N°2025-0318/PT-RM du 07 mai 2025 Portant Suspension Des Activités Des Partis Politiques ;*
- *Une centaine de partis politiques parmi les plus représentatifs du pays ont publié un communiqué daté du 7 mai pour rejeter la suspension « jusqu'à nouvel ordre » de leurs activités ;*
- *Décret N°2025-0339/PT-RM Du 13 mai 2025 Portant Dissolution Des Partis Politiques Et Des Organisations à Caractère Politique En République Du Mali ;*
- *la Loi n°2025-005 du 13 mai 2025 portant abrogation de la Loi n°05-047 du 18 août*

2005 portant Charte des partis politiques et de la Loi n°2015-007 du 04 mars 2015 portant Statut de l'Opposition politique ;

- *Double Saisine des juridictions judiciaires de Bamako et de la Section administrative de la Cour Suprême du Mali : pour la défense du pluralisme politique et de la Constitution le 22 mai 2025 par le collectif d'anciens responsables de partis politiques ;*

Introduction

La nouvelle Constitution du 22 juillet 2023 consacre la démocratie au Mali. Ce système politique est le fruit de l'insurrection populaire du 26 mars 1991, soutenue par les militaires, a mis fin au régime dictatorial du Général Moussa Traoré. Un Comité de Transition pour le Salut Public (CTSP) dirige le pays jusqu'à l'élection du premier Président démocratiquement élu en 1992.

La lutte pour le multipartisme et la démocratie a commencé à partir de 1979. Elle a conduit à la création des partis et associations politiques suivants : Parti Malien pour la Démocratie et la Révolution (PMDR), 1979 ; Front démocratique des patriotes maliens, 1984 ; Front National Démocratique Populaire (FNDP), 1986 qui comprend le Parti malien du travail (PMT), le PMDR, le PDPM, rejoint en 1989 par l'US-RDA ; l'Association des Jeunes pour la Démocratie et le Progrès (AJDP), 15 octobre 1990 ; Comité National d'Initiative Démocratique (CNID), 18 octobre 1990 ; Alliance pour la Démocratie au Mali (Adema), 25 octobre 1990.

La pratique démocratique a fait des résultats diversement interprétés dont : l'instauration du multipartisme intégral ; institutionnalisation des libertés fondamentales ; libéralisme économique ; libéralisme syndical ; décentralisation ; élection libre.

Les autorités de la transition militaire en prenant successivement les décisions par : le Décret N°2025-0339/PT-RM Du 13 mai 2025 pour dissoudre les Partis Politiques et les Organisations à Caractère Politique en République du Mali, la Loi n°2025-005 du 13 mai 2025 portant abrogation de la Loi n°05-047 du 18 août 2005 portant Charte des partis politiques et de la Loi n°2015-007 du 04 mars 2015 portant Statut de l'Opposition politique, portent atteinte aux libertés fondamentaux et empêchent la

participation politique aux citoyens membres des partis politiques. Face à cette décision inédite depuis l'avènement de la démocratie au Mali, les leaders des anciens partis politiques dissouts saisissent les juridictions

Méthodologie

Elle s'est basée sur l'exploitation de données secondaires : une recherche documentaire (articles, tribune, rapports) sur l'avènement de la démocratie au Mali, les articles de presse sur la dissolution des partis politique afin de restituer les faits et les points de vue des acteurs politiques sur la question. Nous avons procédé à une enquête qualitatifs auprès d'anciens leaders et membres des partis politiques à travers un question pour recueillir les avis sur la dissolution des partis politiques.

Résultats

Les décisions de dissolution des partis politiques et d'abrogation de la Charte des partis politiques sont illégales car elles violent les dispositions interne et conventions internationales auxquelles le Mali a souscrit :

86

- **La liberté d'association, l'existence des partis politiques, le pluralisme politique (art.17, art.39 et art.185 de la Constitution du 22 juillet 2023)**

Les motifs avancés par les autorités dans la transition (communiqué lu sur le médias d'État et la conférence de presse d'explication de la décision) sont :

La mise en œuvre des recommandations des Assises Nationales de la Refondation (ANR), la volonté d'assainir la situation politique, les déstabilisateurs s'appuient de plus en plus sur les organisations politiques.

Selon un leader d'un ancien parti politique « ces arguments ne tiennent pas car ils sont contraires aux dispositions de la loi fondamentale qui garantissent la liberté d'association, l'existence des partis politiques et le multipartisme (qui ne peut faire l'objet de révision art.185 de la Constitution du 22 juillet 2023) ».

- **Le Tribunal Civil seul compétent pour prononcer la dissolution des partis politique (art.48 de la Loi n°05-047 du 18 août 2005 portant Charte des partis politiques) abrogée**

Art.48 dispose : « La mesure de dissolution, dans le cadre des sanctions, frappe les

partis politiques reconnus coupables d'atteinte à la souveraineté nationale, à l'intégrité du territoire ou à la démocratie.

- La dissolution d'un parti intervient lorsque :
- la direction nationale du parti prend des engagements ou signe des accords susceptibles de compromettre la souveraineté nationale ;
- le parti se livre à des manifestations armées ou à des actions terroristes ;
- le programme du parti compromet l'unité nationale et l'intégrité du territoire
- Le parti entreprend des actions qui menacent la démocratie.

Cette dissolution est prononcée par le Tribunal civil, soit à la requête de tout intéressé, soit à la diligence du Ministère public. Celui-ci peut assigner à trois jours francs, et le Tribunal sous les sanctions prévues à l'article 46, ordonner par provision et nonobstant toute voie de recours, la fermeture des locaux et l'interdiction de toute réunion des membres du parti.

87

En cas d'infraction aux dispositions des articles 9, 12, 25, 45 et 50, la dissolution peut être prononcée à la requête de tout intéressé ou du Ministère public.

Cette dissolution sera publiée par toute voie légale ».

Selon une leader d'un ancien parti politique «Au vue de cette disposition la décision de dissolution des partis politiques ne saurait être prononcée par le pouvoir exécutif car cela relève du seul ressort du Tribunal Civil».

Liberté d'opinion et d'expression (art 10 de la DUDH, art.19 du PIDCP ; art.9 de la CADHP)

Dès le préambule de la Constitution du 22 juillet 2023 Souscrit à la Déclaration universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948 et à la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples du 27 juin 198, art.185 stipule « Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque traité ou accord, de son application par l'autre partie ».

Le Mali ayant souscrit à ces instruments juridiques internationaux se doit de les respecter.

- **La défense du pluralisme politique et de la Constitution (double saisine des juridictions judiciaires de Bamako et de la Section administrative de la Cour Suprême du Mali)**

Après saisine des juridictions de Bamako et de la Section administratives de la Cour Suprême du Mali par les leaders des anciens partis politiques dissouts saisissent les juridictions, les tribunaux de Grandes Instances de la Commune III, IV et V se sont déclarées incompétent ainsi les saisines devant ces instances ont été déferé à la Cour d'Appel de Bamako. En revanche les Tribunaux des Commune I et VI ses ont dit compétent à juger l'affaire.

Le lundi 25 août 2025 le Tribunal de la Commune I a rendu un délibéré sans se prononcer sur la légalité du décret de dissolution, l'audience aboutit à : la transmission de la procédure à la Cour Constitutionnelle via la Cour Suprême conformément à l'art.154 de la Constitution du 23 juillet 2023. Selon un avocat des leaders des anciens partis politiques « ce renvoi de la Cour Constitutionnelle constitue une opportunité historique pour cette juridiction de réaffirmer son rôle de gardien des libertés et de la légalité républicaine ».

Conclusion

Dans un État d'exception, les libertés individuelles et collectives doivent être garanties et protéger. Les autorités de la transition ont l'obligation de sauvegarder les libertés individuelle et collective conformément à la loi fondamentale en vigueur. Pour éviter que la participation politique ne soit clandestine et puisse être constructive l'espace civique doit être ouvert et permettre à tous les acteurs de s'exprimer leurs opinions dans le respect des lois. a gestion des affaires publiques.

Recommandations

Aux Autorités de la Transition

- Respecter les droits fondamentaux consacrés par la Constitution du 22 juillet 2023 et les conventions internationales auxquelles le Mali a souscrit ;
- Restaurer les partis politiques ;
- Fixer un calendrier électoral consensuel pour sortir de la transition

Aux leaders des anciens Partis Politiques

- Défendre la pluralisme politique à travers les moyens légaux nationaux, sous-régionaux et internationaux

À la Société Civile

- Continuer la veille citoyenne pour l'instauration d'un espace civique ouvert

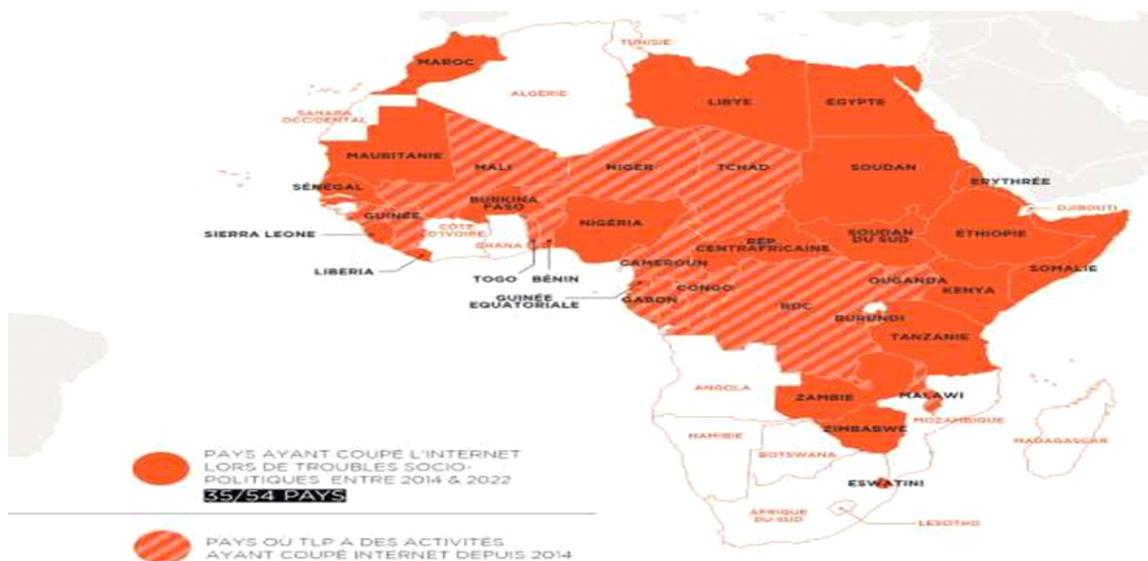
À L'Union Africaine

- Contraindre les États membres à respecter leur engagements

Sources

- Rapport Forum National sur la Démocratie et la Citoyenneté Active au Mali
- Mamadou-Ismaila-KONATE-Commentaire-du-Decret-du-7-mai-2025-de-suspension-des-activites-des-partis-politiques
- Rapport Civicus-Monitor
- Tribune des Intellectuels, Écrivains, Constitutionnaliste, Chercheurs, Économiste et Sociologue pour la Préservation de la République, la Sauvegarde des Libertés et Droits Fondamentaux
- Articles de presse

Source : <https://cipesa.org/wp-content/files/publications/Dictateurs-et-restrictions-Rapport.pdf>





17:28

8

Glissez vers la gauche pour enregistrer
mains-libres

Source : https://noisydigital.com/fr_fr/les-reseaux-sociaux-au-senegal-les-chiffres-en-2024/

Faits saillants

- 75 % de la population a moins de 35 ans une jeunesse très connectée et dépendante du numérique.
- Selon le récent rapport de We Are Social de l'année 2024, avec une pénétration d'internet de 60%, le Sénégal compte environs 10,79 millions d'utilisateurs d'internet, 3,71 millions d'utilisateurs des réseaux sociaux ; ce qui représente 20,6% de la population globale au début de l'année 2024. Le nombre de connexion mobile cellulaire est largement supérieur à la population totale, il s'élève à 20,92 millions de connexion ce qui est équivalent à 121,8% de la population nationale en début 2024.¹
- Au total : 14 coupures d'internet.
- Une coupure totale des réseaux sociaux.
- 08 mois de coupure du réseau Tik Tok.

92

Introduction

Dans un monde de plus en plus digitalisé, l'accès à internet est devenu un droit fondamental, condition de la liberté d'expression et de la participation citoyenne. Le Sénégal, souvent cité comme modèle démocratique en Afrique de l'Ouest, connaît cependant depuis 2017 plusieurs coupures d'internet ordonnées par le gouvernement, notamment lors de périodes électorales et de tensions politiques (2017, 2023, 2024). Ces interruptions portent atteinte à la liberté d'opinion, d'association et d'information et nuisent gravement à la confiance entre citoyens et institutions.

Méthodologie

Dans le cadre de cette étude, étant donné que nous cherchons à saisir l'impact des coupures d'internet sur la vie citoyenne, nous nous sommes basées sur nos observations en période électorales. Afin d'approfondir et d'étayer nos observations nous avons fait recours à la méthode documentaire en consultant des

¹ https://noisydigital.com/fr_fr/les-reseaux-sociaux-au-senegal-les-chiffres-en-2024/, consulté le 18/10/2024, 13h26.

documents juridiques qui encadre la question et en analysant des rapports publiés par des ONG et des revues sur le sujet.

Effets et implication

Le recours aux coupures d'internet est souvent lié à des tensions politiques et des contextes électoraux sensibles, une volonté de contrôle de l'espace public numérique, un déficit de dialogue entre les autorités et la société civile et des faiblesses institutionnelles dans la gestion des crises. Or, ces pratiques contreviennent à plusieurs textes nationaux et internationaux, dont la Constitution du Sénégal (art. 10), la Charte africaine des droits de l'homme (art. 9) et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (art. 19).

1. L'internet sous l'influence politique

Selon l'indice de démocratie publié par le service de renseignement économique de l'Economist Intelligence Unit (EIU), tous les pays qui ont coupé l'internet en 2019 sont classés comme des pays suivant un régime autoritaire. En effet, sur les 22 pays africains où des coupures d'internet ont été enregistrées au cours des cinq dernières années, 77% disposent de régimes autoritaires, tandis que 23% sont classés comme hybrides. Sachant qu'un régime autoritaire est une variation du régime démocratique dans lequel les institutions sont bien représentées mais c'est le pouvoir en place qui contrôle ces institutions, les libertés sont contrôlées et que les élections s'organisent sans choix. Le régime hybride quant à lui est en mi-chemin entre le régime démocratique et le régime autoritaire.

93

2. Une entrave aux droits et libertés fondamentales des citoyens

Les coupures d'internet renseignent sur les violations des droits de l'homme mais également sur le non-respect des institutions démocratiques relatives à la liberté d'expression, la liberté d'opinion et un large accès à la citoyenneté active. De nombreux études montrent qu'au cours de cette dernière décennie, la majeure partie des coupures d'internet se sont opérées dans des contextes particuliers, en période de conflit ou d'exacerbation des tensions politiques, en période pré-électorale, électorale ou post-électorale² et pendant des manifestations de grande ampleur. Selon le rapport de la campagne keepiton, près de la moitié des coupures d'internet enregistrées par les OSC en la période de 2016 à 2021, ont été opérées en

² Op cit,

contexte de protestations et de crises politiques.

Les coupures d'internet entravent la liberté d'expression et le droit à l'information, sapent la participation citoyenne et la transparence électorale, provoquent des pertes économiques massives et réduisent la crédibilité démocratique du pays à l'échelle internationale. Elles reflètent également un affaiblissement de l'espace civique numérique, pourtant essentiel au dialogue démocratique et à la prévention des conflits.

3. Des conséquences sur l'activité économie

Nonobstant les atteintes graves sur les droits humains et les principes fondamentaux de la démocratie, les restrictions d'internet perpétuées sur la population, les acteurs de la société civile, les principes fondamentaux d'un État de droit, les familles des médias, affectent l'écosystème numérique et portent un coup dur sur l'économie numérique en évolution croissante. En effet, selon une étude faite avec l'outil spécifique développé par Netblocks dans le contexte sénégalais,

94

« une coupure de l'internet à l'échelle nationale a un impact sur le PIB sénégalais d'environ 8 millions de dollars par jour »³. Malgré les engagements et les lois fondamentales sur le respect des droits de l'homme ainsi que le respect des institutions démocratiques, l'Afrique est de nos jours confrontée à une situation de coupures d'internet sans précédent.

Recommandations

Les entreprises de télécommunication et d'accès à l'internet

- Collaborer avec les parties prenantes locales et internationales pour atténuer les préjudices,
- Affirmer dans leur déclaration de politique en matière de droits de l'homme leur engagement à prévenir et à atténuer les effets négatifs sur les droits de l'homme des coupures de l'accès à internet.

Créer des infrastructures résilientes avec de nombreux points d'interconnexion répartis dans l'ensemble du territoire afin de rendre plus complexe la coupure

³ <https://www.guichetjeunesse.sn/ressources/consequences-de-la-coupure-dinternet-sur-leconomie-senegalaise>, le 09/09/2024, 15h28.

générale par un gouvernement.

Aux organisations de la société civile (OSC)

- Surveiller et documenter les coupures d'Internet.
- Mener des campagnes de sensibilisation sur les droits numériques.
- Promouvoir le dialogue constructif avec les autorités et le secteur privé.

Aux bailleurs et partenaires

- Appuyer financièrement les initiatives locales de gouvernance numérique.
- Soutenir la protection des défenseurs des droits numériques.

Conclusion

L'accès libre et continu à internet est une condition essentielle de la démocratie, de la paix et du développement au Sénégal. Garantir cet accès, en particulier en période électorale, c'est protéger la participation citoyenne, la liberté d'expression et la stabilité nationale. Un engagement collectif des autorités, de la société civile et des partenaires techniques est indispensable pour préserver un espace civique numérique ouvert, inclusif et sûr.

95

Pour plus d'information

Consulter l'article : Plaidoyer pour un espace numérique ouvert en période électorale au Sénégal, 2024

Sambamariejeanne6@gmail.com

Remerciements

Tout d'abord, j'aimerais remercier mon professeur et encadrant Dr Papa Fara DIALLO pour avoir bien voulu encadrer et diriger ce travail. Ma reconnaissance est grande à l'endroit du Gorée Institute et de la Fondation pour l'Innovation de la Démocratie pour leur accompagnement dans la réalisation de cette note et pour cette belle initiative qui promeut l'innovation dans la recherche.



La démocratie locale à l'épreuve de l'exclusion des femmes au Bénin

Charlotte Ezebada, Bénin



Résumé

97

Malgré des avancées législatives notables, notamment la révision constitutionnelle de 2019 et l'introduction de sièges réservés aux femmes à l'Assemblée nationale, la démocratie béninoise reste marquée par une sous-représentation persistante des femmes au niveau local. Les conseils communaux, espaces clés de gouvernance de proximité, demeurent majoritairement masculins. Cette exclusion structurelle compromet la légitimité et l'efficacité du pouvoir local, alors même que les politiques de développement communautaire affectent directement la vie des femmes.

La présente note politique analyse les causes profondes de cette marginalisation, met en lumière les enseignements tirés des travaux du projet VoLeFe (Voix et Leadership des Femmes pour les Elections de 2026) piloté et mise en oeuvre par l'ONG Women and Power Association, et plaide pour l'adoption d'une loi représentativité au niveau local (au moins une femme positionné par arrondissement). Elle propose enfin un ensemble de recommandations concrètes pour repenser la représentativité au cœur de la démocratie locale béninoise.

FAITS SAILLANTS

- Les femmes représentent moins de 20 % des élus communaux au Bénin, malgré leur rôle majeur dans la gouvernance sociale et économique locale.
- Sur 77 maires sur tout le territoire national, seuls 3 femmes sont maires.
- Les mesures de discrimination positive au niveau national (24 sièges réservés à l'Assemblée nationale) n'ont pas eu d'effet d'entraînement au niveau local.
- Entre 2019 et 2023, la proportion de listes alternées a diminué de 63 % à 57 %, et le positionnement des femmes sur les têtes de listes a reculé.
- Les partis politiques demeurent le principal verrou à la participation féminine, en raison du manque de volonté interne, de ressources financières et de réseaux d'influence.
- La réforme du Code électoral de 2019, sans dispositions spécifiques pour les élections communales, laisse les femmes à la marge du pouvoir local.
- Le projet VoLeFe a montré que l'inclusion féminine améliore la gouvernance locale, la redevabilité et l'efficacité des politiques sociales.
- La Constitution révisée en 2019 permet des dispositions spéciales d'amélioration de la représentation des femmes ; le code électoral de 2019 a introduit des mesures (notamment 24 sièges réservés à l'Assemblée nationale) au niveau parlementaire sans aucune disposition légale au niveau local.

INTRODUCTION

La thématique des femmes dans l'espace public ou en politique est une question centrale dans l'avancée des droits des femmes et l'amélioration de leur statut. Ses cinq dernières années, le Bénin à l'instar d'autres pays, a réalisé des avancées qualitatives en matière d'égalité des droits entre genres, de promotion et d'autonomisation des femmes. Cela s'est remarqué lors de la révision de la Constitution en 2019. À cette occasion, le Législateur a introduit dans l'article 26 alinéa 2 que « la loi peut fixer des dispositions spéciales d'amélioration de la représentation du peuple par les femmes ». La loi réserve 24 sièges aux femmes à l'Assemblée nationale, représentant 22% des 109 sièges. Cette loi vise à améliorer la

participation politique des femmes. Cependant, en 2023, un recul s'est observé, en comparaison à 2019 :

- diminution des listes alternées : 57% contre 63% en 2019;
- baisse du nombre de femmes en deuxième position : 38% contre 42% en 2019

Ces chiffres révèlent ainsi une régression quant à la réalisation du droit à la participation des femmes. Il s'agit notamment :

- d'une représentation inéquitable, alors que les femmes constituent plus de 50% de la population ;
- des obstacles à l'accès aux mandats électifs, limitant leur influence politique ;
- du maintien des stéréotypes de genre au sein des partis politiques.

Cette dynamique a pour socle la vision Bénin-Alafia 2025 inscrite dans le Plan national de développement (PND, 2018-2025) qui poursuit le développement du capital humain.

99

Le non-respect du quota n'est pas nouveau, avec des cas de non-conformité dès 2019, montrant une résistance à l'augmentation du taux de participation féminine. Pourtant, sans la participation active des femmes et l'incorporation des perspectives des femmes dans tous les niveaux de prise de décision, les objectifs d'égalité, de développement et de paix ne pourront pas être poursuivis. Il est donc impératif d'aller au-delà de ce qui se fait déjà.

MÉTHODOLOGIE

Cette note s'appuie sur une recherche mixte d'analyse documentaire et d'entretiens réalisés. Il s'agit notamment :

- Des résultats des ateliers et diagnostics menés dans le cadre du projet Voix et Leadership des Femmes pour les élections de 2026 (VoLeFe), mis en œuvre par l'ONG Women and Power Association (WoPAs)

Des entretiens réalisés et documentés dans le magazine intitulé “Représentativité des Femmes aux élections générales de 2026 :

- Témoignages, Analyses et Recommandations d’acteurs politiques et de l’espace civique produire par l’ONG Women and Power Association (WoPAs)
- L’analyse documentaire du cadre juridique (Constitution, Code électoral, politiques nationales sur le genre et la décentralisation).

Les témoignages recueillis lors de la conférence politique organisée sur le thème Représentativité des Femmes dans les Partis Politiques : Question de structure ou de leadership ? qui a rassemblé des acteurs.trices politiques clé.e.s dont le Caucus des Femmes Parlementaire du Bénin, les ONG béninoises travaillant sur la participation politique des Femmes organisé en 2025 par WoPAs et ses partenaires.

Cette approche combinée permet de croiser les données quantitatives (taux de représentativité, positionnement sur les listes, répartition territoriale) et qualitatives (perceptions, obstacles, dynamiques internes aux partis).

RÉSULTATS

1. Le paradoxe d’une démocratie incomplète

Alors que le Bénin est salué pour sa stabilité démocratique et ses réformes institutionnelles, la participation des femmes à la vie politique locale reste faible. Sur 77 communes, seules 3 sont dirigées par des femmes. Les conseils communaux demeurent un bastion masculin, les candidates sont souvent reléguées à des positions non éligibles, marginalisées dans les processus de décision internes aux partis, et exclues des négociations de coalition.

Cette sous-représentation est apparue comme pas seulement une question de nombre mais traduit un déséquilibre structurel du pouvoir. Les femmes restent cantonnées à des rôles symboliques ou consultatifs, alors qu’elles représentent plus de 52 % de la population et portent une grande partie de l’économie informelle locale.

En conséquence, les politiques locales manquent souvent d'une perspective de genre et pour preuve, les budgets communaux ignorent le plus souvent les besoins spécifiques des femmes en matière de sécurité, d'accès au foncier, d'éducation ou de services sociaux.

2. Les causes structurelles de l'exclusion

Les analyses menées par WoPAs à travers le projet VoLeFe révèlent plusieurs freins majeurs :

Les résistances internes des partis politiques

Les partis demeurent les principaux filtres d'accès aux élections. Le manque de volontarisme politique, combiné à la perception des femmes comme "moins compétitives", conduit à une marginalisation systémique. Les quotas internes, lorsqu'ils existent, sont rarement appliqués.

Le déficit de ressources financières et techniques

101

Les campagnes électorales locales exigent des moyens importants. Les femmes, souvent exclues des circuits économiques formels, peinent à financer leurs candidatures et à mobiliser leurs équipes.

Les stéréotypes socio-culturels persistants

La politique reste perçue comme un espace "masculin", lié à la confrontation et au pouvoir. Les normes sociales limitent l'acceptabilité des femmes comme leaders politiques.

L'absence d'un cadre légal contraignant

Contrairement au niveau national, le Code électoral ne prévoit aucune disposition obligatoire en matière de parité pour les élections communales. Cette lacune institutionnelle entretient un statu quo d'exclusion.

3. Les enseignements du projet VoLeFe

Le projet Voix et Leadership Féminin (VoLeFe) a permis de démontrer que l'exclusion n'est pas une fatalité. À travers des formations, des plaidoyers et des

dialogues politiques, WoPAs a mobilisé plus de 100 femmes leaders communautaires, militantes politiques et établi des mémorandums d'engagement avec 6 partis politiques du Bénin.

4. Les résultats sont encourageants :

Cependant, ces efforts volontaires montrent leurs limites sans appui législatif. L'engagement moral ne suffit pas à renverser des pratiques politiques profondément enracinées.

Malgré les avancées, plusieurs freins structurels et obstacles culturels persistent. Parmi les principaux défis, on peut citer l'insuffisance de mesures incitatives pour encourager la participation des femmes, ainsi que les moyens financiers limités dont elles disposent pour mener des campagnes électorales. Dans ma circonscription électorale, qui regroupe les communes de Kandi, Malanville et Karimama, la société reste essentiellement patriarcale, ce qui rend difficile l'émergence de femmes leaders. **Djamilatou Sabi Mohamed, Présidente CFPB, Membre du Parti Politique Union Progressiste le Renouveau**

102

Selon moi, les stratégies les plus efficaces sont les suivantes : La prise de conscience du pouvoir exécutif, en réservant un quota de postes aux femmes dans les instances de la République, par exemple, le pourcentage accordé aux femmes handicapées lors des élections législatives dans le Code électoral

La prise de conscience des partis politiques, afin que chacun définisse un pourcentage de postes accordés aux femmes dans toutes les instances, y compris sur les listes électorales **SANATA Isabelle LAHAMI, Première Vice-Présidente du Parti NFN**

Pourquoi une loi sur la représentativité communale est indispensable

Pourquoi agir au niveau communal ? Les gouvernements locaux sont les institutions de proximité qui influencent directement la vie quotidienne (services, budgets locaux, politiques sociales). L'absence de représentation féminine à ce niveau limite la prise en compte de besoins essentiels (soins, éducation, protection sociale). Le contexte électoral de 2026 offre une fenêtre d'opportunité pour inscrire des garanties légales.

L'expérience du Parlement béninois démontre que la loi peut transformer la pratique. Les 24 sièges réservés ont permis un saut historique dans la représentation

nationale des femmes, passée de 6 % à plus de 25 %. Mais cette avancée reste incomplète si elle ne s'étend pas au niveau local.

Instaurer une loi sur la représentativité des femmes au niveau local répond à trois impératifs :

- **Démocratique : aucune gouvernance ne peut se dire légitime si elle exclut plus de la moitié de la population.**
- **Économique : les communes dirigées par des femmes ou intégrant des élues actives montrent de meilleures performances en matière de gestion sociale et budgétaire.**
- **Social : la présence féminine au pouvoir local a un effet de modèle et favorise la participation citoyenne des jeunes filles.**

Recommandations

Pour une réforme efficace et durable, nous formulons les recommandations suivantes :

103

- **Adopter une loi imposant un quota minimum de 35 % de femmes représentées au niveau local.**

Cette disposition doit être contraignante et contrôlée par la CENA avant validation des listes.

- Garantir le positionnement des femmes à des rangs éligibles (égalité horizontale et verticale, alternance pour les têtes de liste, ou alternance pour les arrondissements).
- Renforcer les capacités des partis politiques à intégrer la dimension genre dans leurs mécanismes internes de désignation.
- Intégré dans les prérogatives de l'Institut National de la Femme, le suivi et la publication annuelle de données sur la représentativité.
- Renforcer l'éducation civique et politique des jeunes filles à travers les écoles et universités pour préparer la relève.

Conclusion

L'exclusion des femmes du pouvoir local n'est pas une simple question de chiffres : elle est le symptôme d'une démocratie inachevée. Tant que les femmes ne seront pas équitablement représentées dans les instances communales, la gouvernance locale restera partielle, et les politiques publiques risquent de reproduire les inégalités existantes. Le moment est venu de traduire les engagements en actes concrets. Une loi sur la représentativité des femmes au niveau communal constituerait un pas décisif vers une démocratie plus inclusive, participative et juste. Le Bénin, pionnier en matière d'institutions démocratiques en Afrique de l'Ouest, doit aujourd'hui montrer qu'il peut l'être aussi en matière d'égalité politique. WoPAs s'engage à accompagner les rédacteurs du texte, la CENA et les partis pour la mise en œuvre et l'évaluation.

Merci à Gorée Institute et à la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie pour avoir rendu possible ces travaux.

Références

Protocole de Maputo ratifié par le Bénin en 2005

Résolution 2025

République du Bénin, Code électoral, loi n°2019-43 du 15 novembre 2019.

Constitution de la République du Bénin, révisée en 2019.

Urgent Action Fund Africa, Rapport de plaidoyer VoLeFe – Subvention G2406-24,

Women and Power Association (WoPAs), Rapport d'avancement du projet VoLeFe, 2024-2025.

WoPAs, Pétition nationale pour une loi sur la représentativité des femmes au niveau communal, 2025.



Entre ambitions politiques et enjeux démocratiques : quelle trajectoire pour une transition démocratique crédible en Guinée ?

Sékou De Traoré (République de Guinée)

Résumé

Après le coup d'État du 5 septembre 2021, le CNRD a annoncé dix étapes pour restaurer l'ordre constitutionnel, dont une nouvelle Constitution et l'organisation des élections. Malgré des avancées comme le procès du 28 septembre 2009, la CRIEF, le référendum du 21 septembre 2025 et la préparation de la présidentielle du 28 décembre 2025, la majorité des réformes accusent des retards. La transition reste marquée par un déficit de dialogue inclusif, la restriction des libertés et des soupçons de manipulation liés à une candidature possible du Général Doumbouya, alimentant la méfiance et fragilisant la crédibilité du processus. Le document recommande transparence, respect des libertés et vigilance démocratique.

Faits saillants

Déroulement des 10 étapes du chronogramme de la transition;

Engagements initiaux : refondation de l'État, lutte contre la corruption, justice pour les crimes du passé;

Atteintes aux libertés fondamentales : interdiction de manifestations, fermeture de médias indépendants, arrestations arbitraires et exils forcés des voix discordantes;

Tensions et risques de verrouillage politiques : manque de dialogue inclusif, incertitudes sur la candidature de Mamadi Doumbouya; marginalisation des grands partis d'opposition et instrumentalisation des institutions de la transition.

Introduction

La Guinée a connu une succession de régimes autoritaires, d'expériences démocratiques inachevées et de transitions militaires depuis son indépendance en 1958. Le coup d'État du 5 septembre 2021, survenu dans un contexte de contestation du troisième mandat d'Alpha Condé, a été accueilli avec enthousiasme par une population avide de changement. Le CNRD, sous le leadership du général Mamadi Doumbouya, avait alors promis une rupture avec les habitudes du passé. Les premières mesures semblaient confirmer cette orientation. Toutefois, quatre ans après, le bilan est contrasté. Si certains acquis sont indéniables, la tendance générale est marquée par un durcissement du régime, une visibilité plus ou moins éclairée sur le calendrier électoral et une marginalisation des forces politiques et sociales. Cette note politique cherche à répondre à la question centrale : la Guinée est-elle en transition vers une véritable démocratie, ou assiste-t-on à une reconversion silencieuse du pouvoir militaire en régime civil ?

Méthodologie de travail

107

Pour la rédaction de ce policy brief, nous avons adopté une méthodologie mixte, combinant à la fois une approche thématique distinguant les acquis ou réformes du CNRD (justice, lutte anticorruption, réformes institutionnelles) et les dérives (violations des droits humains, verrouillage de l'espace civique, incertitudes électorales). Cette démarche a permis d'apporter un regard équilibré et critique sur la transition politique en Guinée, en identifiant aussi bien les acquis que les dérives observées. En complément de ces sources et analyses, nous avons mené des entretiens semi-directifs avec des acteurs de la société civile guinéenne. Ces entretiens, étant limités dans leur nombre, ont apporté des éclairages précieux sur les perceptions locales de la transition, les attentes des citoyens et les inquiétudes quant à la crédibilité des échéances électorales de 2025. Ainsi structurée, cette méthodologie offre une base solide pour dégager une lecture équilibrée de la transition guinéenne, en mettant en évidence les avancées enregistrées mais aussi les reculs préoccupants qui compromettent la légitimité et la durabilité du processus en cours.

Résultats

- **Une mise en œuvre partielle du chronogramme de la transition**

Le suivi du chronogramme de la transition guinéenne révèle une avancée inégale des dix étapes prévues par le CNRD. Si l'élaboration de la nouvelle Constitution et l'organisation du référendum du 21 septembre 2025 marquent des progrès notables, la majorité des autres étapes notamment le recensement général, les élections locales et législatives accusent des retards significatifs. Ces lenteurs traduisent des contraintes institutionnelles, financières et un manque de coordination entre les acteurs impliqués. La préparation de la présidentielle du 28 décembre 2025 constitue désormais la priorité, mais sa réussite dépendra de la finalisation des étapes techniques préalables et du rétablissement de la confiance politique.

- **Ambitions politiques controversées du CNRD**

Les ambitions politiques du CNRD suscitent des controverses. Malgré l'adoption d'une nouvelle Constitution en juin 2025, approuvée par 89,38 % des votants lors du référendum du 21 septembre, le climat politique demeure marqué par la méfiance, surtout face à une possible candidature du Général Mamadi Doumbouya, perçue par certains comme une stratégie pour prolonger le pouvoir militaire sous une forme civile. Cette situation renforce l'idée d'une transition instrumentalisée, et la présidentielle du 28 décembre 2025 constitue un moment décisif, pouvant soit sceller la fin de la transition, soit confirmer une continuité déguisée du régime militaire. Selon un leaders de la société civile, «il y a un flou autour de la possible candidature du Gal. Doumbouya. Ce flou est entretenu par le Président lui-même à travers son mutisme et le nouveau code électoral qui pose des conditions de parrainage pour une candidature indépendante au solde des membres du CNRD».

- **De la promesse de refondation à la tentation des pratiques autoritaires**

À son arrivée au pouvoir le 5 septembre 2021, le CNRD a justifié en promettant de restaurer la confiance, moraliser la gouvernance, renforcer la justice et refonder la démocratie, à travers une transition de deux ans articulée autour de dix étapes clés. Au fil de la prolongation de la transition, les promesses de refondation se sont confrontées à une réalité politique différente. Si des réformes ont été mises en œuvre, comme l'adoption d'une nouvelle Constitution par référendum le 21

septembre 2025, la modernisation de l'état civil et de la gouvernance locale, elles ont été rapidement éclipsées par une concentration croissante du pouvoir et la restriction des libertés publiques. La refondation, au lieu de renforcer la démocratie participative et le pluralisme, s'est transformée en un processus autoritaire, affaiblissant les contre-pouvoirs au profit d'un exécutif omniprésent. Entretenu sur la situation, un acteur de la société confie ceci « la stratégie adoptée pour le CNRD est de faire taire toutes les voix discordantes. Nous reconnaissons qu'il y a eu des améliorations au niveau infrastructurel et institutionnel mais les violations de droits humains sont flagrantes. Nous faisons face à une justice de deux poids deux mesures,...».

Conclusion

La Guinée est à un tournant décisif de son histoire politique. Les acquis de la transition risquent d'être compromis par des pratiques autoritaires et un déficit de dialogue inclusif. Le pays fait face à une dichotomie profonde : entre une volonté affichée de refondation et une réalité marquée par le verrouillage du processus politique. La réalisation effective des dix étapes du chronogramme de la transition est déterminante pour juger de la sincérité et de la crédibilité de cette transition. Sans transparence, inclusion et respect des droits humains, la transition pourrait déboucher non pas sur une démocratie durable, mais sur une légitimation d'un pouvoir militaro-civil.

109

Recommandations:

Pour le CNRD

- Respecter les engagements de départ en mettant en place un comité de suivi pour évaluer les avancées tout en produisant des rapports trimestriels afin d'informer l'opinion nationale et internationale;
- Assurer la protection effective de la liberté de la presse et d'expression en levant les suspensions de médias, en garantissant la sécurité juridique des journalistes et la protection contre les intimidations, et en soutenant la formation éthique des professionnels des médias;
- Contribuer à promouvoir le dialogue politique et l'inclusion citoyenne en relançant un cadre national de concertation réunissant partis politiques, société civile, syndicats et autorités, en créant une plateforme numérique pour signaler

anonymement les atteintes aux droits fondamentaux;

- Garantir l'indépendance et l'impartialité réelle de la direction générale des élections (DGE) et des organes électoraux en vue de l'organisation des élections crédibles, libres et transparentes;

Pour les partis politiques

- Les partis politiques doivent participer activement et de manière constructive aux cadres de dialogue tout en promouvant une culture démocratique et civique auprès de leurs militants.

Pour la société civile

- La société civile doit renforcer la veille citoyenne et la documentation des violations des droits humains, jouer un rôle de médiation entre les institutions et la population, tout en sensibilisant les citoyens aux enjeux de la transition;

Pour les médias

- Les médias doivent assurer une couverture responsable, équilibrée et indépendante, lutter contre les fake news en promouvant un journalisme éthique, et contribuer à l'apaisement des tensions sociales et politiques par des émissions constructives.

110

Sources consultées

- Témoignages et communiqués d'OSC et de médias indépendants guinéens;
- [discours-de-prise-du-pouvoir-du-cnrd-2.pdf](#)
- <https://africa24tv.com/guinee-le-cnrd-presente-le-bilan-socio-economique-et-politique-de-la-transition-apres-3-ans>

Remerciements

Ce policy brief s'appuie sur l'analyse du document de référence, les débats politiques, les travaux de la société civile et divers rapports internationaux. Il bénéficie de l'appui essentiel du programme AGORA, ainsi que de la collaboration du Gorée Institute et de la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie. Une mention particulière est faite aux acteurs locaux pour leur engagement courageux en faveur d'une transition démocratique inclusive et crédible en Guinée, malgré un contexte difficile.



La gouvernance locale à l'épreuve de la double marginalisation des jeunes femmes au Burkina Faso

Faouziath Yangane (Burkina Faso)

Résumé

Au Burkina Faso, les espaces de gouvernance locale sont présentés comme des cadres participatifs ouverts aux citoyennes et citoyens. Pourtant, les jeunes femmes y demeurent largement sous-représentées et marginalisées. Être jeune constitue déjà un frein à l'accès au pouvoir, dans un système dominé par les aînés. Être femme expose à des normes sociales patriarcales qui réduisent la légitimité politique. Cumulées, ces deux réalités créent une « double peine » qui limite la voix et l'influence des jeunes femmes dans la décision publique locale.

Faits saillants

112

- Les mécanismes de gouvernance locale valorisent l'expérience et l'âge, excluant de fait les jeunes.
- Les normes sociales et politiques continuent de considérer la femme comme soutien et non comme actrice décisionnaire.
- Les jeunes femmes présentes dans les structures locales sont souvent cantonnées à des rôles symboliques ou de soutien.
- L'absence de moyens, de formation et de réseaux limite leur pouvoir d'influence réel.
- Des mesures ciblées et réalistes peuvent renforcer leur participation et leur légitimité dans les instances locales.

Données clés

- Proportion de sièges locaux occupés par des femmes au Burkina Faso : ~12,7 % (source: International IDEA, 2023).
- Jeunesse de la population : médiane d'âge ≈ 17 ans ; plus de 60 % de la

population a moins de 25 ans (source : Banque mondiale, Profil démographique Burkina Faso, 2023).

- Perception des jeunes dans la gouvernance : les jeunes représentent plus de la moitié des personnes en situation de besoin et se déclarent insuffisamment entendus (source : Ground Truth Solutions, Rapport perception jeunesse, 2023).
- Comparaison régionale de la représentation féminine locale : moyenne africaine 20–25% de femmes dans les conseils locaux, Burkina Faso en dessous (source : ONU Femmes Afrique de l’Ouest, 2022).
- Faible participation des jeunes femmes : constat récurrent dans les rapports d’évaluation de
- la gouvernance locale (source : Interpeace et MATD, Rapport gouvernance locale, 2023).

Introduction

113

La gouvernance locale est présentée comme un levier essentiel de participation citoyenne et de démocratie de proximité. Au Burkina Faso, plusieurs cadres existent : conseils villageois de développement, conseils municipaux, comités de dialogue, espaces de concertation. Mais derrière les discours sur l’inclusion, une réalité persiste : l’accès au pouvoir demeure hiérarchisé selon le genre et l’âge. Tandis que des efforts sont faits pour intégrer les femmes, les jeunes restent peu représentés. Et lorsque l’on observe la catégorie spécifique des jeunes femmes, elles apparaissent comme les grandes oubliées des processus décisionnels.

Méthode

Cette note s’appuie sur une analyse qualitative de documents de politiques publiques locales, de rapports d’ONG intervenant sur la gouvernance participative ainsi que de témoignages recueillis lors d’ateliers communautaires organisés dans des communes rurales et urbaines du Burkina Faso. Elle croise également les constats issus de programmes de renforcement de leadership des jeunes et des femmes, notamment ceux soutenus par des organisations de la société civile. L’objectif n’est pas de produire une étude exhaustive, mais de mettre en évidence

des tendances et des blocages récurrents, afin de formuler des recommandations réalistes et applicables rapidement par les acteurs locaux.

Résultats

✓ Une gouvernance locale dominée par les aînés

Dans les espaces communautaires décisionnels, la parole revient prioritairement aux personnes perçues comme « leaders naturels », souvent des hommes plus âgés. La légitimité est associée à l'expérience, à l'ancienneté et aux liens avec les chefs traditionnels ou coutumiers. Les jeunes, même lorsqu'ils sont membres des structures, sont peu sollicités pour intervenir et encore moins pour décider. Leur parole est souvent réduite à une contribution consultative.

✓ Le genre comme barrière structurelle à la légitimité

Être femme en politique locale reste associé à une transgression implicite des rôles sociaux attendus. Les responsabilités communautaires sont perçues comme un prolongement du rôle maternel ou de soutien, rarement comme un espace d'autorité. Les femmes sont encouragées à « participer », mais peu à « diriger ». Lorsqu'elles prennent la parole, elles doivent redoubler de prudence et de justification, ce qui réduit leur capacité d'influence réelle.

✓ La double marginalisation des jeunes femmes

Les jeunes femmes font face à des stéréotypes croisés : trop jeunes pour comprendre les enjeux communautaires, et trop femmes pour prétendre à l'autorité. Même lorsqu'elles sont désignées dans des structures locales, leur présence sert souvent à remplir des quotas symboliques. Elles occupent des fonctions de secrétariat ou d'appui logistique, rarement des postes de décision stratégique. « *On m'a dit clairement : tu es jeune, tu dois observer d'abord. Et puis, en tant que femme, ce n'est pas à toi de parler avant les anciens* » (témoignage d'une jeune présidente d'association féminine, 2025).

« Quand je prends la parole, on me félicite pour mon courage, mais ensuite les décisions sont prises entre les hommes plus âgés » (jeune femme membre d'un cadre de concertation communal, 2025). Beaucoup témoignent du sentiment d'« être là, mais sans poids ».

✓ **Manque de ressources, de formation et de réseaux. Manque de ressources, de formation et de réseaux**

L'accès à la gouvernance locale nécessite du temps, des moyens financiers pour participer aux rencontres, et une capacité à comprendre les codes de l'administration locale. Or, les jeunes femmes cumulent souvent des charges domestiques et professionnelles, limitant leur disponibilité. Elles disposent de moins de réseaux d'influence et de mentors capables de les soutenir. Ce manque de capital social fragilise leur position au sein des instances.

✓ **Des initiatives émergentes mais encore limitées**

Des organisations de femmes et de jeunes commencent à structurer des plateformes locales de plaidoyer. Dans certaines communes, des programmes de leadership ont permis à de jeunes femmes de prendre la parole dans les cadres de concertation. Cependant, ces initiatives restent ponctuelles et peu relayées par les autorités locales. Sans ancrage institutionnel et sans mécanismes de suivi, les progrès demeurent fragiles.

115

Conclusion

L'inclusion des jeunes femmes dans la gouvernance locale ne peut plus se limiter à une présence symbolique. Reconnaître la réalité de la « double peine » est un premier pas pour repenser les mécanismes participatifs et créer des conditions favorables à une participation pleine et légitime. Renforcer leur leadership, adapter les cadres institutionnels et modifier le regard social sur leur rôle sont des conditions nécessaires pour une gouvernance locale réellement inclusive.

Recommandations pour l'action

- Mettre en place un quota spécifique pour les jeunes femmes (collectivités locales, d'ici 12 mois) : réserver au moins 15% des sièges des cadres de concertation aux femmes âgées de moins de 35 ans, avec un mécanisme de suivi par les services déconcentrés du MATD.
- Créer un fonds local d'appui à la participation citoyenne des jeunes femmes : financer le transport, la garde d'enfants et la formation des jeunes femmes participantes pour lever les barrières économiques.

- Instituer plus de programmes de mentorat intergénérationnel comme le Wolaf : associer des femmes leaders expérimentées à de jeunes femmes engagées afin de faciliter leur intégration dans les réseaux locaux de décision.
- Former en continu les responsables coutumiers et élus locaux aux enjeux de la participation inclusive : organiser des ateliers de sensibilisation destinés à déconstruire les stéréotypes qui limitent la prise de parole des jeunes femmes.
- Valoriser publiquement les initiatives portées par des jeunes : instaurer une journée communale de reconnaissance des initiatives féminines jeunes afin de renforcer leur légitimité sociale.
- Inclure un indicateur de participation réelle des jeunes femmes dans les textes de décentralisation : intégrer un outil de suivi permettant de mesurer la prise de parole, les responsabilités effectives et non seulement la présence symbolique.

Sources consultées ou recommandées

116

- Rapports d'évaluation des cadres de concertation locaux
- Études sur la participation politique des femmes (ONU Femmes, OIM, ONG locales)
- Documents de politique nationale sur la décentralisation et la participation citoyenne.

Remerciements

Nous remercions chaleureusement l'Institut Gorée, à travers son programme Agora Youth, qui nous a offert l'opportunité de rédiger cette note politique. Merci aux jeunes femmes leaders communautaires qui ont partagé leurs expériences et aux organisations locales engagées pour une gouvernance inclusive. Nous remercions également les chercheurs et les experts dont les travaux ont éclairé notre analyse.

Nous exprimons également notre gratitude à la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie, partenaire de l'Institut Gorée, qui nous a permis de suivre ce programme et de renforcer nos connaissances et compétences dans ce domaine.



Le pouvoir de la résilience communautaire pour une nouvelle gouvernance active et innovante au sahel

Zeinabou Walet MOHAMED ALI (Mali)

Résumé et fait saillants

Le Mali et l'ensemble du Sahel font face à une crise multidimensionnelle où les défis sécuritaires, les crises politiques et l'impact du changement climatique rendent les populations vulnérables, selon le PAM (Programme Alimentaire Mondiale), “plus de 38 millions menacées par la faim (en Afrique de l'Ouest et Centrale)”. La crise sécuritaire qu’a connu le Mali à partir de 2012 a des conséquences énormes. À cela s'ajoute l'insuffisance des services sociaux de base et les effets néfastes des changements climatiques, tels que la désertification et la sécheresse. Ces facteurs ont fragilisé les communautés, les rendant plus vulnérables et accessibles aux groupes armés et terroristes. Cette situation a provoqué un exode rural et des déplacements massifs de populations, ajoutant une couche de complexité aux défis de la région.

Le nombre de déplacés internes est toujours conséquent. Selon l’Organisation Internationale de la Migration OIM, “en fin mai 2024, plus de 330 000 personnes sont déplacées. En septembre 2024, ce chiffre atteignait près de 378 400 personnes, avant de dépasser les 402 000 en décembre 2024. Les femmes et les enfants représentent une part importante de la population déplacée, respectivement environ 58 % et 26 % selon les données d'avril-mai 2024.”

Dans ce contexte, les organisations de la société civile (OSC) se retrouvent en première ligne. Historiquement soutenues par l'aide au développement, elles sont confrontées à une nouvelle réalité : la diminution progressive des financements.

Selon le Rapport d’Impact de la Suspension de l’Aide Américaine sur l’Écosystème Malien d’Accountability Lab Mali, “entre 40 et 47 % de l’aide internationale totale, provient de L’aide américaine” Ce qui représentent un gap énorme à combler pour les différents acteurs tels que les organisations de la société civile, les ONG, les associations, les entreprises sociales entre autres, dont les activités étaient entièrement sinon partiellement soutenus par ces fonds.

Toujours selon ce rapport d'impact, "les organisations interrogées déclarent que plus de 90% de leur budget est affecté par cette réduction de fonds". Cette réduction de l'aide internationale pose un défi majeur pour les OSC, qui doivent désormais trouver de nouvelles manières de fonctionner, d'innover et de mobiliser les ressources locales.

Cette situation a également favorisé l'instabilité politique et entravé la cohésion sociale notamment dans certains pays comme: le Niger, le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal entre autres. Les populations dans certaines zones difficiles d'accès sont contraintes de trouver de nouvelles façon de renforcer leurs résiliences souvent avec des ressources limitées. Ces communautés doivent alors composer avec une insécurité grandissante (terrorisme) et un accès restreint aux services de santé, à l'éducation ou à l'eau potable. Cette précarité accrue met en péril leur survie et entrave tout développement social ou économique durable.

Méthodologie

- Cette note de politique se veut être une note d'information qui vise à informer les décideurs afin d'attirer leur attention sur la situation à laquelle sont confrontés les OSCs et les jeunes dans la consolidation de la gouvernance dans nos Etats.
- En partant d'un constat général nous faisons une analyse succincte des facteurs qui ont contribué à la vulnérabilité de la société civile face à leurs devoirs de participation citoyenne.
- Les résultats de ces recherches sont tirés de revues documentaires, de rapports et articles qui mettent en lumière des données qualitatives et quantitatives sur la situation dans le sahel afin de mieux informer l'opinion publique pour faciliter la prise de décision sur ces questions fondamentales dans la préservation de nos acquis démocratiques.

119

Résultats et analyses

Face à ces multiples contraintes, les organisations de la société civile se mobilisent. Elles développent des stratégies d'entraide et organisent de manière autonome l'accès à l'eau, à l'énergie ou à l'éducation. Bien que ces initiatives témoignent de leur résilience, elles révèlent également une situation où les populations sont

vulnérables sans l'appui structurel nécessaire pour leur bien-être à long terme. Ce constat est une menace pour le développement durable dans nos communautés.

C'est dans cette dynamique que leur rôle devient encore plus crucial. Elles doivent non seulement continuer à répondre aux besoins urgents des populations déplacées et des communautés affectées, mais aussi et surtout, jouer un rôle de catalyseur pour la bonne gouvernance. Elles sont le dernier rempart pour exiger la redevabilité, promouvoir la transparence et renforcer la participation citoyenne des jeunes devenant ainsi les architectes d'une résilience locale face au retrait des partenaires traditionnels.

Nous constatons, en effet, des changements majeurs dans le modèle de gouvernance des pays du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique subsaharienne, marqués par une forte instabilité politique et institutionnelle.

Des données récentes révèlent dans cet article "Afrique subsaharienne : la démocratie fragilisée" qu'une partie importante de la région bascule vers des "démocratures". Selon certaines analyses, 23 des 49 pays d'Afrique subsaharienne sont définis comme tels : des régimes qui maintiennent une façade démocratique tout en exerçant une pratique autoritaire du pouvoir.

Cette situation s'explique notamment par l'incapacité des pouvoirs en place à redistribuer équitablement les richesses. Un dysfonctionnement profond s'est installé entre les désirs et les besoins des populations et les réalités socio-économiques. Ce contexte est aggravé par les mauvaises pratiques des élites politiques, encouragées par un cercle vicieux de corruption, un manque criant de transparence et l'affaiblissement de l'État de droit au sein des institutions.

Selon l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de 2024, "la région Afrique subsaharienne avec le score moyen le plus bas de 33/100, 90 % des pays ayant des scores inférieurs à 50". Ces chiffres sont terriblement inquiétants pour l'avenir de nos institutions qui doivent être garantes des bonnes pratiques pour des modèles de gouvernance plus inclusifs et plus transparents.

Et si, au lieu de nous en tenir à ces modèles, nous nous penchions sur les initiatives endogènes ? Et si nous examinions les pratiques que les communautés locales mettent en place pour elles-mêmes ?

Aujourd'hui, nous sommes les témoins de la capacité des citoyens à se réinventer et à faire preuve de résilience face aux défis. Dans cette même résilience, ils cherchent d'autres moyens de construire ou de renforcer des systèmes qui fonctionnent. Les jeunes, en particulier, se distinguent par leurs actions innovantes et leur capacité à s'adapter de manière inconditionnelle.

- Aujourd'hui, dans les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad), les jeunes de moins de 30 ans représentent près de 65% de la population selon le Fonds d'urgence de l'UE pour l'Afrique. Ce poids démographique est sans aucun doute la principale source de résilience et de potentiel de changement dans nos pays.
- Selon Sahelink, dans certaines régions du Mali comme Kayes, Nioro du Sahel et Yélimané, des initiatives comme les Espaces Connectés, Civic Tech Lab ont été mises en place pour réduire l'inégalité d'accès au numérique et améliorer la participation citoyenne des populations locales y compris les femmes et les jeunes) via des outils numériques.
- D'autres formes d'engagement des jeunes dans la gouvernance locale se font voir notamment à travers des mouvements comme " Follow the Money" qui permet de faire le Suivi des Fonds Publics. Ce mouvement a mobilisé plusieurs jeunes dans plusieurs pays d'Afrique (dont le Sahel), témoignant ainsi de l'engagement citoyen à suivre l'utilisation des ressources financières publiques dans les secteurs clés comme l'éducation et la santé.
- En 2020, l'organisation Accountability Lab Mali a suivi la gestion des fonds COVID-19 à travers son projet Civic Action Teams une plateforme d'action civique. L'objectif principal était de promouvoir la redevabilité et la transparence dans l'utilisation de ces fonds, dans un contexte de désinformation et de débats sur leur gestion.
- Dans les cinq pays du G5 Sahel, des projets ont impulsé des dynamiques de dialogue entre jeunes et institutions. Le Fonds d'urgence de l'UE pour l'Afrique, affirme que 25 cadres locaux de dialogue et 5 cadres nationaux de dialogue ont été mis en place à travers ces cinq pays facilitant ainsi des dizaines de rencontres entre les jeunes et les autorités.

- A cela s'ajoute, des mécanismes de résolution des conflits dans le cadre de projets spécifiques. UN PBF rapporte que des initiatives menées par les jeunes ont directement contribué à la résolution de nombreux conflits au niveau local, y compris des conflits fonciers, et à la mise en place de structures de dialogue pérennes comme les Conseils Communaux de la Jeunesse, montrant que les jeunes sont des acteurs incontournables dans la consolidation de la paix.

Ces différents faits démontrent non seulement la volonté des jeunes à s'engager dans la gouvernance locale, mais aussi leur capacité à utiliser l'innovation (Civic Tech) et à construire des systèmes alternatifs face au dysfonctionnement des institutions traditionnelles.

Conclusion

Face à la crise multidimensionnelle qui frappe le Sahel caractérisée par l'instabilité politique, l'insécurité persistante et la diminution alarmante de l'aide au développement, un nouveau modèle de gouvernance participative n'est plus une option, mais une nécessité impérieuse.

122

Ce modèle exige une coopération structurelle et étroite entre les institutions étatiques et la société civile. L'enjeu central est de garantir l'implication pleine et entière des jeunes et des femmes dans le processus de prise de décision.

L'objectif étant de bâtir une gouvernance résolument transparente, où les dirigeants sont redevables, les institutions responsables, et les citoyens deviennent des acteurs actifs de la transformation démocratique. C'est à travers cette alliance citoyenne et institutionnelle que le Sahel pourra tracer la voie vers une stabilité durable et équitable.

Face à ces enjeux, la nouvelle génération a un rôle crucial à jouer. Il est de notre devoir de comprendre les défis de notre temps et de prendre nos responsabilités pour construire l'avenir.

Recommandations

1. Dans le contexte actuel où les ressources sont limitées et face à la nécessité de renforcer la redevabilité et la participation citoyenne au Sahel, il est impératif que l'État s'engage à institutionnaliser le soutien financier aux organisations de

la société civile (OSC). Nous recommandons l'inscription explicite, dans la loi de finances (budget national), d'une ligne budgétaire dédiée et pérenne spécifiquement destinée au cofinancement des activités des OSC.

2. Compte tenu du poids démographique de la jeunesse au, il est impératif de l'impliquer dans l'élaboration des politiques publiques sur la gouvernance, les réformes éducatives et une bonne collaboration entre les institutions chargées des questions de jeunesse et les oscs dirigées par les jeunes et impliquées dans les questions de jeunesse. Sans oublier d'analyser l'apport et la participation de la jeunesse dans l'agenda Youth, Peace and Security.
3. Pour renforcer la transparence et la redevabilité, Il me semble également crucial de promouvoir une gouvernance civique par la technologie ou les institutions utilisent les Civic Techs pour communiquer avec les citoyens, pour publier les rapports, pour créer des sondages, mais surtout pour rendre l'information et les données accessible afin d'encourager une gouvernance inclusive et transparente, et, la reddition des comptes.
4. Institutionnaliser la collaboration entre l'État et les Organisations de la Société Civile (OSC), notamment celles en lien direct avec les communautés, pour garantir un travail de veille et de promotion des bonnes pratiques. Renforcer l'engagement civique des jeunes et des femmes est essentiel pour transformer les pratiques de gouvernance. Cela doit se traduire par leur intégration active et dès la base dans les processus de décision, afin qu'ils deviennent des modèles inspirants pour une citoyenneté plus transparente et redevable.
5. Renforcer l'éducation aux médias des jeunes activistes car aujourd'hui 84,7% des jeunes utilisent les réseaux sociaux, et la majeure partie des populations consomme les informations sur les réseaux sociaux, c'est donc un bon espace pour éduquer la jeunesse, et promouvoir le bon comportement en inculquant les bonnes valeurs civiques et morales par le biais d'initiatives technologiques.

123

Je reste convaincue d'une chose, c'est grâce à des jeunes engagés et dynamiques, animés par l'envie de changement, que l'Afrique construira des nations fortes et prospères.



L'éducation à la citoyenneté comme levier d'engagement des femmes et des jeunes en Afrique de l'Ouest

Séphora Sanou (Burkina Faso)

Résumé

L'éducation à la citoyenneté est un levier essentiel pour renforcer l'engagement des femmes et des jeunes dans la vie publique et le développement communautaire. En leur fournissant des connaissances sur les droits, responsabilités et mécanismes participatifs, elle favorise l'égalité, la prise de décision éclairée et la participation active. Cette note examine les obstacles, les pratiques efficaces et les bénéfices observés dans divers contextes, en mettant l'accent sur les expériences locales et régionales. Elle propose des recommandations concrètes pour les décideurs, les institutions éducatives et les organisations de la société civile afin de créer un environnement inclusif et propice à l'autonomisation citoyenne.

125

Faits saillants

- L'éducation à la citoyenneté augmente l'engagement des jeunes et des femmes dans les affaires publiques.
- Elle contribue à la réduction des inégalités sociales et de genre.
- Les programmes participatifs favorisent l'esprit critique et la responsabilité civique.
- Les obstacles incluent le manque d'accès à l'éducation et les normes sociales restrictives.
- Des actions ciblées et coordonnées entre écoles, communautés et institutions publiques maximisent l'impact.

Introduction

L'engagement citoyen est un élément clé du développement durable et de la cohésion sociale. Cependant, dans de nombreux contextes, les femmes et les jeunes restent largement sous-représentés dans la prise de décision politique, sociale et économique.

L'éducation à la citoyenneté offre un outil puissant pour combler cette lacune. Elle ne se limite pas à transmettre des connaissances sur les droits et devoirs, mais développe également l'esprit critique, la capacité à dialoguer et la participation active dans la communauté.

En Afrique de l'Ouest, où les inégalités de genre et l'exclusion des jeunes demeurent importantes, renforcer cette éducation permet de promouvoir l'inclusion et de catalyser des changements durables dans les pratiques sociales et politiques.

Méthodologie

Cette note repose sur une revue ciblée de la littérature académique et grise, incluant des rapports d'ONG et des études de cas régionales sur l'éducation à la citoyenneté et l'engagement citoyen des femmes et des jeunes.

Des entretiens semi-structurés et des questionnaires ont été utilisés pour recueillir les perspectives de jeunes, de femmes, d'enseignants et de leaders communautaires. L'analyse combine des méthodes qualitatives et quantitatives pour synthétiser les résultats et identifier les facteurs de succès, obstacles persistants et bonnes pratiques transférables.

Résultats

Accès et participation : Les programmes d'éducation à la citoyenneté augmentent la participation des jeunes et des femmes aux initiatives communautaires et aux processus décisionnels. Les participants développent une meilleure compréhension de leurs droits et s'impliquent davantage dans les projets locaux, associations et forums de consultation publique.

Développement de compétences civiques et sociales : Ces programmes favorisent l'acquisition de compétences telles que le leadership, la résolution pacifique des

conflits, le dialogue constructif et l'esprit critique. Les activités participatives comme les jeux de rôle, débats et simulations de conseil municipal renforcent la confiance en soi et la capacité à s'engager de manière responsable.

Réduction des inégalités et empowerment : L'inclusion des filles et des jeunes femmes contribue à réduire les inégalités de genre. Elles poursuivent plus facilement leurs études, retardent le mariage et adoptent des pratiques de santé et d'éducation éclairées. Ces impacts dépassent l'individu pour renforcer la cohésion sociale.

Obstacles rencontrés

- Accès limité à l'éducation ou aux programmes extra-scolaires pour certaines filles et jeunes femmes.
- Normes sociales restrictives et stéréotypes de genre limitant la participation.
- Manque de formation et de soutien pour les enseignants et animateurs.
- Faible coordination entre institutions éducatives, collectivités locales et organisations de la société civile.

Facteurs de succès

- Implication des communautés et leaders locaux.
- Programmes adaptés au contexte culturel et social.
- Suivi et évaluation réguliers pour ajuster les activités.
- Collaboration entre écoles, ONG et autorités locales pour assurer la durabilité.

127



Conclusion

L'éducation à la citoyenneté est un levier puissant pour renforcer l'engagement des femmes et des jeunes et favoriser un avenir inclusif. Pour maximiser les résultats, il est crucial d'identifier et de surmonter les obstacles liés à l'accès, aux normes sociales et aux ressources éducatives. L'action concertée des écoles, familles, communautés et décideurs politiques est indispensable pour transformer ces opportunités en impacts durables.

Recommandations

- Décideurs et institutions éducatives : intégrer l'éducation à la citoyenneté dans les curricula scolaires et fournir des formations continues aux enseignants.
- ONG et organisations communautaires : mettre en place des programmes extra-scolaires participatifs et inclusifs pour les jeunes et les femmes.
- Leaders communautaires et parents : encourager et soutenir la participation

active des filles et des jeunes dans les initiatives locales.

- Coordination et suivi : créer des plateformes de suivi et d'évaluation pour mesurer les progrès et ajuster les programmes.
- Calendrier réaliste : lancer des initiatives pilotes sur 12 à 18 mois, puis étendre progressivement à d'autres communautés.

Sources consultées

- UNESCO, Global Citizenship Education : Topics and Learning Objectives, 2015
- UNFPA, State of the World Population 2022 : Seeing the Unseen, 2022.
- Plan International, Girls' Education and Citizenship Engagement in West Africa, 2021.
- République du Burkina Faso, Ministère de l'Éducation Nationale, Rapport sur la participation des jeunes et des femmes, 2020.
- Observatoire Régional de l'Éducation à la Citoyenneté, Afrique de l'Ouest, Pratiques et Impact, 2019.

Remerciements

Nous remercions chaleureusement le Gorée Institut, à travers son programme Agora Youth, pour le soutien à la rédaction de cette note politique, ainsi que les jeunes, femmes, enseignants, leaders communautaires et partenaires d'ONG qui ont partagé leurs expériences et perspectives. Nous remercions également les chercheurs et les experts dont les travaux ont éclairé notre analyse. Leur engagement et leur collaboration ont été essentiels pour fournir des recommandations réalistes et adaptées aux besoins de nos communautés.



TALIBE
Y SI REW MI
LAN NOU ROOK

LA GREVE
DES ELEVES

DEMONSTRATION
EN AFRIQUE

PENSEZ
A L'EDUCATION

BAISSE DES
DENREES

ND JUSTICE
4 DEUX VIES

ON RECLAME
NOS SALAIRES

JOUE LA PRESSE

L'art comme outil de promotion patriotique et levier de la démocratie

Arcy Brunilda Epalle (Cameroun)

Résumé

Depuis les années 60 et 70, précisément pendant les mouvements de protestation, les artistes utilisent leur créativité pour dénoncer les injustices et défendre les droits humains. Cette forme d'activisme à travers l'art a créé un mouvement appelé l'Artivisme, qui se réfère à utilisation de l'art pour stimuler le changement social. A travers les disciplines telles que le Street art, les performances, les installations artistiques interactives et plusieurs autres disciplines, artistes activistes (Artivistes) à travers le Monde, ont contribué à sensibiliser des publics cibles sur des problèmes cruciaux, à mobiliser des communautés pour faire pression sur des décideurs politiques et à influencer positivement les mœurs sociales. L'art à travers l'artivisme constitue un véritable amplificateur dans la défense des causes sociales. Le présent article a donc pour but d'informer sur les bienfaits de l'Artivisme dans la société et de sensibiliser sur l'importance de multiplier les collaborations entre artistes activistes (Artivistes) et Organismes de la Société civile.

A retenir

Artistes activistes (Artivistes) contribuent dans la défense des causes sociales. Les artivistes apportent leur créativité artistique et leur sensibilité pour donner vie aux réalités sociales pour lesquelles militent la Société civile. L'art peut davantage contribuer au changement social si des synergies durables se construisent entre artivistes, société civile et Etats.

Faits saillants

- L'Art a renforcé la mémoire collective en Afrique à travers divers événements artistiques tels que le Festival mondial des arts nègres (1966), qui a célébré l'identité africaine et lors de la production d'œuvres contemporaines pour la reconstruction des récits déformés par la colonisation
- Le vivre-ensemble est valorisé et promu à travers l'Art, par l'usage des langues

et des savoirs-faire. Des événements tels que la Biennale de Dakar rassemble des artistes, un public local varié et un public de diverses nationalités, promouvant ainsi le vivre-ensemble

- L'Art entretient la réflexion critique et crée des espaces de dialogue pour contribuer au fonctionnement dynamique de la démocratie à travers le théâtre engagé, le théâtre-forum et les scènes de Slam
- Les travaux des photographes comme Malick Sidibé ont contribué à la construction d'une nouvelle identité africaine après les indépendances. Par ses images, il renforce le sentiment de fierté culturelle collective
- Les institutions culturelles et les monuments représentent des forums civiques qui influencent aussi sur le niveau d'engagement des citoyens concernant les questions sociales et politiques

Introduction

L'art a à travers l'artivisme, depuis des années, été un important vecteur de changement social dans le monde. Dans un MOOC (Massive Open Online Course) intitulé « Imagine 2050 », disponible sur la plateforme numérique du Campus AFD (Agence Française pour le Développement) ; les professionnels des Industries Culturelles et Créatives (ICC) parmi lesquels les artistes, sont interpellés à œuvrer, à créer, et à innover avec conscience pour la production des récits de société afin de faire de la Terre une « Planet Way of Life », une planète durable et dont l'histoire est préservée générations après générations. [Une interpellation qui trouve tout son sens, car](#) l'art contribue à la production des récits de société à travers les pièces de théâtre, les livres, les fresques, les productions musicales, les créations plastiques.

L'art à travers l'artivisme est non seulement un levier de changement social, mais aussi un outil important dans la production des récits de société. Car l'artiviste utilise son art comme un moyen d'expression et d'engagement social. A travers notre analyse, nous verrons comment l'art à travers l'artivisme, contribue à promouvoir le patriotisme et la démocratie. En outre, nous sensibiliserons sur l'impact considérable que peuvent générer la multiplication des collaborations entre artistes activistes (Artivistes) et Organismes de la Société civile.

Méthodologie

La collecte des données qualitatives a été faite avec deux méthodes à savoir : les échanges avec un groupe de discussions et la recherche documentaire. Le groupe de discussions était formé d'artistes activistes et de quelques acteurs de la société civile. Les profils mobilisés étaient des ressortissants de plusieurs nationalités (Cameroun, Congo Kinshasa, Ghana, Sénégal) et des adeptes de plusieurs disciplines : Artiste plasticien, Body art artist, architecte, slameurs et slameuses activistes, jeunes leaders d'association. Les échanges avaient pour but de mener des réflexions et présenter des points de recommandations pour que l'art puisse davantage contribuer au patriotisme et à la démocratie. La recherche documentaire a enrichi les faits saillants et les réflexions.

Les éléments suivants nous renseignent sur les résultats des méthodes utilisées.

Résultats

132

- **Le sentiment d'appartenance, l'identité et la fierté nationale dans les pays s'entretiennent à travers l'art**

L'Art est un outil de promotion patriotique. Il renforce le patriotisme par la mise en valeur de la diversité culturelle des pays ; diversité culturelle qui regroupe les langues, les traditions, les symboles communautaires.

L'art agit comme un ciment du collectif à travers l'exploitation commune des symboles nationaux tels que les drapeaux nationaux, les motifs traditionnels, les figures emblématiques. Par ailleurs, l'Art contribue au patriotisme économique à travers l'économie créative. Ces éléments parmi tant d'autres évoquent un sentiment de fierté collective qui transcende les diversités ethniques. L'art joue donc un rôle important dans la pérennisation des valeurs patriotiques et dans le fondement des civilisations.

- **L'Art contribue à la liberté d'expression et à la démocratisation du débat par la participation des voix marginalisées**

L'art offre des moyens uniques de communication qui dépassent les limites de la parole et de l'écrit. A travers le street art, la musique de protestation, le slam engagé, le théâtre-communautaire ou la photographie documentaire ; l'art innove au-delà

des méthodes médiatiques conventionnelles et atteint directement un large public pour transmettre des messages. Les théâtres-forums et les installations artistiques publiques permettent de stimuler à leur manière le dialogue et la réflexion critique pour accroître la participation citoyenne et la démocratie.

Ces arguments reposent sur des exemples comme les travaux des chorégraphes comme Alvin Ailey qui créent des œuvres puissantes, qui célèbrent la culture afro-américaine et abordent des thèmes comme le racisme. Des pièces de théâtre engagé, comme celles d'Augusto Boal, explorent les problèmes sociaux à travers le "théâtre de l'opprimé". A travers le cinéma documentaire, des réalisateurs comme Frederick Wiseman plongent dans les institutions sociales.

- **L'Art est un outil de promotion des luttes citoyennes, de cohésion sociale, et de stabilité nationale**

L'Art catalyse la conscientisation, la mobilisation et la dénonciation, car il met en lumière les injustices, les abus de pouvoir ou les problèmes sociaux que les médias traditionnels pourraient ignorer ou que le pouvoir chercherait à masquer. A travers les fresques murales et plusieurs autres genres artistiques, les artistes peuvent susciter une prise de conscience rapide chez les citoyens concernant des problèmes ou défis liés à la cohésion sociale. L'expression artistique offre un canal pour exprimer les tensions sociales sans recourir à la violence physique.

133

D'autre part, dans les sociétés post-conflit, les projets artistiques et culturels sont des outils puissants pour faciliter la réconciliation et rétablir la confiance entre les communautés divisées afin de promouvoir la stabilité communautaire. Ces projets artistiques peuvent être des commémorations art-thérapie, projets de création collaborative, construction de monuments, constructions de stèles.

Conclusion

Au terme de cette analyse qui visait à monter les bienfaits de l'Art dans la promotion du patriotisme et de la démocratie, il en ressort que l'Art est bien plus qu'une expression esthétique, il est un outil important pour la vie civique. Car, d'une part il joue un rôle de promoteur du patriotisme à travers la célébration de la mémoire collective, et la valorisation de l'identité nationale à travers les symboles nationaux et la diversité culturelle. D'autre part, il contribue à la promotion de la démocratie en favorisant le dialogue, la réflexion, la conscientisation et la

mobilisation communautaire et citoyenne concernant des défis liés à la cohésion sociale. Au-delà des méthodes traditionnelles de mobilisation que nous proposons les médias, l'Art est une force efficace qui permet de peindre sans complaisance, ni condescendance les dessous et sujets marginalisés de la société. La multiplication des collaborations entre artistes activistes (Artivistes) et les Organismes de la société civile pourrait donc énormément contribuer au bien-être social durable.

Recommandations pour l'action

1. Mise en place des politiques publiques dans les pays, qui visent à développer le domaine des arts et qui incitent à une plus grande mobilisation citoyenne autour des créations et activités artistiques

2. Faire des Artistes activistes, des ambassadeurs auprès des Organismes de la Société civile dans le processus de défense des causes sociales

- Les Artistes activistes comme des Promoteurs de mobilisation sociale et d'engagement citoyen
- Les Artistes activistes comme des Voix pour amplifier la revendication des droits
- Les Artistes activistes comme dénonciateurs des injustices sociales pour la promotion de la cohésion sociale et de la paix

1. Stimuler et accroître les collaborations entre artistes et Organismes de la Société Civile (OSCs) par :

- La mise sur pied des Concours d'Art pour le bien-être social
- La fusion des énergies et l'intelligence collective pour la production continue des récits de société et la construction des villes
- La création d'ouvrages d'art urbains comme des repères de mémoire culturelle et comme promoteurs de l'identité culturelle

1. Structurer davantage des collaborations entre Biologistes et Artistes de mode pour la production des textiles durables, afin qu'ils contribuent à la sûreté des environnements pour une pratique durable de la démocratie

- La création d'un Fond d'investissement par chaque Etat africain pour le développement des Industries Culturelles et Créatives en Afrique, afin que l'Art à travers l'Economie Créative puisse davantage être un levier économique pour la démocratie.

Sources consultées et recommandées :

- Groupe de discussion en ligne
- Mooc sur les Industries culturelles et créatives : <https://campus.groupe-afd.fr/formation/mooc-imagine-2050>.
- www.surafrica.org (Recherches documentaires sur l'impact de l'art dans la promotion du dialogue)
- www.pressbooks.pub (Recherches documentaires sur l'art et la réflexion critique)
- Art, participation et démocratie - OpenEdition Journals <https://journals.openedition.org/lectures/12190>
- L'objectif démocratique des politiques d'éducation artistique et culturelle au prisme de l'histoire : une continuité de surface ? - OpenEdition Journals <https://journals.openedition.org/mimmoc/11571>
- [ARTICLE] - La place de l'art dans les luttes citoyennes pour la démocratie <https://agir-ensemble-droits-humains.org/fr/article-la-place-de-de-lart-dans-les-luttes-citoyennes-pour-la-democratie/>
- Arts et démocratie 3/4 - Culture.lu <https://culture.lu/blog/articles/culture-science-histoire/arts-et-democratie-34>
- Art, politisation et action publique | Cairn.info <https://shs.cairn.info/revue-societes-et-representations-2001-1-page-167?lang=fr>
- Art, participation et démocratie - Ligue des droits de l'Homme <https://www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2017/10/HL179-Dossier-7.-Art-participation-et-d%C3%A9mocratie.pdf>
- Le rôle de l'artiste dans la société démocratique - Archipel UQAM <https://archipel.uqam.ca/3821/1/M11646.pdf>

Remerciements :

- Au Gorée Institute et à la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie pour le Programme AGORA YOUTH
- A tous les formateurs et experts du Programme AGORA YOUTH
- A Monsieur Albert LAMINE DIATTA, Chargé du Programme AGORA YOUTH
- Au Professeur PAPA FARA DIALLO pour la supervision de la rédaction des notes politiques

PALAIS DE JUSTICE DE DAKAR



Rétrécissement de l'espace civique au Sénégal : Pour une refondation de la participation citoyenne

Mademba Gaye (Sénégal)

Résumé exécutif

Depuis 2021, l'espace civique sénégalais s'est considérablement restreint sous l'effet de la répression politique, de la censure numérique et de la fragilisation du secteur médiatique. Entre 2021 et 2024, au moins 65 personnes ont perdu la vie lors des violences politiques, plus de 1000 opposants ont été arrêtés, et plus de 60 journalistes ont été agressés ou emprisonnés. Malgré l'alternance démocratique de 2024, les libertés publiques demeurent fragiles. Cette note propose des orientations concrètes pour refonder une participation citoyenne inclusive, fondée sur la justice, la transparence institutionnelle et une gouvernance numérique responsable.

Faits saillants / À retenir

137

- 65 morts et plus de 1000 arrestations entre 2021 et 2024, selon Amnesty International et Human Rights Watch.
- Répression des médias : plus de 60 journalistes arrêtés ou agressés RSF.
- Baisse du soutien démocratique : la satisfaction envers la démocratie est passée de 64 % à 48 % entre 2014 et 2022 Afro baromètre.
- Internet utilisé comme outil de censure : coupures répétées lors des mobilisations.
- Urgence d'une refondation civique : réconciliation entre justice, mémoire et participation citoyenne effective.

Introduction

Longtemps considéré comme un modèle de stabilité démocratique en Afrique de l'Ouest, le Sénégal traverse depuis 2021 une phase de rétrécissement sans précédent de son espace civique. Les vagues de contestations, la répression violente des manifestations et les coupures d'internet ont profondément érodé la confiance entre citoyens et institutions. Si l'élection de Bassirou Diomaye Faye en 2024 a marqué une rupture symbolique avec l'ancien régime, les attentes restent immenses. Les libertés fondamentales demeurent fragiles, les médias précarisés, et le système judiciaire peine à incarner un véritable État de droit. Cette note interroge : **comment restaurer une participation citoyenne réelle dans un environnement où la parole publique reste sous pression** ? Elle propose des pistes pragmatiques pour une réouverture démocratique durable, fondée sur la justice, la responsabilité et la résilience institutionnelle.

Méthode

138

Cette note repose sur une triangulation de sources issues de la recherche empirique, de rapports d'organisations internationales et d'observations de terrain. Les principaux documents analysés comprennent :

- Les rapports d'Amnesty International (2024), Human Rights Watch (2024) et Reporters sans Frontières (2024) sur les violations des droits civils et la liberté de la presse au Sénégal ;
- Les données d'Afro baromètre (2022) sur la perception citoyenne de la démocratie ;
- Les classements de Freedom House et du CIVICUS Monitor sur l'état des libertés publiques.

Ces données ont été croisées avec des entretiens exploratoires menés auprès de journalistes, de membres d'OSC et de chercheurs en gouvernance démocratique (2023–2024). L'objectif est de fournir une analyse synthétique, contextualisée et opérationnelle des dynamiques de fermeture de l'espace civique, tout en formulant des recommandations réalistes et applicables à court et moyen terme.

Résultats et analyse

1. La violence politique et la fragilisation du contrat social

Entre février 2021 et février 2024, Amnesty International estime à 65 le nombre de personnes tuées lors des affrontements liés aux crises politiques. Human Rights Watch fait état de plus de 1000 arrestations de militants, journalistes et dirigeants de l'opposition. Ces violences traduisent une sécurisation autoritaire de la contestation : l'État a souvent privilégié la stabilité à court terme au détriment des libertés publiques. Les arrestations préventives et l'usage disproportionné de la force sapent la légitimité des institutions de sécurité et alimentent un climat de peur. L'absence d'enquêtes indépendantes et de réparations crédibles renforce la défiance populaire. La mémoire des victimes reste un point aveugle du processus de réconciliation nationale.

2. La censure numérique et la vulnérabilité informationnelle

Les coupures d'internet, notamment en 2021, 2023 et 2024, ont été utilisées comme instrument de contrôle social. Ces restrictions, non encadrées par la loi, ont compromis la transparence de l'information et entravé la mobilisation citoyenne pacifique. Elles nourrissent un écosystème de désinformation et accentuent la fracture entre citoyens et autorités. Dans une société où les réseaux sociaux jouent un rôle central dans le débat public, ces pratiques portent atteinte à la souveraineté numérique citoyenne.

139

3. La fragilité structurelle des médias

Reporters sans Frontières souligne que plus de 60 journalistes ont été arrêtés, agressés ou intimidés entre 2021 et 2024. Les médias sénégalais, dépendants économiquement de l'État ou de conglomérats privés, peinent à garantir une couverture indépendante et pluraliste. La criminalisation persistante des délits de presse, couplée à l'absence d'une loi sur l'accès à l'information, limite la liberté éditoriale et favorise l'autocensure.

4. Un désenchantement démocratique croissant

Les données d'afro baromètre révèlent une baisse de 16 points du taux de satisfaction démocratique entre 2014 (64 %) et 2022 (48 %). Plus de 53 % des

citoyens estiment que le pays est moins démocratique qu'il y a cinq ans. Ce recul traduit une fatigue démocratique, où l'alternance politique n'a pas suffi à restaurer la confiance. La participation électorale et associative décline, tandis que la jeunesse, pourtant moteur des mobilisations, reste marginalisée dans les espaces décisionnels.

5. Une opportunité historique pour la refondation

L'alternance de 2024 offre néanmoins une fenêtre d'action. Les promesses de réformes institutionnelles et de gouvernance ouverte doivent s'accompagner de mécanismes concrets : justice transitionnelle, pluralisme médiatique, encadrement légal des restrictions numériques et participation citoyenne délibérative. Le défi réside moins dans la proclamation du changement que dans son institutionnalisation durable.

Conclusion

140

Le Sénégal se trouve à la croisée des chemins entre continuité répressive et refondation démocratique. La restauration de l'espace civique ne saurait se réduire à un geste politique : elle doit s'ancrer dans la justice, la reconnaissance des victimes et la transparence institutionnelle. Une démocratie vivante exige des institutions fortes, des médias libres et des citoyens capables d'influencer les politiques publiques par la délibération et la responsabilité collective.

Recommandations pour l'action

À court terme (2025–2026)

- Mettre en place une commission d'enquête indépendante sur les violences de 2021–2024 ;
- Abroger la loi d'amnistie et créer des cliniques de droits humains pour accompagner les victimes ;
- Dépénaliser les délits de presse et adopter une loi d'accès à l'information.
- Interdire les coupures d'internet sauf décision judiciaire motivée.

À moyen terme (2026–2028)

- Créer un Fonds national pour la durabilité des médias et un observatoire des restrictions numériques ;

- Instituer des assemblées citoyennes délibératives et des budgets participatifs locaux ;
- Élaborer un protocole policier conforme aux standards internationaux pour encadrer les manifestations pacifiques.

Sources consultées ou recommandées

- Amnesty International Sénégal, Rapport annuel 2024 ;
- Human Rights Watch, Sénégal : Arrestations et répression politique (2024) ;
- Reporters sans Frontières, Classement mondial de la liberté de la presse, 2024 ;
- Afro baromètre, Round 9 – Sénégal (2022) ;
- Freedom House, Freedom in the World – Senegal, 2024 ;
- CIVICUS Monitor, Civic Space in Senegal, 2024.

Remerciements

Nos remerciements vont à l'endroit de Gorée Institut ; de la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie ; du chef de projet AGORA YOUTH M. Albert Damas Lamine DIATTA ; du Professeur Papa Fara DIALLO pour l'encadrement ainsi que toute l'équipe de Gorée Institut pour leur professionnalisme. Cette note de politique a bénéficié des contributions de chercheurs, journalistes, membres d'organisations de la société civile engagés pour la consolidation démocratique au Sénégal. Leur engagement pour la vérité et la participation citoyenne constitue la pierre angulaire d'une démocratie résiliente et inclusive.



FEDERAL REPUBLIC OF NIGERIA
Valid Registration

La Démocratie à l'épreuve en Guinée

Maké Fofana (République de Guinée)

Résumé

Le rétrécissement de l'espace civique en Guinée se manifeste par la restriction des libertés, d'expression, de presse et de manifestation, l'usage de lois pour museler les voix critiques contre les actions de la junte militaire au pouvoir. Cela inclut le blocage de l'accès à internet à des moments, le harcèlement de journalistes et de militants, créant un climat de peur pour la participation au débat public.

C'est dans cette perspective que nous rédigeons cette note politique qui est une initiative de Gorée Institute avec l'appui de la fondation de l'innovation pour la démocratie. L'objectif est de comprendre les aspects qui freinent l'évolution démocratique dans les différents pays représentés au sein de l'Agora des jeunes pour une innovation démocratique afin de proposer des éléments nouveaux pour le rayonnement de la démocratie.

143

Faits saillants

- Fermeture des chaînes de télévision et radios privées à grande écoute notamment : HADAFO médias, Djoma médias, FIM fm. Cette situation a entraîné la perte d'emplois pour de nombreux journalistes et a créé un climat d'incertitude et de peur pour les professionnels des médias.
- L'on n'est pas aussi à l'abri des enlèvements. Celui de l'ancien bâtonnier Mohamed Traoré, dans la nuit du 20 au 21 juin 2025 à Conakry et retrouvé quelques heures plus tard après avoir été torturé. Et aussi celui d'Abdoul Sacko acteur de la société civile, qui a son tour, avait été enlevé le 19 février 2025 à son domicile de Conakry, et a été retrouvé en brousse dans un état critique, après avoir été visiblement torturé. Autres disparitions forcées, celles de Aboubacar Sylla alias Foniké Menguè et de Mamadou Billo Bah.
- Le non renouvellement des agréments, de nombreuses organisations de la société civile sont dans cette difficulté parce que certaines défendent des thématiques qui sont contraires à l'esprit du pouvoir en place.

Introduction

Le coup d'État advenu en septembre 2021 a largement favorisé un contexte politique et social tendu. La restriction des libertés publiques, des arrestations arbitraires, détentions illégales, liberté de presse bafouée, utilisation anarchique de la force, atteintes aux droits économiques sociaux et culturels malgré l'arsenal juridique national garantissant les droits de l'homme, libertés fondamentales et la ratification de la plupart des textes internationaux .

Et pourtant, au lendemain du coup d'État, la situation dans les rues de Conakry et d'autres villes avait été marquée par des réactions de joie. De nos jours, l'évolution de la situation politique suscite de vives inquiétudes pour tout citoyen qui aspire à un régime démocratique notamment en raison de la lenteur de la transition politique et des violations flagrantes de l'espace civique. Face à ces problématiques où l'injustice nous appelle à réagir, c'est de savoir comment déjouer le piège de l'institutionnalisation de l'activisme en Guinée ?

144

Méthodologie

A travers les narratifs des médias nationaux et internationaux sur la restriction de l'espace civique en Guinée dans des rouages de violation dans un système de gouvernance autoritaire. L'on a pioché des éléments pour asseoir la base de notre note de politique. Ensuite, Au mois d'août dernier, l'on a réalisé trois (03) interviews avec quelques acteurs clés de la société civile guinéenne relevant chacun d'organisation influente. Lors des interventions, les avis à la totalité ont été pessimistes quant à l'avenir démocratique du pays. Partant des exemples comme. Le non-respect des engagements de départ par les militaires au pouvoir, les enlèvements, les emprisonnements des acteurs clés, le kidnapping et l'interdiction de manifestations de rues.

Résultats

Nous avons réalisé des interviews avec ces acteurs majeurs afin de recueillir leurs avis sur la question et, surtout, recueillir leurs propositions pour l'atténuation de la crise. Tous acteurs membres influents de leur organisation respective ont souhaité garder l'anonymat pour des questions sécuritaires. Le premier intervenant membre de la Direction Exécutive d'une organisation de défense des valeurs démocratiques,

explique que la restriction de l'espace civique est un enjeu majeur pour la démocratie. Un évènement favorisé selon lui par l'avènement des militaires au pouvoir. Un défi croissant auquel les organisations de défense des droits humains sont confrontées :

« Dans le contexte actuel de la transition nous avons vu en 2022 un communiqué du CNRD qui a interdit toute forme de manifestation sur les voies publiques , ensuite septembre 2024 il y a eu cet arrêté du ministère de l'Administration du Territoire qui a suspendu toute délivrance d'agrément en faveur des organisations naissantes et celles qui étaient en instance du renouvellement. Partant de ces deux éléments là, on peut dire que l'espace civique dans le contexte actuel de la transition en Guinée est relativement fermé », a-t-il indiqué. Ensuite, le second exprime son inquiétude face à la nouvelle forme de répression. Il parle de l'instrumentalisation à outrance qui rend le travail des acteurs de la société civile plus difficile. Son intervention accorde une attention aux dimensions multiples du phénomène. Des facteurs de l'analyse de la situation avec des faits précis.

« A l'avènement du CNRD au pouvoir, les engagements étaient basés sur le respect des droits humains et des libertés, mais au fil des moments, nous avons participé à la restriction des droits humains de façon générale et surtout la fermeture de l'espace civique. Ce qui freine l'action de la société civile. Il y a des restrictions sur la liberté d'expression de façon générale on a vu l'intimidation, le kidnapping de Abdou Sacko et celui de maître Traoré. Tous ceux-ci mettent une pression sur les organisations de la société civile », a-t-il exprimé.

L'espace civique est le lieu de la pluralité des opinions qui permet aux citoyens de s'exprimer, de débattre, de s'organiser en association. Un lieu où s'épanouissent les voix de la société. Mais contrairement à la guinéenne, l'on assiste impuissamment au retour en arrière sur la défense des droits humains et les instruments juridiques internationaux contraignant. Une désolation qu'exprime cet autre intervenant.

«L'exercice des libertés fondamentales ne veut pas dire faire recours à la violence... Le plus souvent quand on empêche formellement les citoyens de manifester librement, de s'exprimer ça peut leur amener à manifester d'une certaine façon, car on estime que, la liberté de réunion, d'association et de manifestation ce sont des libertés qui sont sacrées par nos instruments juridiques au niveau national, régional et international », a-t-il invité. Face à l'importance de la protection des droits

humains, la soif des militaires à se maintenir au pouvoir force est pour moi de croire à la portée de ces différentes recommandations ci-dessous pour la protection des droits humains, pour assurer la justice sociale, favoriser le développement économique et la stabilité sociale pour l'égalité des droits.

Recommandations pour l'action

- Les autorités administratives sont invitées à revoir les différentes décisions de rétrécissement de l'espace civique ;
- Nous invitons le législateur à éviter les lois vagues ou répressives qui limitent arbitrairement les libertés (ex : lois anti manifestations, lois sur la cybercriminalité mal définies).
- Aux PTF, de développer des partenariats avec le ministère de la défense et de la sécurité pour la mise en œuvre des programmes de formation sur le maintien de l'ordre loin de toute violence avec des approches axées sur la communication et le respect des droits fondamentaux.
- Assurer la protection des droits fondamentaux, le respect des libertés d'expression, de réunion et d'association dans le cadre juridique national.
- A la communauté internationale, d'inviter l'Etat Guinéen à mener des enquêtes sur les kidnappings et imposer un délai pour retrouver les disparus.
- Favoriser la tradition de dialogue ouvert où les gens peuvent exprimer leurs opinions et leurs préoccupations bien que non formellement instituée, pour contribuer à la liberté d'expression.

Conclusion

Dans nos communautés africaines les pratiques locales, bien que non institutionnalisées comme des lois formelles, peuvent aller dans le sens des libertés publiques. C'est pourquoi, nous invitons les acteurs de la société à l'adoption de nouvelles stratégies orientées vers le monde rural pour faire participer ces communautés et les inviter à s'intéresser à la lutte démocratique participative pour l'innovation. Car le concept de démocratie est souvent associé aux environnements

urbains, cela due à plusieurs facteurs tels qu'un accès inégal aux informations et aux ressources. Cette stratégie permettra de mettre la pression sur les décideurs avec la participation du monde rural.

Sources consultées ou remerciements

Sources : RFI, Guinematin, Guinenews, interviews avec les acteurs de la société civile, Rapports de la Maison de la Démocratie et des Droits de l'Homme.

Nos remerciements à la Fondation de l'Innovation pour la Démocratie, une organisation panafricaine à but non lucratif dont l'objectif est de contribuer à faire émerger des modèles de démocratie inscrits dans l'histoire, les cultures et les territoires africains. Mais aussi à Gorée Institute, cette autre organisation panafricaine de la société civile, qui renforce le dialogue politique pour la résolution pacifique des conflits. Et pour terminer, je remercie la Maison de la démocratie et des droits de l'homme, une organisation de droit Guinéen au sein de laquelle je travaille depuis maintenant 4 ans, elle me permet de lui représenter dans telle rencontre et de renforcer mon leadership tant au niveau national que sous régional.





Crise de l'ivoirité et fragilités démocratiques en Côte d'Ivoire

Abiba Diomandé (Côte d'Ivoire)

Résumé

La République de Côte d'Ivoire s'est construite autour d'une pluralité ethnique et culturelle. Cette diversité bien que bénéfique a malheureusement joué en sa défaveur car cela fut un élément majeur de son instabilité démocratique constante depuis son indépendance jusqu'à nos jours. En effet, sous la présidence d'Henri Konan Bédié, l'introduction du concept d'« ivoirité » initialement présenté comme un instrument de valorisation de l'identité nationale a progressivement pris une tournure politico-identitaire et exclusive. Ce concept a de manière restrictive redéfini la citoyenneté ivoirienne, entraînant la marginalisation des populations originaires du Nord et des communautés issues de l'immigration ouest-africaine.

Faits saillants

149

- Apparition du concept d'ivoirité avec le régime Bédié
- Mise en place de politiques d'exclusion entraînant des discriminations politique et institutionnelle
- Plus de 3000 morts dont une grande partie sont des populations du nord lors de la crise post-électorale du 11 Septembre 2002
- Environ 3000 morts aux sorties des massacres que ce soit pour les populations du nord comme du sud au cours de la crise post électorale 2010-2011

Introduction

La Côte d'Ivoire est un État démocratique attachée à la légalité constitutionnelle et aux institutions démocratiques. Elle proclame en son préambule son adhésion aux droits et libertés proclamés dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Cependant, elle a connu dans l'exercice de cette démocratie une grande fracture portée par le concept d'ivoirité. Ce concept a fragilisé les principes d'égalité et de participation politique ; accentuant les tensions régionales et communautaires. Cette instrumentalisation

de l'identité nationale a marqué un recul démocratique majeur, ouvrant la voie à une série de crises politique et militaire qui a éclaté à la fin des années 1990 et au début des années 2000. Il est de fait que les progrès en matière de gouvernance n'ont pas totalement effacé les tensions politiques, la polarisation du débat public, ni la défiance d'une partie de la population vis-à-vis des institutions. Car, les débats autour d'un éventuel quatrième mandat présidentiel et l'exclusion de certaines figures de l'opposition accentuent la fragilité démocratique. Sur le plan socio-économique, le chômage élevé des jeunes et la vulnérabilité sociale favorisent les risques de manipulation politique et de violence.

Methodologie

La rédaction de cette note a été effectuée sur la base d'analyses documentaires. Nos analyses se sont appuyées sur les différents rapports émis par les commissions d'enquêtes des Nations Unies, Organisations Internationales et des organisations de la société civile ivoirienne.

ANALYSE DES RESULTATS

Diagnostic démocratique et sécuritaire

Des rapports fournis par des organisations de la société civile ont permis d'identifier plusieurs foyers de fragilité de la démocratie notamment :

- **Le défaut de confiance aux différentes institutions de l'Etat**
- **La remise en cause constante de l'impartialité des institutions**
- **Les tensions politiques persistantes : arrestations, discours clivant.**
- **Conflits communautaires et fonciers, attisés par des discours haineux ou xénophobes.**
- **Vulnérabilités sociales : chômage, violences faites aux femmes, pauvreté rurale.**
- **Pressions transfrontalières : infiltration de groupes armés, trafics, mouvements migratoires incontrôlés.**

Ces constats rappellent les fragilités historiques du pays : exclusion de candidats pour des motifs de nationalité ou d'éligibilité, polarisation politique et médiatique, tensions foncières dans l'Ouest, et marginalisation des jeunes et des zones rurales.

5.2 Les Défis Majeurs

Se trouvant à une échéance électorale ; nous sommes confrontés à plusieurs défis majeurs tels que :

- la résurgence de violences électorales, notamment dans les zones historiquement sensibles
- le désengagement citoyen face à la défiance politique
- la fragilisation de la cohésion nationale si le processus électoral n'est pas inclusif et transparent.

Orientations stratégiques et recommandations

Pour consolider la stabilité démocratique et prévenir les crises, il est recommandé de :

1. Renforcer la gouvernance démocratique à travers :

Garantir la transparence et la crédibilité du processus électoral.
Promouvoir un dialogue politique inclusif et permanent entre les acteurs.

2. Prévenir les violences électorales

151

- Mettre en œuvre des mécanismes d'alerte précoce et de médiation communautaire.
- Encadrer les discours publics pour limiter la propagation de messages haineux.

3. Consolider la cohésion sociale et inter-communautaire

- Favoriser la réconciliation locale par la participation des leaders communautaires et religieux.
- Soutenir les projets locaux de cohabitation pacifique et d'économie sociale.

4. Accroître l'inclusion des jeunes et des femme

- Développer des programmes d'emploi et d'entrepreneuriat jeunes.
- Encourager leur engagement civique et politique.

5. Renforcer la sécurité nationale et régionale

- Intensifier la coopération sécuritaire transfrontalière.
- Lutter contre la radicalisation par des actions éducatives et sociales.

Nous soulignons que ces recommandations visent à établir une stabilité démocratique durable en mettant déjà le focus sur les critères de transparence et d'exclusivité dans les politiques de gouvernance.

Conclusion

La Côte d'Ivoire se trouve à un tournant démocratique décisif. La stabilité institutionnelle acquise reste fragile et dépend de la capacité des acteurs politiques à faire prévaloir le dialogue, la transparence et la prévention des tensions. Les jeunes, par leur dynamisme et leur aspiration à la paix, constituent un levier stratégique pour consolider la démocratie et la cohésion nationale à l'horizon 2025 et au-delà.

Sources

- *Le procès de démocratie en côte d'Ivoire*, Françoise Offoumou, l'Harmattan, 1998
- *La Constitution de la Cote d'Ivoire du 8 Novembre 2016*
- *Rapports de la commission nationale d'enquête des NATIONS UNIS*, Aout 2011.

Remerciements

Nous adressons nos sincères remerciements à Gorée institut pour l'opportunité de participer au projet Youth Agora. Cette expérience étant d'un grand enjeu intellectuel ; nous a permis de renforcer nos capacités et notre compréhension autour des enjeux démocratiques et citoyens. Nous adressons également nos sincères remerciements au Coach FARA DIALLO ; qui malgré ses occupations, nous apporter son soutien indéfectible dans la correction et le suivi de cette production.



La démocratie au Togo : entre leurres et lueurs pour les jeunes

Analyse des perceptions et de l'engagement démocratique des jeunes Togolais-es

Pierre-Marie Kossi (Togo)

Résumé

Cette note politique examine les perceptions et les attentes des jeunes Togolais-es vis-à-vis de la démocratie. Elle met en évidence un paradoxe : si la jeunesse reconnaît la valeur normative de la démocratie (liberté, justice et participation) , beaucoup expriment une désillusion face à son fonctionnement concret. L'étude identifie plusieurs facteurs : déficit d'éducation civique et politique, conditions socio-économiques contraignantes, accès limité aux espaces décisionnels et confiance fragile envers les institutions. Malgré ce constat, de nouvelles formes d'engagement émergent, notamment via le numérique et l'activisme communautaire. La note conclut à la nécessité de renforcer l'inclusion des jeunes dans les processus politiques, de développer l'éducation civique et de rendre les politiques publiques plus accessibles et tangibles pour restaurer la confiance et encourager une participation active.

La jeunesse togolaise reste attachée aux idéaux démocratiques, mais beaucoup expriment une désillusion face à leur mise en pratique.

Le manque d'éducation civique et politique, combiné à des conditions socio-économiques difficiles, limite leur participation et leur compréhension des institutions.

Faiblement représentés dans les instances décisionnelles, les jeunes cherchent de nouvelles formes d'engagement, notamment via le numérique et l'action communautaire.

Renforcer leur inclusion, améliorer l'accès aux politiques publiques et développer l'éducation civique apparaît essentiel pour restaurer la confiance et encourager une participation active.

Introduction

Dans les années 1990, l'Afrique a connu ce que plusieurs auteurs qualifient de « revirement radical du discours idéologique sur la politique ». L'ère des conférences nationales et des réformes institutionnelles a ouvert un nouveau cycle marqué par la priorité accordée au pluralisme politique et à la démocratie électorale. Dans cette dynamique, la jeunesse a été perçue comme un acteur central, porteuse d'aspirations nouvelles et d'un souffle indispensable au renouveau démocratique.

Trente ans plus tard, cette promesse semble fragilisée. Au Togo, comme dans de nombreux pays africains, une partie de la jeunesse manifeste une forme de désenchantement vis-à-vis des mécanismes électoraux.

Des préoccupations relatives à la transparence dans la gestion des ressources publiques, à l'efficacité des politiques publiques et à la redevabilité des institutions nourrissent un sentiment de scepticisme. Les attentes citoyennes, souvent élevées, se heurtent parfois à des résultats jugés insuffisants, ce qui peut contribuer à un affaiblissement de la confiance dans les institutions et dans le processus démocratique.

155

La question se pose alors : la démocratie fait-elle encore rêver les jeunes togolais ? Et si oui, sous quelles formes et avec quelles conditions ?

C'est à cette interrogation que la présente note entend apporter des éléments de réponse.

Objectif et Méthodologie

L'objectif principal de cette étude est de recueillir et analyser les perceptions des jeunes Togolais sur la démocratie, leur rapport aux institutions politiques et leurs attentes en matière de participation citoyenne.

Pour ce faire, une revue documentaire a d'abord été réalisée, mobilisant des travaux académiques, des rapports d'institutions nationales et internationales ainsi que des publications de la société civile portant sur la jeunesse et la gouvernance au Togo.

Cette revue a été complétée par une étude qualitative basée sur des entretiens individuels semi-directifs, visant à approfondir la compréhension des représentations et des expériences vécues. Au total, 35 jeunes ont été interrogés,

dont 19 hommes et 16 femmes, sélectionnés de manière à refléter une diversité de profils en termes de profession, niveau d'instruction et statut socio-économique.

Les entretiens se sont déroulés à Lomé et ses environs, en face à face, dans les lieux de travail ou de résidence des participants. Chaque entretien a duré en moyenne 45 minutes, et a permis de recueillir un matériau riche sur la perception des jeunes vis-à-vis de la démocratie, leurs frustrations, mais aussi leurs aspirations à un modèle plus participatif et plus équitable de gouvernance.

Résultats et analyse

1. Une majorité démographique, une minorité politique : le paradoxe de la représentativité

La jeunesse togolaise constitue aujourd'hui près de 60 % de la population nationale⁴. Ce poids démographique confère aux jeunes un potentiel politique majeur, susceptible d'influencer durablement l'orientation des politiques publiques et la trajectoire démocratique du pays. Cependant, cette majorité numérique ne se traduit pas en représentation effective dans les sphères décisionnelles.

La jeunesse se retrouve ainsi souvent reléguée à un rôle d'exécutant ou de figurant dans des dispositifs participatifs à portée limitée, ce qui fragilise davantage la confiance dans les institutions.

2. Une démocratie reconnue, mais peu vécue

Une ambivalence profonde se dégage dans le rapport des jeunes Togolais à la démocratie. Si la majorité d'entre eux affirment en reconnaître la valeur normative associée à la liberté, à la justice et à la participation, beaucoup expriment une désillusion croissante face à son fonctionnement concret.

Trois principaux facteurs se dégagent :

- **Un déficit d'éducation civique et politique**

Bien que les programmes évoquent la citoyenneté et la démocratie, les jeunes interrogés reconnaissent, pour la plupart, ne pas maîtriser les mécanismes de participation politique ni connaître les canaux institutionnels permettant de

⁴ INSEED, 2023

s'impliquer dans la gestion des affaires publiques. Cette situation traduit un décalage entre l'ambition participative de la décentralisation et la réalité vécue par la jeunesse, qui peine à y trouver des opportunités concrètes d'expression et d'implication citoyenne.

- **Un contexte socio-économique défavorable.**

Le chômage, la précarité et l'instabilité économique constituent un frein majeur à la participation civique. Beaucoup de jeunes, préoccupés par la survie quotidienne, considèrent la politique comme un luxe réservé à ceux qui ont déjà atteint une certaine sécurité sociale. Ce constat rejoint les travaux de Honwana (2012) sur les « waithoods »⁵, cette période prolongée d'attente et d'incertitude caractéristique de la jeunesse africaine contemporaine. Dans ce contexte, les priorités se déplacent vers l'entrepreneuriat, la migration ou l'engagement communautaire, au détriment de la participation électorale.

- **Une confiance fragile envers les institutions politiques**

Les jeunes interrogés expriment une certaine réserve quant à l'efficacité des processus politiques et électoraux. Leurs observations traduisent un malaise profond face à un modèle perçu comme peu inclusif, peu transparent et déconnecté des réalités sociales.

Plutôt qu'un rejet de la démocratie elle-même, cette attitude traduit une attente de mécanismes plus transparents, inclusifs et crédibles, capables de favoriser une participation réelle et un renouvellement des pratiques politiques. Dans ce contexte, plusieurs jeunes expriment le souhait d'une gouvernance davantage axée sur la redevabilité, l'équité et la reconnaissance de la contribution citoyenne.

3. De nouvelles formes d'engagement

Malgré cette désaffection à l'égard de la politique institutionnelle, il serait réducteur de conclure à un désintérêt global de la jeunesse pour la chose publique. Les données recueillies mettent au contraire en lumière l'émergence de nouvelles formes d'engagement, souvent situées en dehors des cadres traditionnels.

Le numérique s'impose comme un espace politique alternatif. Les réseaux sociaux

⁵ Alcinda Honwana, « Waithood » : transitions des jeunes et changement social. 2012

deviennent des plateformes de débat, de mobilisation et de dénonciation, offrant aux jeunes un moyen d'expression directe et horizontal.

Parallèlement, de nombreux jeunes investissent le champ associatif, culturel et communautaire, privilégiant des initiatives locales orientées vers la solidarité, la protection de l'environnement ou la promotion de la paix. Ces engagements, bien que moins visibles sur le plan politique, traduisent une redéfinition de la citoyenneté, fondée sur l'action collective et le sens du bien commun.

Ainsi, si la jeunesse togolaise manifeste un désenchantement à l'égard de la démocratie représentative, elle contribue paradoxalement à réinventer la démocratie au quotidien, à travers des pratiques d'engagement plus diffuses, inclusives et adaptatives.

Conclusion

Cette note politique met en lumière une jeunesse togolaise partagée entre attachement aux idéaux démocratiques et désillusion face à leur mise en pratique. Si les jeunes reconnaissent la démocratie comme un cadre de liberté et de justice, beaucoup peinent à s'y identifier faute de repères, d'opportunités et d'espaces d'expression inclusifs. Cette situation appelle à un renouvellement du lien civique et à une refondation des pratiques participatives, afin que la démocratie ne demeure pas un horizon théorique, mais une réalité vécue et partagée au quotidien par l'ensemble des citoyens, notamment les plus jeunes.

Recommandations pour l'action

Pour renforcer la participation démocratique des jeunes, il est essentiel que :

- **Promouvoir la représentativité des jeunes au sein des instances décisionnelles, y compris dans les partis politiques, à travers des dispositifs incitatifs ou des quotas favorisant leur accès aux postes de responsabilité;**
- **Intégrer systématiquement les perspectives des jeunes dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques, notamment celles liées à l'emploi, à la gouvernance locale et à la citoyenneté;**
- **Développer des mécanismes participatifs et consultatifs pérennes, tels que les conseils locaux de jeunes ou les plateformes numériques de dialogue, en**

veillant à ce que leurs recommandations soient effectivement prises en compte dans les processus décisionnels au niveau communal et national;

- Les organisations de jeunesse soient davantage soutenues par les partenaires techniques et financiers pour créer des cadres de concertation locale ;
- Renforcer l'éducation civique et politique dans le système éducatif et dans les programmes extrascolaires, afin de permettre aux jeunes de mieux comprendre le fonctionnement des institutions et d'exercer pleinement leurs droits de citoyens;
- Les autorités locales instaurent des mécanismes de consultation régulière des jeunes (forums citoyens, budgets participatifs) .

Sources consultées ou recommandées

1. Honwana, A. (2012). The Time of Youth: Work, Social Change, and Politics in Africa. London: Zed Books.
2. United Nations Development Programme (UNDP). (2020). Youth and Democracy in Africa: Challenges and Opportunities.
3. International Institute for Democracy and Electoral Assistance (IDEA). (2019). Youth Participation in Democracy: Trends and Challenges.
4. République Togolaise, Ministère de la Jeunesse et de la Formation Civique. (2022). Rapport sur la participation des jeunes au Togo.
5. CODESRIA (Council for the Development of Social Science Research in Africa). (2018). Youth, Politics, and Social Change in Africa.
6. Afrobarometer. (2021). Round 8: Public Attitudes Toward Democracy and Governance in Togo.
7. United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO). (2016). Education for Democratic Citizenship and Human Rights: Global Perspectives.
8. Bassett, T. & Zuern, E. (2019). Youth, Governance, and Development in Africa: Case Studies and Policy Implications.

Remerciements

La réalisation de cette note politique a été rendue possible grâce au soutien du projet YOUTH Agora du Gorée Institute. Nous tenons à remercier chaleureusement l'ensemble des équipes pour leur accompagnement, ainsi que tous les jeunes qui ont accepté de partager leurs expériences, perceptions et attentes concernant la démocratie au Togo. Leur contribution a été essentielle pour éclairer les analyses et formuler des recommandations pertinentes. Nous exprimons également notre gratitude aux partenaires et acteurs locaux qui ont facilité l'organisation des entretiens et permis d'accéder aux informations nécessaires à cette étude.





Élections sans choix et de l'espoir au verrou : l'Afrique de l'Ouest entre façade démocratique et verrou institutionnel

Mama Memako Fayçal (Benin)

Résumé

L'année 2025 est un test crucial pour la démocratie au Bénin, au Togo et en Côte d'Ivoire à travers des élections présidentielles, législatives, communales et locales. Alors que les élections sont censées incarner le cœur battant de la démocratie, plusieurs régimes ouest-africains en ont fait un rituel vidé de substance. Derrière les urnes, les réformes électorales, les mémoires conflictuelles et les verrouillages institutionnels dessinent un paysage politique où l'alternance devient un mirage, et la participation citoyenne un acte de foi.

162

Cette note explore les tensions entre démocratie électorale et régimes hybrides à travers une étude comparative et propose une analyse comparative du Bénin, du Togo et de la Côte d'Ivoire, trois pays où la démocratie électorale se heurte à des logiques de contrôle, de fragmentation ou de manipulation. Elle interroge les mécanismes de légitimation politique dans des contextes hybrides, et appelle à repenser les conditions d'une démocratie véritablement inclusive, apaisée et compétitive.

Faits saillants

- Multiplication des scrutins dans la région depuis les années 1990, mais souvent sans choix réel pour les électeurs.
- Les partis d'opposition sont marginalisés, parfois interdits ou affaiblis par des lois électorales biaisées.
- Les élections deviennent un rituel de légitimation du pouvoir, plutôt qu'un mécanisme de renouvellement démocratique.
- Les cours constitutionnelles et commissions électorales sont souvent instrumentalisées pour valider des résultats contestés ou exclure des candidatures gênantes.
- Les révisions constitutionnelles opportunistes permettent à certains

dirigeants de prolonger leur mandat ou de revenir au pouvoir après une pause stratégique.

- Les institutions censées garantir l'équilibre des pouvoirs deviennent des outils de verrouillage politique.

Introduction

Dans de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest, les élections continuent d'être présentées comme le symbole ultime de la démocratie. Pourtant, derrière les apparences d'un pluralisme électoral, se cachent des réalités bien plus complexes : réformes restrictives, institutions verrouillées, mémoires conflictuelles non résolues. Le vote devient alors un rituel vidé de sa substance, où la compétition politique est faussée, la participation citoyenne découragée, et l'alternance rendue impossible. Cette note propose une analyse comparative de trois cas emblématiques : le Bénin, le Togo et la Côte d'Ivoire. Trois trajectoires politiques différentes, mais un même constat : la démocratie électorale y est fragilisée par des logiques de contrôle, de fragmentation ou de manipulation. Longtemps salué comme un laboratoire démocratique, le Bénin à travers les réformes électorales récentes végète dans un climat d'exclusion politique, réduisant drastiquement la diversité partisane et affaiblissant la confiance citoyenne. Le recul démocratique y est palpable, malgré une façade institutionnelle intacte. En Côte d'Ivoire, les élections sont prisonnières d'une mémoire conflictuelle encore vive. Les blessures des crises passées continuent d'empoisonner le débat public et de polariser les acteurs politiques. La réconciliation nationale, pourtant essentielle, peine à s'imposer comme socle d'une démocratie apaisée. Au Togo, le paradoxe est saisissant : les institutions électorales existent, les scrutins sont organisés, mais l'alternance politique reste inaccessible. Le verrouillage institutionnel empêche toute réelle compétition, transformant les élections en mécanismes de reconduction du pouvoir. Face à ces réalités, il devient urgent de dépasser l'illusion démocratique. Cette note ne se contente pas de décrire les symptômes : elle interroge les causes profondes, les mécanismes de légitimation et les stratégies de contournement démocratique. Elle appelle à une refondation des processus électoraux, fondée sur la transparence, l'inclusivité et la mémoire apaisée.

Méthode

Il est ici question de définir clairement l'intention qui consiste à dénoncer les limites des régimes hybrides dans leur usage de la démocratie électorale, proposer des pistes de réforme pour renforcer la transparence, l'inclusivité et la légitimité des processus électoraux puis Sensibiliser les acteurs politiques, diplomatiques et citoyens à la nécessité d'une refondation démocratique. Ensuite ils'agira de présenter le cadre conceptuel et la méthode comparative des systèmes politiques actuels faisant de la démocratie un trompe-œil au Bénin, au Togo et en Côte d'Ivoire.

Le Cadre conceptuel nous amènera à poser les définitions clés suivantes:

- **Démocratie électorale** : régime où l'accès au pouvoir se fait par des élections régulières, libres et compétitives ;
- **Régime hybride** : système politique mêlant des éléments démocratiques (élections, pluralisme) à des pratiques autoritaires (verrouillage institutionnel, répression, manipulation) ;
- **Mémoire du conflit** : héritage des violences passées qui influence les comportements politiques et la légitimité des institutions.

La méthode comparative nous amènera à établir une grille rigoureuse d'analyse sur les trois pays objets d'études en se basant sur les textes de lois électorales et réformes constitutionnelles , rapports d'observation électorale (UA, CEDEAO, UE, OIF), études académiques sur les régimes hybrides et la démocratie en Afrique puis les témoignages, articles de presse, données de participation électorale

Résultats :

Ces résultats synthétisent les constats majeurs issus de notre analyse, en mettant en lumière les dynamiques communes et les spécificités nationales. Ils se présentent ains qu'ils suivent :

I- Un recul démocratique masqué par des processus électoraux formels :

- Les trois pays organisent régulièrement des élections, mais celles-ci ne garantissent ni la compétition équitable ni l'alternance réelle ;

- Le respect des calendriers électoraux sert souvent à légitimer des régimes qui verrouillent l'accès au pouvoir.

Des réformes électorales à visée restrictive :

- Au Bénin, les réformes ont réduit drastiquement le nombre de partis autorisés à participer, excluant de facto l'opposition ;
- Au Togo, les réformes sont minimalistes et renforcent le statu quo institutionnel ;
- En Côte d'Ivoire, les réformes post-crise n'ont pas permis de restaurer pleinement la confiance dans le processus électoral.

Un pluralisme politique affaibli ou instrumentalisé :

- Le pluralisme est souvent réduit à une façade : les partis d'opposition sont soit exclus, soit tolérés sans réel pouvoir ;
- Les médias et la société civile sont confrontés à des pressions qui limitent leur rôle de contre-pouvoir.

La mémoire du conflit comme facteur de polarisation :

165

- En Côte d'Ivoire, les traumatismes des crises passées continuent de structurer le paysage politique et d'alimenter la méfiance ;
- Au Togo, les violences électorales récurrentes ont installé une culture de peur et de résignation ;
- Le Bénin, bien que moins marqué par les conflits, voit émerger une polarisation croissante autour des réformes controversées.

Un verrouillage institutionnel qui empêche l'alternance :

- Les institutions électorales manquent d'indépendance et sont souvent inféodées au pouvoir en place ;
- Les mécanismes de contrôle (Cour constitutionnelle, Commission électorale) sont utilisés pour neutraliser les oppositions.

Une participation citoyenne en déclin :

- Le désintérêt ou la peur de représailles freinent la mobilisation électorale ;
- La jeunesse, pourtant majoritaire, se montre de plus en plus sceptique face à l'utilité du vote.

Conclusion

L'analyse comparative du Bénin, du Togo et de la Côte d'Ivoire révèle une constante inquiétante : la démocratie électorale, bien que formellement présente, est piégée par des logiques de contrôle, de fragmentation et de mémoire conflictuelle. Les régimes hybrides étudiés utilisent les élections non pas comme instruments de légitimation populaire, mais comme mécanismes de reconduction du pouvoir, souvent au détriment de la transparence, de la pluralité et de la paix sociale. Au Bénin, les réformes électorales ont transformé un modèle démocratique en un système d'exclusion politique. Au Togo, l'alternance est rendue impossible par un verrouillage institutionnel savamment orchestré. En Côte d'Ivoire, les élections restent prisonnières d'un passé conflictuel non résolu, fragilisant toute tentative de réconciliation nationale. Ces constats appellent à une refondation profonde des processus électoraux en Afrique de l'Ouest. Il ne suffit pas d'organiser des scrutins : il faut garantir leur équité, leur inclusivité et leur capacité à refléter la volonté populaire. La démocratie ne peut être réduite à un calendrier électoral ; elle exige des institutions indépendantes, une mémoire apaisée et une citoyenneté active. Pour sortir du piège démocratique, les États doivent cesser de confondre légalité électorale et légitimité politique. Il est temps de redonner sens au vote, de restaurer la confiance citoyenne et de bâtir des régimes où l'alternance n'est pas une menace, mais une promesse tenue.

Recommandations

Réformes électorales inclusives et transparentes

Acteurs responsables : Parlements nationaux, Commissions électorales indépendantes, Ministères de l'Intérieur.

Mesures :

- Révision des lois électorales pour garantir l'accès équitable aux partis politiques ;
- Suppression des seuils d'exclusion injustifiés et des conditions de parrainage partisans ;
- Publication transparente des résultats et des données électorales.

Renforcement de l'indépendance des institutions électorales :

Acteurs responsables : Présidences, Assemblées nationales, partenaires internationaux (UE, ONU, CEDEAO).

Mesures :

- Nomination des membres des commissions électorales par des mécanismes pluralistes ;
- Protection juridique contre les ingérences politiques ;
- Audit externe régulier des processus électoraux.

Mémorialisation et réconciliation nationale :

Acteurs responsables : Commissions vérité et réconciliation, Ministères de la Cohésion sociale, organisations religieuses et communautaires.

Mesures :

- Création d'espaces de dialogue intercommunautaire ;
- Intégration de la mémoire des conflits dans les programmes scolaires et civiques ;
- Soutien psychologique et juridique aux victimes des violences électorales.

167

Échéance : Démarrage dès 2025, avec un plan triennal jusqu'en 2028.

Mobilisation citoyenne et éducation électorale :

Acteurs responsables : Organisations de la société civile, médias, institutions éducatives.

Mesures :

- Campagnes de sensibilisation sur le rôle du vote et les droits électoraux.
- Formations pour les jeunes et les primo-votants.
- Plateformes numériques pour le suivi citoyen des élections.

Échéance : Lancement dès 2025, intensification à l'approche des élections.

Sources

Rapports d'observation électorale : Union africaine, CEDEAO, OIF, Union européenne.

Études académiques :

Leonardo R. Arriola, Multiethnic Coalitions in Africa.

Nic Cheeseman, Democracy in Africa: Successes, Failures, and the Struggle for Political Reform.

Abdoulaye Bathily, travaux sur les transitions politiques en Afrique de l'Ouest.

Institutions de référence :

IDEA International (Institut pour la démocratie et l'assistance électorale)

Afrobarometer

CODESRIA

WANEP (West Africa Network for Peacebuilding)

Remerciements :

Je tiens à remercier :

- Les citoyens engagés du Bénin, du Togo et de la Côte d'Ivoire, dont les voix et les luttes inspirent cette réflexion ;
- Les chercheurs et observateurs électoraux qui documentent avec rigueur les dynamiques démocratiques africaines ;
- Les partenaires institutionnels et diplomatiques qui œuvrent pour une gouvernance plus juste et inclusive ;
- Tous les acteurs de la société civile, qui, malgré les obstacles, continuent de défendre les principes d'une démocratie véritable.





A PROPOS DE GOREE INSTITUTE

Fondé en Juin 1992, Gorée Institute est une organisation panafricaine de la société civile, qui a pour mission de contribuer à la mise en place de sociétés paisibles, justes et autosuffisantes en Afrique, de renforcer le dialogue politique pour la résolution pacifique des conflits, de contribuer à la consolidation des processus démocratiques et des institutions, et d'encourager la créativité artistique, sociale et économique.

L'Institut Gorée réalise sa mission par la recherche, la facilitation et l'intervention, et travaille en étroite collaboration avec les instances régionales et sous régionales africaines, les organisations de la société civile africaine et les citoyens africains.

Axes Stratégiques



Démocratie,
Espace Civique
et Processus
Politiques



Jeunesse, Espace
Public et
citoyenneté



Leadership politique
des Femmes,
Consolidation de la
Paix et Prévention des
conflits



Changement
climatique,
Migration et
Résilience



Elections, Paix et
Sécurité :
Innovation
technologique pour
la Démocratie



Recherche et
production de
savoirs

Goree Institute
BP 05 Ile de Goree
Telephone: (221) 33 849 48 49
Fax: (221) 33 822 54 76
Email: info@goreeinstitut.org
Website: www.goreeinstitut.org